

■ Japon : déprime des cadres moyens

Le chômage, qui touche 4,4 % de la population active, affecte désormais les « croisés de l'entreprise », ces employés modèles qui ont fait de l'archipel nippon la deuxième puissance économique mondiale. p. 2

■ La City ne craint pas l'euro

En dépit de l'absence du Royaume-Uni dans la première vague des pays participant à la monnaie unique, les financiers londoniens sont confiants. p. 12



■ Richard Branson, la fin d'un rêve

Alors qu'il tentait de boucler un tour du monde en ballon sans escale, le patron de la firme Virgin a dû amener au large des îles Hawaï. p. 20

■ Menaces au Kosovo

D'importants changements à la tête de l'armée yougoslave pourraient prélever à une nouvelle offensive serbe au Kosovo. p. 4



■ Photo : le choc du numérique

La qualité des appareils numériques s'approche petit à petit de celle des appareils photographiques traditionnels. En réaction, laboratoires et fabricants de pellicules proposent de nouveaux services multimédias. p. 14

■ Diesel, avec un V

Le diesel franchit une nouvelle étape avec l'apparition de moteurs en V : le V6 Tdi de Volkswagen sera disponible sur la Passat en janvier 1999. p. 15

■ Au théâtre des poètes

Le Monde a suivi le metteur en scène Stanislas Nordey, directeur du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis depuis le 1^{er} janvier. Son objectif : porter la parole des poètes à tous. p. 9

Abonnement : 3 DM : Amstres-Guyane, 8 F : Asie, 25 F : Belgique, 45 F : Canada, 2,25 \$ CAN : Côte d'Ivoire, 350 F : CFA, Danemark, 15 KRD : Espagne, 225 PTA : Grande-Bretagne, 1 £ : Grèce, 500 DR : Indonésie, 140 F : Italie, 2500 L : Luxembourg, 48 F : Maroc, 10 DH : Norvège, 14 KRN : Pays-Bas, 1 F : Portugal, 250 PTE : Roumanie, 8 F : République Fédérale, 10 KGS : Suisse, 2,10 FS : Thaïlande, 12 Din : USA (NY), 2 \$: USA (autres), 2,50 \$.

M 0146 - 1227 - 7,50 F



Peine de mort : la croisade de Jean Paul II

- Dans son message de Noël, le pape radicalise son opposition à la peine capitale
- Aux Etats-Unis, où il doit se rendre le 26 janvier, 500 personnes ont été exécutées depuis 1976
- 3 517 condamnés attendent dans les « couloirs de la mort » de 38 Etats américains

JEAN PAUL II ne s'était jamais engagé aussi explicitement contre la peine de mort. Dans son message de Noël, vendredi 25 décembre, du haut du balcon de la basilique Saint-Pierre, il a demandé que soit mis fin à l'application de la peine capitale. Puis il l'a répété à l'occasion d'une manifestation de 5 000 abolitionnistes, demandant qu'elle soit « bannie ». Les 26 et 27 janvier, son voyage aux Etats-Unis où, depuis le rétablissement du châtiment suprême en 1976, le cinq centième condamné à mort vient d'être exécuté, pourrait fournir au pape l'occasion de revenir sur un thème qui est aussi l'un des plus discutés de l'enseignement moral de l'Eglise catholique. 3 517 condamnés attendent dans les « couloirs de la mort » de 38 Etats américains.

L'engagement personnel de Jean Paul II sur cette question est déjà ancien. Dans son encyclique de 1995 sur le respect de la vie, il avait admis que la société avait des moyens de se protéger qui rendaient « très rares » les cas où la peine capitale



pouvait se justifier. Il a plusieurs fois demandé la grâce de condamnés à mort. Mais le sentiment prévalait que le pape ne mettait pas la même énergie à lutter contre la peine de mort qu'à s'opposer à l'avortement ou à l'euthanasie.

Cette ambiguïté avait été renforcée depuis la publication, en 1992, d'un catéchisme de l'Eglise catholique qui n'exclut toujours pas, « dans les cas d'une extrême gravité », la peine de mort.

Les abolitionnistes et militants des droits de l'homme s'étaient déclarés déçus par cette prise de position. Celle-ci a été corrigée dans la nouvelle édition du catéchisme, qui vient d'être publiée en français. Elle estime que les moyens « non sanglants » sont suffisants pour protéger la société et que les cas d'« absolue nécessité » de supprimer un coupable sont désormais « pratiquement inexistantes ». Mais elle maintient la légitimité de principe de la peine capitale.

PAN LHO

Lire page 3

Les étoiles dorées des stars de la restauration française

REUSSIR une entrée en Bourse est parfois aussi difficile qu'obtenir sa troisième étoile au Michelin. Bernard Loiseau l'a appris à ses dépens. Son introduction au second marché de la Bourse de Paris, mercredi 23 décembre, a été un échec. Non seulement la note d'information préliminaire était truffée d'erreurs, mais les investisseurs ont fait la fine bouche. Les premières actions de Bernard Loiseau SA se sont échangées à 49 francs seulement, moins qu'un modeste hors-d'œuvre à la Côte d'Or, le restaurant de Saulieu qui lui a valu de décrocher sa troisième étoile au Michelin en 1991.

Pourtant, en cherchant à attirer les investisseurs financiers, Bernard Loiseau a réalisé une première dans un monde où la toque cède peu à peu la place au costume-cravate. Déjà conseiller d'Unilever et sélectionneur de vins pour le Savoir Club, M. Loiseau lancera en février une ligne de plats cuisinés sous vide à son nom. Le chef vend également son image. « Ambassadeur » des Champagne Perrier Jouté, il n'a pas hésité à vanter les mérites de la Peugeot 206. Le chiffre d'affaires annuel 1998 de son entreprise devrait atteindre 36,3 millions de francs pour un résultat net de

4,3 millions. Bernard Loiseau n'est pas seul dans ce cas. Alain Ducasse ne se satisfait plus de ses deux restaurants trois étoiles, le Louis XV à Monaco et l'Alain Ducasse à Paris, dans lesquels il intervient à titre de « consultant ». L'homme est désormais impliqué dans la gestion de trois sociétés. Ducasse France gère La Bastille de Moustier, une auberge d'une douzaine de chambres dans les Alpes-de-Haute-Provence, et, depuis le 1^{er} novembre, sa nouvelle société De Gustibus lui permet de proposer des prestations de conseil.

Premier contrat : le restaurant Spoon, Food and Wine ouvert le 17 décembre à Paris. Enfin, depuis le 7 décembre, il est impliqué dans Bénéteau-Ducasse-Plantier, une holding qui a racheté pour 11 millions de francs la gestion de la marque Châteaux et Hôtels indépendants, un réseau de 474 petits hôtels et de 6 restaurants. Au total, la marmite Ducasse pèse environ 100 millions de chiffre d'affaires.

Joël Robuchon, lui, a carrément lâché son restaurant pour se transformer en prestataire de luxe et en gestionnaire de son propre nom. Doté d'un « laboratoire » où travaillent trois cuisiniers, il sélectionne des produits du terroir

pour Promodès. Conseiller de Fleury-Michon, il intervient auprès du restaurant Laurent et de l'Hôtel Astor à Paris. Au Japon, il a ouvert un restaurant, le Taillevent-Robuchon, installé dans un château à la française reconstitué en plein cœur de Tokyo et financé par un industriel japonais de la bière. Il s'est plus récemment associé à Sony pour monter une chaîne de 20 cafés-boutiques, et de 100 corners - bars de dégustation - à son nom, où l'on vendra de la restauration rapide, une ligne d'ustensiles, de livres de cuisine et d'arts de la table, ainsi que ses recettes, et les cassettes de ses émissions télévisées. Ouverture prévue dès 1999.

Ces cuisiniers sont, en fait, les héritiers de Paul Bocuse. Dès 1960, ce chef lançait des vins à son nom aux Etats-Unis. Aujourd'hui à la tête de deux restaurants et de trois brasseries à Lyon, il commercialise une centaine de produits de sa marque à Hongkong, à Singapour et en Australie, et gère en association avec MIM, Vergé et Lendore un restaurant à Orlando (Floride).

Laure Belot et Pascal Gaubier

■ SKI

Un code de bonne conduite contre les « chauffards » de la neige

COMMENT lutter contre l'incivisme des « chauffards » de la neige ? Face à la recrudescence des accidents liés aux imprudences des pratiquants des « nouvelles glisses », des responsables sont tentés par un durcissement de la réglementation. Plusieurs maires de Savoie ont rendu obligatoires les « dix règles de conduite » de la Fédération française de ski. Les domaines skiables ont été aménagés pour séparer les pratiques dangereuses des espaces réservés aux débutants. Selon le Centre national de la sécurité en montagne, 41 500 personnes se sont blessées sur les pistes françaises en 1997-1998, soit 11 % de plus que l'hiver précédent. Cette augmentation s'explique aussi par l'engouement des Français pour la neige.

Lire page 8

35 heures : le PS reçoit les patrons

POUR préparer la seconde loi sur les 35 heures, qui fixera les modalités définitives de la réforme, le premier secrétaire du PS, François Hollande, recevra en janvier la plupart des dirigeants patronaux, dont celui du Medef (ex-CNPF), Ernest-Antoine Seifère. Comme le PCF, les Verts ou le MDC, le PS demande que le nouveau texte soit plus ancré à gauche et que le recours aux heures supplémentaires soit limité. La majorité « plurielle » exprime ce souhait alors que la flexibilité du travail ne cesse de progresser. Selon une étude du ministère du travail, l'intérêt a augmenté de 35,4 % au premier semestre de 1998 et « devient un mode de gestion des ressources humaines ».

Lire page 6 et notre éditorial page 10

Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

au sommaire du numéro de janvier

L'an 1 de l'euro

La grande aventure de l'Union monétaire commence pour onze des quinze pays de l'Union européenne.

L'Italie du changement

Romano Prodi qualifie l'Italie pour l'euro mais échoue sur la réforme des institutions. Le PCI lui succède.

Plus : Les Clés de l'info
4 pages pour décoder l'actualité

Vivre avec l'immigration irrégulière

EN APPARENCE, tout est calme sur le front des sans-papiers. Les grèves de la faim ont cessé, les manifestations sont claires, les collectifs divisés et les pétitionnaires fatigués. En janvier, Jean-Pierre Chevènement, de retour place Beauvau, devrait rendre publics les résultats quasi définitifs de l'opération de régularisation lancée par le gouvernement Jospin dès juin 1997. Compte tenu des recours et de l'application de la nouvelle loi, environ 58 % des 142 000 demandeurs de papiers, soit 82 000 étrangers, auront obtenu satisfaction.

Tenace, la réalité demeure pourtant : quelque 60 000 sans-papiers ayant sollicité leur régularisation restent sur le carreau. Cette situation rend aléatoire le calme qui domine aujourd'hui : les tribunaux administratifs sont assaillis de recours contre les arrêtés de reconduite à la frontière et des manifestations de colère peuvent surgir à tout moment. Le silence des politiques masque lui-même des états d'âme prolongés, comme en témoignent la sortie de Daniel Cohn-Bendit, les contorsions du PCF et la pétition du député socialiste Serge Blisko,

déjà signée par 500 élus de la majorité. Cette situation instable met à nu un paradoxe dont le gouvernement semble prisonnier : les reculs de la régularisation, « invités » à quitter le territoire, vont rester en France pour la plupart. Hormis ceux qui seront interpellés sur la voie publique et que la police parviendra à placer dans un bateau ou un avion, les sans-papiers resteront. Illégaux ils étaient, illégaux ils resteront, sans que la République consente à faire autre chose que de constater cette réalité. Ces 60 000 étrangers apparaissent comme ni régularisables au regard des critères édictés, et interprétés par le gouvernement, ni expulsables massivement par les moyens légaux admissibles dans une démocratie.

Sous cet angle, l'opération de régularisation apparaît comme une hypocrisie : le tri parmi les sans-papiers va aboutir à installer presque officiellement les déboussés, désormais comptabilisés et répertoriés, dans l'illégalité et donc dans une précarité totale.

Philippe Bernard

Lire la suite page 10

Chanteuse de combats



JULIETTE GRÉCO

LES ÉDITIONS Actes Sud/Lemac publient un album décrivant en 124 photographies la carrière de Juliette Gréco et la vie artistique française, de la fin des années 40 à aujourd'hui. Dans un entretien au Monde, la chanteuse s'explique sur ses combats contre les oppressions et sur sa collaboration avec l'écrivain Jean-Claude Carrière, auteur de son nouvel album, *Un jour d'été et quelques nuits...*

Lire page 17

International	2	Aujourd'hui	14
France	6	Abonnements	15
Société	8	Météorologie	16
Horaires	9	Jeux	16
Cronos	11	Culture	17
Entreprises	12	Créativité	18
Précisions	13	Radio-Télévision	19

Je suis un... (handwritten signature)

CHÔMAGE La crise économique que traverse le Japon est de plus en plus perceptible dans la vie courante. La récession ne frappe pas uniformément mais est visible un

peu partout, notamment parmi les salariés des classes moyennes qui découvrent la précarité et la remise en question du principe de l'« emploi à vie ». • DES SYNDICATS,

concurrents des centrales traditionnelles, se créent pour défendre les intérêts des cadres qui sont, pour la première fois, touchés par les restructurations et les licenciements.

• LA TRANCHE D'ÂGE la plus affectée est celle des quarante-cinq ans qui font face à une remise en cause en profondeur du système de l'emploi hérité de l'après-guerre. La

progression à l'ancienneté fait place à un marché du travail de plus en plus déréglé, au sein duquel se développent emplois contractuels et temporaires.

Japon : la déprime des classes moyennes à l'heure de la récession

« Resutora » (restructuration) et « tenshoku » (changement de travail) : la crise économique frappe désormais de plein fouet les « hommes de l'entreprise », ces cadres modèles qui ont élevé l'archipel au rang de seconde puissance économique mondiale

TOKYO

de notre correspondant

Il y a rarement eu autant de monde au sanctuaire de Otō-jinja, dans le quartier populaire d'Asakusa à Tokyo. C'était la fête du grand-dieu selon le calendrier chinois. Les sanctuaires shintoïques comme celui-ci, où l'on vient en novembre prier la divinité du sort et du commerce pour obtenir la prospérité matérielle, ont connu cette année une affluence particulière. Chacun est reparti selon la tradition avec en guise de porte-bonheur un petit râteau en bambou supposé ramasser l'argent.

Longtemps rampante, « statistique » plus que véritablement perceptible dans la vie courante, la récession la plus grave que traverse le Japon depuis la défaite de 1945 est désormais plus sensible. Assurément, Tokyo scintille la nuit et le visiteur est surpris par le dynamisme des rues, voire leur gaieté, et l'opulence d'une société qu'on lui a dit en train de « sombrer » mais dont le revenu par tête – certes un indicateur à manier avec prudence – demeure égal ou supérieur (en fonction du taux de change) à celui des États-Unis. Mais il n'est plus nécessaire de regarder la société à la loupe pour percevoir la récession.

« PRÉTEURS REQUIS »

La crise ne frappe pas uniformément, mais elle est présente un peu partout. Dans le courrier des lecteurs des journaux ou dans les drames de la rubrique des faits divers où bat le pouls d'une société. Récemment, à Tokyo, et à quelques heures de différence, quatre salariés d'âge moyen se sont jetés sous des trains : l'enquête a révélé que tous avaient des problèmes professionnels. La crise est le leitmotiv des conversations saisis au vol dans les bistros : il y est question des victimes des « préteurs requis » qui s'évaporent dans l'anonymat de la ville ou parfois se suicident pour leur échapper.

En dépit de leur diplôme, des jeunes continuent à faire de petits boulots d'étudiant, comme ce serveur de café de vingt-deux ans frai-

chement sorti d'une école professionnelle d'informatique. Des chauffeurs de taxi novices s'excusent de ne pas connaître les rues, avant qu'ils aient auparavant un autre travail. L'un était employé chez un poissonnier grossiste, l'autre dans une entreprise de confection. Mais les pléthoriques

journeux elle compose des cartons-cadeaux pour un grand magasin... Pour tragique qu'elle soit, la grande pauvreté des sans-abris qui vivent dans des villages de tentes ou des cartons dans les parcs ou sur les berges de la Sumida à Tokyo reste un phénomène marginal : ils sont sans doute dix mille dans la ville de

Il pensait être « salarié à vie »...

Epaules soulevées, sa serviette entre les jambes, la tête penchée sur ses mains jointes, il prie devant l'autel d'un petit sanctuaire défendu par deux renards de pierre perdu entre des buildings. Cinquante-six ans, devenu cadre moyen au service du crédit d'une grande banque sur l'avis de son père soucieux de « la sécurité de l'emploi », il raconte comment le « salarié à vie » qu'il pensait être est insidieusement chassé. Son supérieur lui a d'abord fait comprendre qu'il devait partir en lui proposant un travail de démarchage dans une filiale. Une mutation assortie d'une conséquente diminution de salaire. « Ce n'était pas un ordre, un conseil simplement. » Et si l'on ne le suit pas ? « Alors, commence une petite guerre que l'on perdra. » A-t-il bien fait de suivre le conseil de son père, de consacrer sa vie à son travail ? « Je pensais avoir la réponse. Maintenant, je ne sais plus. »

taxis de Tokyo souffrent aussi et le soir, leurs voitures s'alignent en d'interminables files. Car même le prolifique commerce de la nuit (bars, cabarets et autres) est touché. Les racleurs des quartiers chauds s'évertuent à tirer le client par la manche et telle hôtesse de bar sur la quarantaine raconte que dans la

Tokyo (onze millions d'habitants). Beaucoup d'entre eux « gagnent-ils » que la crise a fauché. Plus insidieusement, celle-ci frappe une nouvelle catégorie de Japonais qui se croyaient protégés : les « hommes de l'entreprise » (*haisha ningen*), ces « salariés modèles » qui ont élevé le Japon au rang de se-

conde puissance économique mondiale.

« Resutora » (restructuration) et « tenshoku » (changement de travail) sont sur toutes les lèvres et ils figurent parmi les titres des meilleures ventes en librairie. Ces mots, a priori porteurs d'avenir, sont synonymes de mise à pied pour beaucoup des salariés d'âge moyen. Les entreprises « dégraissent » et leurs employés, qui avaient pu espérer y rester jusqu'à la retraite (soixante ans), sont « conviés » à partir, parfois sans ménagement.

Vice-président du syndicat des employés de banque, Hiroshi Urano raconte que « généralement, le service est ouvert au cours d'une « réunion amicale » qu'il y a des employés en surnombre. Certains sont pris à part par le chef pour « bavarder ». Les noms de ceux dont la tête risquait de tomber commencent à circuler. « L'avenir de l'entreprise est en jeu, dit la direction, mais chacun pense surtout à soi ». Si les « sacrifiés » ne se résolvent pas à leur sort, l'atmosphère devient pesante. Ils se sentent isolés, victimes d'ostracisme : on ne leur confie plus de travail, on ne les préviens plus des réunions. Leurs collègues deviennent distants. Le piège se referme. Des sanctions verbales, on passe à l'épuration des notes de frais de représentation. On ressort parfois de vieilles affaires : une erreur, une

plainte d'un client qui à l'époque étaient passées sans problème mais qui prennent soudain la dimension d'une cause de licenciement : « C'est bien embêtant, cette affaire... Vous vous êtes mis dans un sale pétrin. Le plus souvent, il vaut mieux accepter le départ volontaire. »

LA « TAPE SUR L'ÉPAULE »

La pratique de la « tape sur l'épaule » pour faire comprendre à un employé âgé qu'il doit passer la porte n'est pas nouvelle. Les brimades non plus, mais elles sont devenues si fréquentes que les organismes de soutien aux salariés qui en sont victimes se sont multipliés. Si une minorité se rebiffe, la majorité est désarmée. « La crise a pris les cadres d'âge moyen par surprise », estime Masaomi Kameto, chef adjoint du service pour l'emploi des salariés âgés à la mairie de Tokyo et auteur d'un recueil de témoignages : *Psychologie du chômage*. « Ils sont amers et s'estiment victimes d'une injustice. La plupart des licenciés dits volontaires pensent avoir été « lâchés » par l'entreprise à laquelle parfois ils ont sacrifié leur vie familiale. Le Japonais n'a pas l'expérience du chômage comme en Europe ou aux États-Unis, où il est devenu un paramètre intégré aux équilibres sociaux-économiques. Ici, ne pas travailler, c'est déchoir aux yeux de la

société, de sa famille. Les sans-emploi se sentent offensés que l'on n'ait plus besoin d'eux. L'allocation chômage (dix mois) est un palliatif qu'ils cherchent à éviter. Il faut qu'ils retrouvent un emploi, même sous-qualifié, pour redonner un sens à leur existence. »

Certains licenciés rebondissent : ils découvrent le bonheur d'une famille et, avec le pécule du départ anticipé, ils ouvrent un petit bistrot, s'installent à la campagne. Mais la majorité s'enfonce dans l'amertume. Beaucoup n'osent pas avouer à leur famille avoir perdu leur emploi.

L'inquiétude tenaille désormais bien des épouses. Celle d'un employé d'une maison de titres dit qu'elle a de plus en plus d'apprehensions lorsque son mari, déprimé de chercher du travail, rentre tard : « La presse raconte tout de drames... » Comme celui de cette femme dont le mari de cinquante-quatre ans, cadre dans une entreprise sidérurgique en butte aux pressions pour se retirer, a fini par se pendre. Comme il était rarement à la maison, l'existence quotidienne de sa femme n'a guère changé, raconte-t-elle, sinon qu'elle prend des bains plus longs : « Parce que c'est le seul endroit où je peux pleurer. »

Philippe Pons

Les cadres perdent l'« esprit d'entreprise » et se syndicalisent

TOKYO

de notre correspondant

« La crise a fait voler en éclats l'« illusion » qui était à la base du fameux « esprit d'entreprise » japonais : la croyance que si on travaille dur on réussit et l'on est assuré de conserver son emploi. La récession a mis en lumière les divergences d'intérêts entre patronat et salariés » : Kiyotsugu Shitara ne mâche pas ses mots. Secrétaire général du syndicat Tokyo Managers Union (TMU), créé en 1993, il se bat pour la défense des cadres en milieu de carrière, premières victimes des restructurations en cours.

Considérés comme appartenant à la direction, les cadres japonais n'étaient pas syndiqués. Mais, avec la récession, les syndicats de

cadres à adhésion individuelle se multiplient. En outre, plus de soixante-dix. Ils se sont constitués dans le cadre d'une entreprise ou indépendamment de celle-ci, comme c'est le cas de TMU.

Encore petit (400 adhérents), TMU est l'un des plus combattifs. Il a été accusé l'année dernière dans un bulletin de la Fédération des employeurs Nikkeiren (patronat) de se livrer à des « comportements de voyou ». Il vient de créer des branches indépendantes à Osaka et Nagoya et constitue le fermet d'une alliance entre syndicats à adhésion individuelle parmi lesquels on compte notamment Network Union, créé en février, et qui regroupe des femmes travaillant à temps partiel et des contractuelles.

« Mais ne brûlons pas ici que les conflits individuels alors que le principe de négociation syndicale au Japon est collectif », explique M. Shitara dans son modeste bureau de la banlieue nord de Tokyo. TMU offre des conseils par téléphone aux cadres victimes de brimades (60 % des cas sont liés aux manœuvres de la direction pour les faire partir), les épaulant dans les négociations avec leur employeur et les soutient dans les cas d'action en justice.

« FLUX TENDUS »

Les deux tiers des grandes entreprises auraient procédé à des baisses de salaires et des allocations de retraite. « Lors de récessions passées, c'étaient les cols bleus qui étaient la cible des licenciements. Aujourd'hui, le dé-

graisage est général et frappe les cadres d'âge moyen », poursuit M. Shitara.

Le TMU compte organiser une catégorie de salariés qui se développent rapidement : les contractuels et employés temporaires. « Au Japon, les syndicats ne regroupent que les salariés privilégiés. Or la tendance est désormais l'embauche pour une durée déterminée. L'entreprise applique à la gestion des ressources humaines le principe des « flux tendus » en production (limiter au minimum les stocks) : elle embauche ceux dont elle a besoin et s'en débarrasse au moindre revirement de conjoncture. Il faut organiser cette catégorie de salariés, comme c'est le cas aux États-Unis. »

Ph. P.

La crise remet en cause durablement les fondements du système de l'emploi

TOKYO

de notre correspondant

Que la « sortie de crise » soit en vue ou non, le Japon est en train de connaître des mutations qui vont

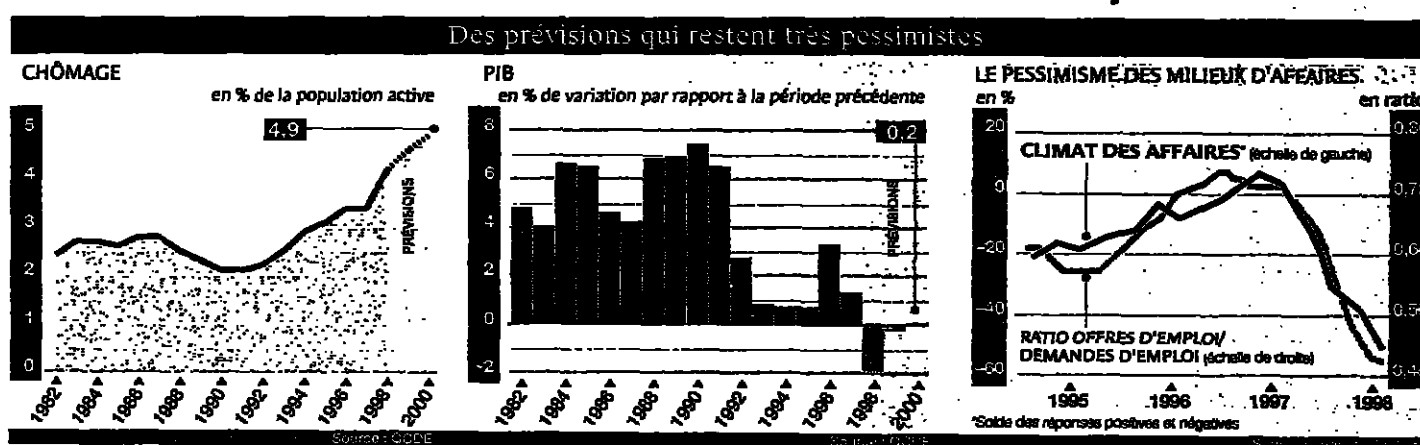
ANALYSE

Le couple emploi à vie / salaire à l'ancienneté avait fait le succès de la croissance nipponne

affecter durablement les équilibres socio-économiques sur lesquels était fondée l'étonnante expansion qui a fait de l'archipel la seconde puissance économique du monde. Parmi ces changements, le plus significatif par ses conséquences sociales concerne le système de l'emploi.

Le Japon fait l'expérience du chômage. Certes le taux est relativement faible (4,4 % de la population active en novembre) comparé à ceux de l'Europe. Mais c'est le plus élevé jamais enregistré dans l'archipel. De plus, le système de calcul du chômage ne reflète certes qu'imparfaitement la réalité : celui qui a travaillé une heure dans la semaine qui précède le recensement mensuel n'est pas considéré comme demandeur d'emploi. Le taux serait assurément supérieur si l'on tenait compte du sous-emploi, de l'emploi précaire et de l'absence de tout recensement statistique concernant ceux qui renoncent à chercher du travail.

Au-delà des chiffres, le phénomène révélateur des mutations en cours est la composition des demandes d'emploi : les jeunes diplômés sont de plus en plus tou-



Le chômage a touché 4,4 % de la population active en novembre, un chiffre qui représente un record historique au Japon. L'OCDE estime que la prévision sera quasiment nulle l'an prochain.

chés. Mais ce sont surtout les salariés d'âge moyen ou élevé qui sont concernés : le taux de chômage des personnes âgées de 55 à 65 ans s'élève à 6,7 %, et à 10 % pour ceux âgés de 60 à 64 ans.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE

Sont donc rejetés du marché du travail les enfants du « baby boom » du lendemain de la guerre, ces « croisés de l'entreprise » qui ont été les artisans de la croissance passée. Selon le Livre blanc sur les modes de vie publié le 4 décembre par l'Agence de planification, le grand problème social du pays est l'« inquiétude » des salariés de 40 à 59 ans. Entre 1994 et 1996, cette tranche d'âge a connu deux fois plus de mises à pied que les plus jeunes. Seconde caractéristique du chômage : les pertes d'emploi affectent particulièrement les petites et moyennes entreprises.

Les restructurations entraînent

par la récession se conjuguent à une rapide évolution démographique. La pyramide d'âge s'inverse : depuis 1995, le nombre des plus de 40 et 50 ans a dépassé celui des 20 à 30 ans. Par conséquent, le nombre des jeunes entrant sur le marché du travail décroît.

Ces évolutions commencent à bouleverser le système de l'emploi. En surnombre par rapport aux jeunes, les employés plus âgés coûtent trop cher et la diminution des jeunes pousse à un système de salaires favorisant les compétences et non plus l'âge. En 2020, l'éventail des salaires entre les jeunes et les plus de 45 ans se sera réduit et, parallèlement, le marché du travail sera devenu plus flexible avec davantage de changement d'emploi en milieu de carrière et une augmentation du travail temporaire. La tendance est déjà affirmée : sur 1,2 million d'emplois créés en 1997, 90 % étaient des emplois précaires.

Un quart du salariat est composé d'employés à temps partiel.

Ces mutations sont-elles en train de remettre en cause les piliers de la gestion à la japonaise : l'« emploi à vie » et le « salaire à l'ancienneté » ? C'est vrai jusqu'à un certain point. L'emploi à vie est l'une des méprises nourries sur le Japon par l'Occident qui, il y a une vingtaine d'années, avait cru y découvrir la panacée permettant de dépasser la dichotomie marxiste entre capital et travail grâce à la personne du « salarié modèle » dévoué à son entreprise.

GESTION À LA JAPONAISE

Le couple emploi à vie / salaire à l'ancienneté dans sa forme accomplie n'est pratiqué que par les grandes entreprises (moins d'un quart du salariat). Plus la taille de l'entreprise diminue et moins s'applique ce grand principe de la gestion à la japonaise. Quant à la sup-

posée dévotion du salarié nippon à son entreprise, elle était moins due à un atavisme culturel qu'à la conjonction d'intérêts et de contraintes : si le Japon a connu une longue période de stabilité de l'emploi, c'est avant tout parce que son économie, en pleine expansion, était demandeuse de travail.

Le couple salariat à vie / salaire à l'ancienneté, apparu dans les années 20 afin de fixer une main d'œuvre trop mobile, s'est largement développé après-guerre. Formant ses employés en son sein, l'entreprise avait intérêt à thésauriser sa main d'œuvre pour amortir l'investissement réalisé. En échange de sa fidélité, le salarié bénéficiait d'avantages importants (en termes de salaire et de prestations diverses). Quitter l'entreprise en cours de carrière signifiait perdre 40 % de son capital retraite. Le salarié n'avait d'autre choix que d'être fidèle.

Le système a en outre l'avantage pour le patronat de scinder les salariés en deux : une aristocratie ouvrière défendue par un syndicat-maison (à l'action réduite au microcosme de l'entreprise) et une plèbe en majorité non syndiquée ne bénéficiant pas des mêmes avantages.

Aujourd'hui, le système évolue. Les grandes entreprises effectuent des dégraissages en détachant de la main-d'œuvre dans des filiales, elles embauchent peu et réduisent les coûts salariaux par le recours à des salariés d'entreprises sous-traitantes, bien évidemment moins chers. Dans les grandes entreprises, l'emploi à vie subsiste néanmoins grâce à l'action des syndicats, qui ont intérêt à le défendre : plus la mobilité du marché du travail sera grande, moins les employés auront de raisons d'adhérer à une organisation de défense de leurs droits.

Dans les entreprises de taille moyenne et petite, on « dégraisse » sans ménagement, mettant à pied les cadres d'âge moyen pour embaucher à leur place des jeunes sur la base de contrats temporaires et moins rémunérés. Le Japon passe d'une situation de disponibilité d'une main d'œuvre jeune (et donc homogène) à une autre où celle-ci est rare, hétérogène (moins de jeunes, plus de femmes et de salariés d'âge moyen). Mais au cours de la période transitoire – avec 1,2 million d'employés en sur effectif – le fossé entre le dernier carré de l'aristocratie du salariat et la plèbe va se creuser.

Ph. P.

L'Eglise autrichienne souhaite le départ d'un évêque ultra-conservateur

VIENNE
de notre correspondant
La situation se tend entre le Vatican et les évêques autrichiens, dont la majorité souhaite le remplacement de Mgr Kurt Krenn, évêque conservateur de Saint-Pölten, isolé dans son pays, mais bénéficiant de forts soutiens à Rome. Mgr Kurt Krenn vient de révéler qu'il n'avait pas été informé du contenu du rapport que les évêques doivent envoyer à Rome avant leur visite obligatoire, tous les cinq ans, à la curie et au pape.

Au grand dam de l'évêque de Saint-Pölten, ce rapport faisait état des revendications des catholiques laïcs et critiquait le Vatican pour avoir attendu trop longtemps avant d'intervenir dans le scandale soulevé par l'ancien archevêque de Vienne, le cardinal Hans Hermann Groer, accusé de pédophilie par d'anciens séminaristes et écarté en 1996.

Depuis, des représentants du clergé et du laïc ne cessent de réclamer le départ de l'évêque de Saint-Pölten, pour éviter non seulement une scission au sein de l'Eglise, mais aussi une nouvelle désaffection des fidèles. L'autriche comptait 85 % de catholiques en 1981. Ils ne seraient plus que 75 % environ. Selon un sondage, 44 % des catholiques estiment que Mgr Krenn est à l'origine de cette crise et 74 % réclament sa démission. Si le Vatican restait immobile, ce serait un signe de défiance à l'égard de la conférence épiscopale, notamment du cardinal Christoph Schönborn, nouvel archevêque de Vienne qui, loin d'être un « progressiste », est favorable au dialogue avec les laïcs pour préserver l'unité de l'Eglise en Autriche.

La crise entre le Vatican et le clergé autrichien couve depuis plus de dix ans, à la suite de nominations d'évêques appartenant à la frange la plus conservatrice, dans laquelle ne se reconnaissent ni le clergé, ni la base laïque dans sa grande majorité.

POLEMIQUE

C'est le scandale Groer qui a fait éclater la polémique. Les laïcs ont constitué un mouvement appelé Wir sind Kirche (« Nous sommes l'Eglise »), réclamant un « dialogue » avec les autorités ecclésiastiques pour la nomination des évêques et un assouplissement de la position de l'Eglise sur les questions de doctrine et de morale. Une pétition de ce mouvement a recueilli, en 1995, plus de 500 000 signatures. Les évêques, à l'exception de Mgr Krenn, avaient alors promis le dialogue.

Ce « dialogue pour l'Autriche », entre 276 délégués triés sur le volet et des représentants de la conférence épiscopale, a eu lieu fin octobre à Salzbourg. Les revendications portaient sur une plus grande transparence dans les nominations, sur l'ordination de femmes diacres et l'accès au sacerdoce d'hommes mariés pour remédier à la pénurie de prêtres.

Sans se faire d'illusions sur une démission (volontaire ou provoquée) de Mgr Krenn, les catholiques autrichiens évoquent l'exemple de l'évêque de Coire-Zürich (Suisse), Mgr Wolfgang Haas, sujet de polémique dans son pays pendant dix ans et qui a été « promu » par le pape, en décembre 1997, archevêque au Liechtenstein.

Mgr Schönborn, nouveau « patron » de l'Eglise d'Autriche, au profil plus ouvert mais d'une parfaite orthodoxie romaine, est résolu à poursuivre la discussion avec les laïcs, mais dans le respect des procédures.

Qu'il reste ou qu'il parte, la controverse autour de l'évêque de Saint-Pölten a scellé l'échec de la tentative faite par le Vatican de reprendre en main une Eglise autrichienne jugée trop « progressiste » depuis le long règne du cardinal Franz König, archevêque de Vienne de 1956 à 1986, l'une des plus grandes personnalités de l'Eglise catholique, pionnier de l'ecclésiologie du Vatican, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans.

Waltraud Baryll

Le pape appelle à « bannir » la peine de mort

Si Jean Paul II s'est souvent prononcé, par son engagement personnel, contre l'application de la peine capitale, le catéchisme de l'Eglise catholique en maintient encore la légitimité

Jean Paul II militant de l'abolition de la peine capitale ? Dans son message de Noël 1998, le pape a fait un tour d'horizon de ses principaux sujets d'inquiétude et renouvelé ses appels au respect de la vie,

ajoutant cette fois qu'il fallait « mettre fin » à la peine de mort. Mais allant plus loin, devant des abolitionnistes italiens venus manifester jusqu'à la place Saint-Pierre, à Rome, il a demandé que soit

« bannie » la peine capitale. Si l'engagement personnel du pape contre la peine de mort est ancien et constant, des polémiques ont souvent accompagné la publication de textes officiels comme le caté-

chisme de l'Eglise catholique qui, dans l'arsenal des peines justifiées par la légitime défense de la société face aux agresseurs, n'a toujours pas définitivement rejeté la peine capitale.

« **BANNIR la peine de mort** » : cet appel lancé par le pape du haut du balcon de la basilique Saint-Pierre, vendredi 25 décembre à Rome, devrait réjouir tous les abolitionnistes de la peine capitale qui, depuis longtemps, déplorent les ambiguïtés de la position de l'Eglise catholique sur ce thème. Dans le texte de son message de Noël remis à la presse et prononcé, Jean Paul II avait demandé que soit « mis un terme » à la peine de mort. Mais plus tard, s'adressant à des manifestants abolitionnistes italiens, il a répété qu'il fallait « bannir » la peine de mort.

Dans les polémiques régulières sur l'attitude de l'Eglise catholique face à la peine de mort, l'at-

titude personnelle de Jean Paul II n'était pas en cause. A plusieurs reprises, il est intervenu pour empêcher des exécutions. Il avait écrit au gouverneur du Texas, le 9 avril 1997, pour demander en vain la grâce de Joseph Canon. Il était également intervenu à nouveau en vain en faveur de Clara Tucker, convertie en prison, première femme exécutée à Huntsville, au Texas, le 3 février 1998. Le Saint-Siège avait également pris position en juin 1998, lors de la réunion de Rome sur la création d'un Tribunal pénal international, jugeant des crimes de guerre et de génocide, pour soutenir que « la peine de mort n'a pas de place dans ce nouveau statut ». Dans son encyclique

de mars 1995 sur la vie humaine (*Evangelium vitae*), Jean Paul II s'était également prononcé contre l'application de la peine de mort.

En dehors de cet engagement personnel du pape, un doute demeurerait pourtant depuis la publication, en 1992, du catéchisme de l'Eglise.

NOUVELLE FORMULATION

Portant sur la peine de mort, ses articles 2266 et 2267 avaient été parmi les plus contestés, dans les associations de défense des droits de l'homme. Le catéchisme déclarait « légitime », au nom de la défense du « bien commun de la société », que « l'autorité publique

sévise, par des peines proportionnées à la gravité du délit, sans exclure, dans les cas d'une extrême gravité, la peine de mort ».

Comment concilier, en effet, deux principes aussi anciens de la doctrine catholique que la légitime défense et le respect absolu de la vie humaine ? Cette formulation embarrassée du catéchisme de 1992 sur la peine de mort avait déjà fait l'objet de quatre versions différentes lors des six années de travaux préparatoires. La polémique qui avait suivi sa publication a donc une nouvelle fois décidé les rédacteurs, sous la conduite du cardinal Josef Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, à réfléchir à une nouvelle formulation.

Celle-ci figure dans la deuxième édition du catéchisme universel de l'Eglise, qui vient d'être publié en français (*Le Monde* du 13 octobre). Le nouvel article 2267 – qu'il faut tenir pour la version définitive de la position catholique sur la peine capitale – répète d'abord que « l'enseignement traditionnel de l'Eglise n'exclut pas, quand l'identité et la responsabilité du coupable sont pleinement vérifiées, le recours à la peine de mort, si celle-ci est l'unique moyen praticable pour protéger efficacement de l'injuste agresseur la vie d'autres humains ».

« Mais, ajoute ce texte, si des moyens non sanglants suffisent à défendre et à protéger la sécurité des personnes, l'autorité publique s'en tiendra à ces moyens (...). Aujourd'hui, étant donné les possibilités dont l'Etat dispose pour réprimer efficacement le crime, en rendant incapable de nuire celui qui l'a commis, les cas d'absolue nécessité de supprimer le coupable sont désormais assez rares, sinon même pratiquement inexistantes ».

Autrement dit, la société dispose de moyens « non sanglants » pour se protéger et devrait s'en tenir là. L'application de la peine capitale se révèle donc, dans les faits, inutile. Cette ultime version a été saluée comme un progrès. Pourtant elle prend acte d'une situation de fait, plus qu'elle ne revient sur la légitimité de la sanction. Les adversaires de la peine capitale se diront encouragés par la dernière prise de position de Jean Paul II, mais risquent de répéter qu'ils auraient préféré un rejet plus ferme, dans les textes autorisés de la tradition catholique, du principe même de la peine capitale.

3 517 condamnés dans les « couloirs de la mort » américains

IL S'APPELAIT Andrew Lavern Smith : il a eu le triste privilège d'être, le 18 décembre, le 500^e condamné à mort exécuté dans une prison américaine depuis le rétablissement de la peine capitale, en 1976.

Indiscutablement, en rappelant le jour de Noël son opposition à la peine de mort, Jean Paul II avait en tête le voyage qu'il doit effectuer, les 26 et 27 janvier, au Mexique, et qui inclura une escale aux Etats-Unis, à Saint Louis, dans le Missouri. Une exécution est précisément prévue, à la même période, dans cet Etat. Et l'on peut présager que Jean Paul II évoquera la question à cette occasion, suscitant sans doute la fureur d'une grande partie de la droite protestante américaine, dont de nombreux groupes sont souvent prompts à dénoncer les « bloody papists ».

La peine de mort figure actuellement dans l'arsenal législatif de 38 Etats américains. Les douze autres ne l'appliquent pas. En chiffres absolus, le Texas figure « en tête » des statistiques pour le nombre des exécutions ; la Virginie, elle, est au premier rang quant au nombre d'exécutés proportionnellement à la population de l'Etat. 3 517 condamnés attendent aujourd'hui dans un « cou-

loir de la mort » à travers le pays : 513 en Californie, 436 au Texas, 387 en Floride, 222 en Pennsylvanie, 207 en Caroline du Nord, etc.

L'attitude des Américains vis-à-vis de la peine de mort n'est peut-être pas aussi tranchée qu'on le croit souvent. Ainsi, un récent sondage effectué par le Death Penalty Information Center (Centre d'information sur la peine de mort) montrait que 77 % d'entre eux se prononcent toujours en faveur de la peine capitale en cas de crime grave. Cependant, lorsqu'on leur demande, 44 % préféreraient opter pour une peine de perpétuité incompressible, contre 41 % qui privilégient la peine de mort.

UNE ERREUR POUR SEPT EXECUTIONS

De fait, sans que l'on puisse parler de mouvement d'opinion, la remise en cause de la peine capitale prend de l'ampleur dans certains milieux intellectuels américains. L'hebdomadaire *The Economist* faisait récemment référence à un colloque, tenu en novembre à la North Western University Law School (faculté de droit de l'université du Nord-Ouest) de Chicago, où il est apparu que, sur les 490 exécutions effectuées à travers le pays

depuis 1976, 75 avaient concerné des hommes et des femmes dont l'innocence avait pu être démontrée après leur mort. Soit une personne sur sept !

Ce colloque a mis en exergue le fait que les pauvres et les ressortissants des minorités – tout particulièrement les Noirs – sont plus susceptibles d'être condamnés à mort que les autres, le plus souvent parce qu'ils ne bénéficient, faute de moyens, que d'un avocat commis d'office. Autre sujet de controverse : le mode de sélection des jurés. Dans la plupart des cas, les candidats qui avouent leur opposition à la peine de mort sont disqualifiés d'autorité.

Enfin, les exécutions concernent de nombreux handicapés. Ainsi, le 14 octobre dernier, l'Etat de Virginie exécutait Dwayne Allen Wright, un Noir de 26 ans, dont les psychiatres avaient confirmé qu'il souffrait de psychoses et de graves troubles cérébraux moteurs. D. A. Wright avait assassiné trois personnes à l'âge de 17 ans. C'était la première fois depuis les années 30 qu'un condamné était exécuté en Virginie pour des faits commis lorsqu'il était encore mineur.

Sylvain Cypel

Henri Tincq

Le Jubilé de l'an 2000, Jérusalem et les Kurdes au cœur du message de Noël de Jean Paul II

ROME

de notre correspondant
Vingt-cinq mille personnes étaient réunies place Saint-Pierre, vendredi 25 décembre, à Rome, pour écouter le message de Noël du pape, au cours duquel il a fait part de ses inquiétudes, à un an du Jubilé de l'an 2000, qui « sera une occasion particulière pour faire des projets d'espérance et de paix ».

« **Puisse Noël**, a affirmé Jean Paul II, donner dans le monde une nouvelle vigueur au consensus en faveur de mesures urgentes et adaptées pour arrêter la production et le commerce des armes ; pour défendre la vie humaine ; pour bannir la peine de mort ; pour délivrer les enfants et les adolescents de toute forme d'exploitation ; pour arrêter la main ensanglantée des responsables de génocides et de crimes de guerre ; pour réserver aux questions d'environnement, surtout après les récentes catastrophes naturelles, l'attention indispensable qu'elles méritent afin de sauvegarder la création et la dignité de l'homme ».

Sur ces six chapitres, Jean Paul II n'a pas fait d'autres développements, sinon pour mentionner en particulier le Proche-Orient. « **Puisse-t-ils trouver un encouragement dans l'annonce de Noël, ceux qui s'emploient à apporter un apaisement à la douloureuse situation au Moyen-Orient, dans le respect des engagements internationaux !** », a-t-il précisé. Karol Wojtyla a consacré une longue réflexion à la signification de Noël, à la ville de Bethléem, où le Christ serait né (selon la tradition) et vers laquelle « les peuples se tournent avec une admiration partagée ». « Que la lumière venant de Bethléem nous garde du risque de nous résigner à un scénario aussi tourmenté et déconcertant », a souligné le pape, en évoquant « ces situations tristes, où souvent n'est pas étrangère la faute de l'homme, ou même sa malignité, mêlée de haine fratricide et de violence absurde ».

Jean Paul II l'avait déjà dit lors de son homélie de la messe de mi-

nuît : tous ses espoirs sont désormais tournés vers l'an 2000 (*Le Monde* du samedi 26 décembre). A cette occasion du Jubilé et de l'Année sainte, qui s'ouvrira le 24 décembre 1999, il espère pouvoir se rendre en Terre sainte, particulièrement à Jérusalem et à Bethléem. Or, les rapports entre le Vatican et l'Etat d'Israël sont loin d'être bons.

Le 26 octobre, M^{re} Jean-Louis Tauran, secrétaire du Saint-Siège aux rapports avec les Etats, avait déclaré, lors d'une conférence épiscopale à Jérusalem, que la partie orientale de la ville était « **illégalement occupée** » et il avait prononcé, une nouvelle fois, « un statut internationallement garanti » pour la cité trois fois sainte. L'éventuelle béatification de Pie XII, dont les silences sur l'Holocauste pendant la Seconde guerre mondiale sont toujours

une source de ressentiment de la part de la communauté juive, suscite également un différend entre Israël et le Saint-Siège.

Dans son message de Noël, le pape a salué particulièrement le peuple kurde, dont une importante délégation s'était réunie devant la basilique Saint-Pierre, dont la façade en cours de restauration en prévision du Jubilé est masquée par des échafaudages et des toiles plastiques. La question kurde fait partie des préoccupations de Jean Paul II, alors que le sort d'Abdullah Öcalan, leader du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), n'est pas réglé. On s'attend en Italie au départ imminent du leader kurde vers une destination qui n'est toujours pas définie.

Un cortège de plusieurs milliers de personnes venues de la place Campo dei Fiori jusqu'à Saint-Pierre pour protester contre la

peine de mort s'était joint à la foule des fidèles. En tête de ce défilé organisé par l'association Personne ne touche à Cain, on comptait une centaine de maires italiens, dont Francesco Rutelli, premier magistrat de Rome, ainsi qu'Emma Bonino, commissaire européen.

BALLONS BLANCS ET ÉTOILES JAUNES

Cette organisation déplore que 76 membres de l'ONU pratiquent encore la peine capitale et elle souhaite que l'an 2000 ne soit marqué par aucune exécution capitale. Elle fait pression pour que ce moratoire soit décidé par l'Assemblée générale de l'ONU. La protestation s'est achevée par un lâcher de ballons blancs dans le ciel de Rome, tandis que plusieurs dizaines de personnes portant une étoile jaune sur laquelle était inscrit « Membre d'une secte ».

distribuaient des prospectus sur lesquels on pouvait lire : « **L'Eglise catholique des origines était une "secte" ! Pourquoi aujourd'hui condamner-elle les sectes ?** ».

Le pape était plutôt en forme pour ce Noël 1998, apparemment guéri du refroidissement qui l'avait contraint à annuler son audience de la semaine dernière. Il a déploré l'assassinat, à la veille de Noël, d'un prêtre de 57 ans, à Orgosolo (Sardaigne), Graziano Muntoni, abattu d'un coup de feu alors qu'il se rendait à la messe pour dire la messe. C'est la première fois qu'un prêtre est assassiné dans l'histoire de la criminalité sarda. La bourgade, rendue célèbre par le film de Vittorio de Seta, *Banditi à Orgosolo* (1961), est un des hauts lieux de la mafia sarda.

Michel Bôle-Richard



Des « faucons » à la tête de l'armée yougoslave

Des diplomates redoutent de plus en plus une nouvelle offensive serbe contre les indépendantistes kosovars

COÏNCIDENCE du calendrier ou signe d'une nouvelle offensive de Belgrade vis-à-vis des indépendantistes albanais dans un Kosovo, de nouveau, au bord de l'explosion ? Jeudi 24 décembre, la police serbe lance dans le nord de la province sa plus violente attaque contre les indépendantistes depuis deux mois et demi. Le lendemain, la presse officielle à Belgrade annonce la promotion de nouveaux officiers supérieurs, décrits comme des « faucons ».

Dans un communiqué laconique lu à la télévision, le Conseil de défense annonce que « le président yougoslave Slobodan Milosevic a publié un décret relatif aux promotions, nominations et départs en retraite au sein de l'armée ». Ce remaniement concerne au premier plan le général Nebojsa Pavkovic, naguère à la tête du Corps de Pristina, promu commandant de la 3^e Armée, dont le champ d'opération inclut le Kosovo. « Il est connu comme un partisan d'Qldanic (nouveau chef d'état-major nommé en novembre) et passe pour un "faucon" », déclare-t-on de source proche des milieux militaires. Le général Spasoje Smiljanic a été nommé commandant de l'aviation. Enfin, le général Vladimir Lazarevic devient le nouveau commandant du corps d'armée de Pristina.

Des diplomates jugent possible que les nouvelles nominations préparent à une nouvelle répression au Kosovo. Cette éventualité avait déjà été évoquée, en novembre, après le limogeage du chef d'état-major, du responsable de la DCA et de celui des services secrets (Le Monde du 1^{er} décembre). Chacun d'eux aurait contesté les choix du président au Kosovo. « L'ancien

chef d'état-major [Momcilo Perisic] s'opposait depuis un certain temps à Milosevic, on en est maintenant à l'étape suivante, selon un diplomate occidental cité par Reuters. S'il veut faire quelque chose au Kosovo, il lui faut disposer des personnes de son choix aux postes décisifs ».

En octobre, au moment où il commençait à faire le ménage dans l'armée, Milosevic signait un accord avec la communauté internationale. Il pensait surtout alors à éloigner les menaces de frappes aériennes de l'OTAN. En quelques mots, il gagnait du temps. Depuis, la situation sur le terrain n'a fait que se dégrader. Car sur le fond rien n'a changé. Belgrade n'a pas bougé d'un iota sur le Kosovo et l'intransigeance des Albanais ne facilite pas les choses.

Le président yougoslave a d'ailleurs mis les choses au point dans un entretien (l'un des rares accordés à la presse) publié dans l'hebdomadaire américain Newsweek du 21 décembre. Il a martelé que les Serbes « ne pourront jamais accepter une solution qui placerait le Kosovo en dehors de la Serbie. Le problème au Kosovo est celui d'un mouvement séparatiste - l'Armée de libération du Kosovo - manipulé par des politiciens albanais qui sont des nazis ».

Christophe Châtelot

Fonds humanitaire de VOLKSWAGEN AG pour les prestations d'aide aux anciens travailleurs STO

Volkswagen AG a constitué un fonds humanitaire pour les anciens travailleurs STO qui ont été contraints, pendant la seconde guerre mondiale, de travailler pour la société Volkswagen.

Ce fonds est placé sous la surveillance d'un conseil d'administration.

La société KPMG Deutsche Treuhand-Gesellschaft AG a été chargée de son administration.

Afin de pouvoir procéder au versement des prestations d'aide, nous prions tous les anciens travailleurs STO employés entre 1940 et avril 1945 par l'usine Volkswagen de nous contacter à l'adresse suivante :

KPMG Deutsche Treuhand-Gesellschaft AG
Postfach 55 03 50
60402 Frankfurt am main,
Deutschland
Fax : 00 49 69 95 87 33 33

Après ce premier contact, un bref questionnaire sera envoyé à chacun des demandeurs.

La société fiduciaire KPMG Deutsche Treuhand-Gesellschaft AG a été priée par la Volkswagen AG et le conseil des administrateurs du fonds humanitaire de verser une prestation d'aide, après examen et vérification des documents fournis, rapidement et sans formalités administratives excessives.

Frankfurt-sur-le-main, le 16 Décembre 1998

Les présidents russe et biélorusse rêvent d'unir leurs Etats avant l'an 2000

Un projet dont la portée réelle soulève le scepticisme

Les présidents russe et biélorusse ont signé, vendredi 25 décembre, à Moscou une « déclaration » en vue de créer une « Union » entre leurs

deux pays. Qualifié par les deux protagonistes de geste « historique », ce projet pourrait être soumis à référendum l'année prochaine. A

Minsk, neuf personnes qui manifestaient contre cette initiative ont été arrêtées alors que l'on s'interroge sur la portée réelle de cet accord.

MOSCOU
correspondance

Dans les bras l'un de l'autre, hilares, le président russe, Boris Eltsine, et son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, ont mis un point d'honneur, vendredi 25 décembre, à afficher devant les caméras de télévision leur grande amitié. Quelques minutes auparavant, ils avaient paraphé un document intitulé « Déclaration sur la création future d'un Etat unifié Russie et Biélorussie ». Ce texte, qualifié d'« événement historique », propose que les deux Etats voisins - liés depuis le 2 avril 1997 par un traité d'union - avancent ensemble, et par étapes, vers un Etat unifié dans lequel ils conserveraient cependant leur souveraineté nationale.

PENCHANTS DICTATORIAUX

Pour atteindre ce but - « Au XXI^e siècle, nos deux pays vont entrer dans un nouvel ordre », a déclaré le président russe - un traité sur l'unification de la Russie et de la Biélorussie sera élaboré au premier semestre 1999 et soumis à la « délibération populaire ». Des sources diplomatiques, citées par l'agence Itar-Tass, affirmaient qu'un référendum serait organisé l'année prochaine sur cette question.

« Nous allons sonder l'opinion publique (...). Que pense notre peuple de cette union ? Comment réagit-il à l'idée d'un référendum ? », a expliqué Boris Eltsine. En attendant, les deux voisins comptent se lancer dans un travail de titans pour rapprocher les deux économies, bien malades, et les deux peuples. L'ambitieux traité de 1997 (qui a donné naissance à un organe parlementaire commun consultatif et à des kilomètres de

documents sans force de loi) n'a pas eu jusqu'ici les effets escomptés. Même si les échanges commerciaux bilatéraux se sont sensiblement développés au cours des derniers mois.

Pour donner plus de force à leur déclaration d'intention, les deux présidents ont signé deux autres textes : un accord sur le traitement économique identique pour les entreprises des deux pays et un traité sur l'égalité des droits des citoyens russes et biélorusses qui devra être ratifié par les parlementaires. « Nos peuples ne sont plus étrangers l'un à l'autre. En Biélorussie, les Russes peuvent être certains que leurs intérêts seront défendus », s'est chaudement félicité Alexandre Loukachenko, épingle à de nombreuses reprises pour ses penchants dictatoriaux et le peu de cas qu'il fait de la liberté d'expression.

Il a immédiatement été relayé par Guennadi Ziouganev, le leader communiste russe : « Cela fait longtemps que je me prononce pour un rétablissement immédiat de l'union des Etats slaves, de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie (...). Sans unir nos forces, nous ne sorti-

rons pas de cette situation difficile. » De son côté, Iouri Loukov, le maire de Moscou, qui fut l'un des premiers gouverneurs russes à signer un accord avec Alexandre Loukachenko, a salué ce projet d'union, estimant que cela constituerait « un bon exemple pour d'autres ». A Minsk, l'humour était moins triomphante. Neuf manifestants ont ainsi été arrêtés lors d'une manifestation organisée par l'opposition biélorusse pour qui l'union « n'apportera rien au bien-être des deux peuples ».

MONNAIE UNIQUE

Ce n'est pas l'avis des signataires, qui mettent en avant le document le plus « concret » de la journée « historique » : un protocole dans lequel sont exposées les différentes étapes du rapprochement économique entre les deux frères slaves. Dès le mois de mars 1999, comme l'a confirmé Iouri Maslounkov, le premier vice-premier ministre russe, le coup d'envoi d'une unification, par étapes, des systèmes monétaires des deux pays devrait être donné. Pour aboutir finalement à la création d'une monnaie

unique, sur le modèle de l'euro, a-t-il précisé. Le porte-parole de M. Maslounkov ajoutait : « Plus vite et mieux nous travaillerons sur le volet économique de notre union, plus rapidement nous parviendrons à créer un budget unique ».

Mais si l'on en croit le journal Novié Ivestiia, dernière ce « sensationnel » projet d'union russo-biélorusse, se cacheraient surtout les ambitions dévorantes d'Alexandre Loukachenko. Vendredi matin, le quotidien, qui se base sur des sources biélorusses, affirmait que M. Loukachenko avait des « plans napoléoniens », à savoir, rien de moins que monter sur le « trône » présidentiel russe. Pour y parvenir, il miserait sur trois options : faire voter une loi sur la citoyenneté dans le cadre de la future union, permettant aux Biélorusses de se présenter à l'élection présidentielle russe ; obtenir la création d'un poste de président de l'union Russie-Biélorussie ; ou, en dernier recours, faire entrer la Biélorussie dans la Russie, en qualité de sujet de la fédération.

Agathe Duparc

Une pléthore d'« unions » régionales

LE 8 DÉCEMBRE 1991, les présidents des trois Républiques slaves de l'URSS - Eltsine, le Russe, Kravtchouk, l'Ukrainien, et Chouchkevitch, le Biélorusse -, signaient l'acte de décès du monstre soviétique. Le 22 décembre, à Almaty (Kazakhstan), la CEI (littéralement : « Amicale (sodroujestvo) des Etats indépendants ») voyait le jour, regroupant dix ex-Républiques soviétiques (sauf les trois baltes, la Géorgie et l'Azerbaïdjan, deux pays qui y adhéreront en 1993).

Sept ans après, la CEI apparaît comme une institution formelle et inefficace. « L'appareil compte 2 500 fonctionnaires. Je ne sais pas ce qu'ils font et personne ne le sait », expliquait en avril Noursoultan Nazarbajev, le président kazakh. Après deux derniers sommets terminés par des scandales, décision fut prise de s'atteler à une réforme globale. Boris Beresovskiy - le « scandaleux » homme d'affaires russe - a été nommé secrétaire exécutif de la CEI au printemps 1998. Sa grande idée : donner au capital privé un rôle essentiel dans l'intégration économique.

Ces dernières années, différentes unions, au sein de la CEI, ont vu le jour autour de la Russie, qui, pour les

Etats privés de ressources énergétiques et de matières premières, reste le principal partenaire.

- L'« Union des deux » : Russie-Biélorussie. Un Conseil supérieur et une Assemblée commune (36 parlementaires délégués) scellent l'amitié des deux frères slaves. Les documents signés vendredi devraient accélérer l'intégration économique.

- L'« Union des quatre » : Russie-Biélorussie-Kazakhstan-Kirghizistan, union douanière formée en 1995. Des pourparlers sont en cours pour l'adhésion du Tadjikistan.

La grande nouveauté a été la formation d'unions, hors CEI, et sans la Russie.

- La « Communauté économique centralo-asiatique » : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan et Tadjikistan. Créée en 1994, elle s'est renforcée en 1997 en réponse aux initiatives de Moscou sur l'« Union des deux » et l'« Union des quatre ».

- Le Guam : Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie. La nécessité de ce regroupement est apparue avec la question de nouveaux tracés pour l'exportation du pétrole et du gaz de la Caspienne, contournant le territoire russe.

Le régime nigérian libère les militants islamistes

LAGOS

correspondance

En préparation aux élections législatives et présidentielle promises pour le printemps prochain, la détente politique au Nigeria a fait un nouveau progrès avec la remise en liberté, à la fin de la semaine dernière, du dirigeant islamiste Ibrahim Zakzaki. Agé de quarante-sept ans, il était la dernière personnalité importante de l'opposition aux militaires à n'avoir pas encore bénéficié du climat d'apaisement instauré par le général Abdulsalam Abubakar. Une centaine de ses partisans, appartenant à la frange radicale du courant islamiste, devraient également sortir de prison.

Source d'agitation récurrente dans le nord du pays, le « cas Zakzaki » s'est révélé épineux pour le gouvernement mais aussi pour les organisations nigérianes de défense des droits civiques, dominées par des chrétiens du Sud, qui ont eu quelques réticences à se mobiliser en sa faveur. Economiste de formation et brillant orateur, toujours coiffé d'un turban à la mode moyen-orientale, celui que ses disciples appellent respectueusement le « Cheikh » peut se vanter d'avoir été incarcéré par tous les régimes nigériens depuis la fin des années 70.

Sa « Harka islamia » (mouvement islamique), abusivement qualifiée de « chiite » en raison de ses sympathies pour la République des mollahs iraniens, compte des milliers de militants dans le nord du pays, en particulier à Kaduna et dans la ville universitaire de Zaria, ainsi que dans les mégapoles du Sud-Ouest yorouba comme Lagos ou Ibadan. Leur activisme est redouté autant par l'establishment musulman que par les minorités chrétiennes du nord du pays, plus

vulnérables aux phénomènes d'intolérance.

« Je préfère Zakzaki dehors que dedans : son influence s'est accrue pendant les deux ans où il était emprisonné. C'est aussi une question de principe », nous a déclaré Festus Okoye, un avocat chrétien qui anime à Kaduna le Groupe de surveillance des droits de l'homme, un organisme chargé de contrôler le processus de transition mis sur rails en juin. Le « cas Zakzaki » était ainsi devenu un test de la capacité des courants prodémocratiques, jusqu'alors surtout ancrés dans le Sud-Ouest, à dépasser leurs préoccupations régionalistes.

Arrêté en septembre 1996 comme beaucoup de prisonniers politiques en vertu du fameux « décret 2 » (dont Abubakar a promis l'abolition), l'agitateur islamiste a ensuite été accusé d'avoir importé des armes et lancé une radio illégale, tandis que les manifestations pacifiques organisées par ses partisans étaient brutalement réprimées par le régime du général Abacha, les forces de sécurité n'hésitant pas à massacrer femmes et enfants.

PROCESSUS DE TRANSITION

Le régime militaire n'aurait pas pris le risque de relâcher la pression qu'il exerçait sur les islamistes s'il n'avait pas été rassuré au préalable quant à la solidité du processus de transition : la forte participation aux élections municipales de début décembre semble avoir été décisive. En modifiant juste à temps une loi électorale controversée, et en abaissant à 5 % (contre 10 % auparavant) des suffrages exprimés dans deux tiers des trente-six Etats de la fédération le quota minimum pour qu'un parti puisse se lancer dans la course au Parlement et à la présidence, le

pouvoir a, par ailleurs, su réintégrer dans le jeu politique les opposants d'Alliance pour la démocratie (AD).

Le pendant de l'opération est l'ex-général Obasanjo, candidat vedette du PDP (parti démocratique du peuple) et ancien chef de l'Etat pressenti comme le « candidat consensus » idéal par l'armée et les conservateurs musulmans, mais beaucoup plus populaire dans le Nord que sur ses propres terres, en pays yorouba.

La pérennité du régime civil qui doit sortir des urnes dépendra avant tout de son aptitude à redresser l'économie. Avec un baril au plus bas, et des revenus pétroliers amputés d'un bon tiers par rapport à 1997, le gouvernement doit définir de strictes priorités quand toutes les infrastructures, des raffineries à l'éducation en passant par le réseau routier ou la santé, exigent des investissements massifs et urgents.

Conscient du danger d'explosion revendicative au lendemain des élections, la communauté internationale est prête à débiter des milliards de crédits et à alléger une dette supérieure à 30 milliards de dollars. A condition que l'administration fasse quelques gestes significatifs, comme de supprimer le double taux de change (l'armée paye ses équipements quatre fois plus) qui a enrichi tant de hauts militaires et encouragé tous les trafics. Diplomates et milieux d'affaires se demandent si le général Abubakar, qui a jusqu'ici appliqué presque à la lettre son programme politique, pourra agir à l'encontre de si puissants intérêts.

Michèle Marignies

et biélorusse
avant l'an 2000

مكتبات الأصل

Ankara réaffirme son opposition au déploiement de missiles en Crète

ANKARA. La Turquie s'est de nouveau opposée, vendredi 25 décembre, à un éventuel déploiement sur l'île grecque de Crète de missiles russes S-300 commandés par l'administration chypriote (grecque) à la Russie et destinés initialement à être installés dans le sud de Chypre. « Aucune décision n'a encore été prise au sujet des S-300, mais s'ils étaient déployés en Crète, cela créerait de nouveaux problèmes entre la Turquie et la Grèce », a affirmé une source diplomatique turque. Les responsables chypriotes grecs ont tenu, jeudi, une réunion du Conseil national, qualifiée de « cruciale » sur la question du déploiement de ces missiles sol-air, mais aucune décision n'a été annoncée au terme des débats. Depuis plusieurs semaines, la presse grecque et chypriote grecque se fait l'écho de spéculations, selon lesquelles Nicolas Annanidès, le président chypriote (grec) Glafkos Klérédès se rendra lundi à Athènes et rencontrera mardi le premier ministre grec, Costas Simitis, pour discuter du sort des S-300. - (AFP)

Un mouvement islamiste prêt à soutenir une candidature de M. Bouteflika à la présidence algérienne

ALGER. Le Mouvement de la Nahda (MNI, islamiste) a annoncé vendredi 25 décembre son soutien à la possible candidature de l'ancien ministre des affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, à l'élection présidentielle anticipée d'avril prochain. Dans un communiqué, le Conseil consultatif du mouvement a expliqué avoir opté pour ce choix après la décision de son propre président, Abdelhadj Djaballah, de ne pas se porter candidat. Le MNI occupe environ 9 % des sièges au Parlement. C'est le deuxième parti islamiste légal en Algérie après le Mouvement de la société pour la paix (MSP, ex-Hamas) du cheikh Mahfoud Nahnah. Le MNI est ainsi le second parti à soutenir la candidature de M. Bouteflika, après le Front de libération nationale (FLN, ancien parti unique). Abdelaziz Bouteflika, 61 ans, ministre des affaires étrangères de 1964 à 1979 sous la présidence de Houari Boumedienne, n'a pas encore annoncé officiellement sa candidature. Il se présenterait en indépendant, selon la presse. - (AFP)

DÉPÊCHES
■ **CONGO/LIBYE** : le président de la République démocratique du Congo, Laurent-Désiré Kabila, s'est rendu inopinément, vendredi 25 décembre, à Tripoli, et s'est aussitôt entretenu avec le colonel Mouammar Kadhafi, a rapporté la télévision officielle libyenne, qui a qualifié d'« urgente » la visite de M. Kabila. Un sommet régional prévu, le 28 décembre, à Lusaka, pour tenter d'aboutir à un accord de cessez-le-feu en RDC a été repoussé, pour la deuxième fois en un mois, avait annoncé jeudi la présidence zambienne. - (AFP)
■ **CONGO-BRAZZAVILLE** : les autorités congolaises ont fait état d'affrontements dans le sud-ouest du pays, vendredi 25 décembre, et ont déploré que la République démocratique du Congo (RDC) voisine soit utilisée comme base arrière par les rebelles. Le ministre de l'information, François Ibovi a évoqué un « vaste complot » contre le gouvernement et fait état d'un « climat de tensions » dans la région de Niari, dans le sud-ouest du Congo. Selon lui, des affrontements ont opposé les forces gouvernementales aux milices de l'opposition dans la région voisine de Bouenza. - (Reuters)
■ **IRAN** : le président Mohammad Khatami a admis, vendredi 25 décembre, que les jeunes avaient besoin de « plaisir légitime » et qu'« on ne peut pas leur demander de ne fréquenter que la mosquée ». Il a estimé que la société iranienne devait « changer de mentalité afin d'encourager le mariage et le travail des jeunes ». Depuis l'instauration de la Révolution islamique en 1979, les jeunes, filles et garçons, ne peuvent pas se fréquenter en public et avoir des relations sans être mariés. La question de leur avenir devient un problème politique préoccupant pour le pays, frappé de plein fouet par une crise économique. Sur une population de 60 millions d'habitants, l'Iran compte 10 millions de jeunes en âge de se marier et de chercher un emploi. - (AFP)
■ **ISRAËL** : le ministre des affaires étrangères, Ariel Sharon, pourrait poser sa candidature au poste de premier ministre lors des prochaines élections anticipées, a indiqué, vendredi 25 décembre, la deuxième chaîne de télévision israélienne. M. Sharon, « faucon » de la droite, se présenterait en tant que rival du premier ministre sortant, Benjamin Nétanyahou, pour les « primaires » au sein du Likoud, ou créerait un autre parti. Il aurait, lors de conversations privées, déclaré que M. Nétanyahou « n'est plus digne de mener le camp de la droite nationale », a ajouté la télévision. - (AFP)
■ **GAZA** : quelque 15 000 Palestiniens se sont rassemblés, vendredi 25 décembre, dans la bande de Gaza, à l'occasion du 11^e anniversaire de la création du Hamas, le Mouvement de la résistance islamique. Le fondateur et chef spirituel du Hamas, cheikh Ahmed Yassine, a affirmé que son mouvement « continuera dans la voie de [ses] martyrs jusqu'à la libération de [sa] terre ». Mais il a ajouté que le Hamas « tenait la main à l'Autorité palestinienne pour préserver l'unité du peuple palestinien ». L'Autorité avait levé mercredi l'assignation à résidence qui frappait depuis deux mois cheikh Yassine.
■ **TERRORISME** : le millionnaire islamiste d'origine saoudienne, Oussama Ben Laden a appelé une nouvelle fois les musulmans, vendredi 25 décembre, à tuer « tout Américain » militaire ou civil. Dans un entretien diffusé par la télévision satellitaire du Qatar, El Jazira, Ben Laden a estimé que « tout Américain, parmi ceux qui nous combattent ou qui financent [l'effort de guerre] par leurs impôts, est notre ennemi ». « Vous avez peut-être entendu ces derniers jours que les trois quarts du peuple américain soutiennent [le président] Clinton dans les frappes contre l'Irak », a-t-il ajouté, laissant entendre que la majorité des Américains seraient des cibles potentielles. - (AFP)

Pas de surveillance en Irak sans levée de l'embargo, prévient Bagdad

BAGDAD. L'Irak a réaffirmé, vendredi 25 décembre, que la Commission de l'ONU chargée de le désarmer (Unscm) était « morte » avec l'« agression » américano-britannique et qu'elle « appartient désormais au passé ». Un porte-parole du ministère de la culture et de l'information s'est étonné que « les Etats-Unis et leur allié la Grande-Bretagne cherchent à ressusciter l'Unscm et ses inspecteurs, après leur agression criminelle contre l'Irak ». El Saouza, organe du parti Baas au pouvoir, a exigé de son côté la levée immédiate de l'embargo, comme préalable à toute discussion sur la poursuite des opérations de surveillance de l'armement irakien. « Le limogage ou la démission de [Richard] Butler [chef des inspecteurs de l'ONU] ne suffisent pas et il faut lever immédiatement l'embargo. Après cela, l'Irak peut examiner la question de la poursuite des activités de surveillance permanente par des caméras et autres [moyens] », écrit le commentateur. « L'embargo doit être levé et il ne faut plus se satisfaire d'une augmentation des quantités de pétrole », vendues dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture », a-t-il ajouté. - (AFP)

Les deux derniers chefs historiques khmers rouges se rallient au gouvernement cambodgien

Khieu Samphan et Nuon Chea ont fait défection vendredi 25 décembre

Les deux derniers chefs historiques khmers rouges ont fait défection, vendredi 25 décembre, et se sont ralliés au gouvernement de Phnom Penh.

Phnom Penh après avoir déserté l'ultime bastion de la guérilla dirigée par Ta Mok, au nord du Cambodge. Ce ralliement de Khieu Samphan, ancien chef

de l'Etat sous le régime de Pol Pot, et de Nuon Chea, qui fut l'un des idéologues de l'Angkar, a été approuvé par le premier ministre Hun Sen.

LE DIRIGEANT khmer rouge Khieu Samphan et l'idéologue Nuon Chea se sont ralliés, vendredi 25 décembre, au gouvernement de Phnom Penh, avec l'approbation du premier ministre Hun Sen. Ces deux chefs historiques de l'Angkar ont déserté les dernières troupes khmers rouges dirigées par le mystérieux chef de guerre Ta Mok pour se présenter vendredi à Pailin, dans le nord-ouest du Cambodge.

« Je les ai vus hier soir à Pailin : ils sont toujours dans cette localité », a précisé Muth Khieu, adjoint au chef de cabinet de Hun Sen. Pailin, où se trouvent d'importants gisements de rubis et de saphir, est contrôlée par le beau-frère de Pol Pot, Ieng Sary, rallié en 1996 au gouvernement de Phnom Penh.

Dans une lettre de trois pages envoyée à Hun Sen, l'ancien dirigeant khmer rouge Khieu Samphan a demandé au premier ministre de faire part au roi du Cambodge, Norodom Sihanouk, de son désir d'abandonner le maquis et de vivre désormais « en tant que simple citoyen ». Nuon Chea a également envoyé une lettre manuscrite rédigée dans les mêmes termes aux autorités de Phnom Penh.

Agé de soixante-sept ans, Khieu Samphan a été longtemps le plus fidèle lieutenant de Pol Pot, mort le 15 avril dernier dans la jungle cambodgienne des suites d'une maladie. Premier ministre du régime du « Kampuchea démocratique » dès la prise du pouvoir par les Khmers rouges en 1975, il était devenu un an plus tard chef de l'Etat, en remplacement de Norodom Sihanouk, contraint de quitter le pouvoir.

Cet homme souriant aux manières affables a souvent été dési-



gné comme un Khmer rouge modéré et « présentable », ce qui lui a permis d'être à plusieurs reprises l'interlocuteur des Occidentaux lors des négociations sur l'avenir du Cambodge. Il a cependant joué un rôle majeur dans les purges sanglantes ordonnées par Pol Pot, entre 1975 et 1979, pour préserver la « pureté » idéologique du mouvement.

LIEUTENANT DE POL POT
Rentré à Phnom Penh en novembre 1991 pour participer aux réunions du Conseil national suprême (CNS) dans le cadre du plan de paix signé à Paris, Khieu Samphan n'y était resté que quelques heures, chassé par une foule de plusieurs milliers de personnes qui voulaient le lyncher.
Né en 1931, Khieu Samphan a

commencé ses études secondaires au Cambodge avant de les poursuivre à Paris - comme d'autres dirigeants du « Kampuchea démocratique » - de 1954 à 1959. Au cours de sa dernière année en France, il soutient une thèse de doctorat d'université en droit intitulée « L'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation », qui inspirera le régime de Pol Pot.

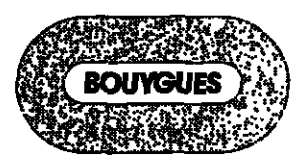
De retour au Cambodge, il crée une revue francophone intitulée *L'Observateur*, et poursuit ses activités politiques. Elu député au début des années 60, il fait partie, comme ministre du commerce (1962-1963), des personnalités de gauche que le roi Sihanouk fait entrer au gouvernement.

Accusé de subversion, il prend le maquis en 1967 avant d'appeler à la résistance, puis de rejoindre Pol Pot, dont il devient le lieutenant le plus loyal, notamment durant la guerre contre le régime du maréchal Lon Nol, entre 1975 et 1979, et surtout lors de la dictature sanglante de Pol Pot, entre 1975 et 1979.

Quant à Nuon Chea, il compte parmi les dirigeants khmers rouges les plus secrets. On ne sait pas grand-chose de ce membre de l'Angkar - l'« Organisation » -, le noyau dur khmer rouge qui dirigeait le Cambodge entre 1975 et 1979. Il serait, avec Ta Mok, derrière la plupart des purges qui ont ensanglanté le Parti communiste cambodgien.

De son vrai nom Long Bunruot, il est né dans la province de Battambang (Nord-Ouest). Il a étudié à l'université de Thammasat à Bangkok de 1941 à 1948. Il a même fait partie du Parti communiste thaïlandais. De retour au Cambodge en 1949, il a aidé à organiser le PC cambodgien au lendemain de l'indépendance (1953). Numéro deux du commandement militaire khmer rouge et commissaire politique en chef de 1970 à 1975, Nuon Chea a été président de l'Assemblée entre 1976 et 1979 et brièvement premier ministre en septembre et octobre 1976.

Après la défection de Khieu Samphan et Nuon Chea, il ne reste plus comme dirigeant historique khmer rouge que Ta Mok, le « patriarche », âgé d'environ soixante-dix ans. Surnommé « le boucher » pour sa cruauté, il a perdu une jambe dans l'explosion d'une mine. Ta Mok a acquis sa réputation de brutalité lors des purges sanglantes qui caractérisaient le régime khmer rouge, qu'il a servi comme premier vice-président de l'Assemblée populaire. - (AFP)



Nouveaux administrateurs Activité 1999: 103 MdF

Le Conseil d'administration de Bouygues s'est réuni le 22 décembre 1998 sous la Présidence de Martin Bouygues.

NOUVEAUX ADMINISTRATEURS

Le Conseil a pris acte de la démission des représentants du groupe Bolloré et a décidé à l'unanimité de coopter administrateurs les sociétés Financière Pinault, Artémis et Tennessee. Les représentants de ces sociétés sont respectivement François-Henri Pinault, Patricia Barbizet et Serge Weinberg.

ACTIVITÉ 1998 ET PERSPECTIVES 1999

(milliards de francs)	1997	Prévisions 1998	Perspectives 1999
Activités de construction	64,2	67,8	69,4
France	37,6	38,9	39,1
International	26,6	28,9	30,3
Activités de service	25,1	28,5	33,4
Gestion de Services publics	13,6	13,9	15,1
Communication	10,1	10,7	11,1
Télécommunications	1,5	3,9	7,2
Autres activités	2,6	2,1	-
ACTIVITÉ TOTALE	91,9	98,4	102,8
dont International	32,5	35,0	36,3

Le volume d'affaires 1998 s'élève à 98 milliards de francs, en augmentation de 7 % sur celui de 1997.

Les perspectives d'activité pour 1999 dépassent 100 milliards de francs, en augmentation de 4 % sur 1998, malgré la cession des Grands Moulins de Paris qui représentaient 2 % de l'activité totale.

Le chiffre d'affaires consolidé qui intègre Bouygues Telecom a 34 % s'élèvera en 1999 à 98 milliards de francs contre 96 milliards de francs en 1998.

BOUYGUES TELECOM

Le Conseil a pris connaissance du nouveau plan d'affaires de Bouygues Telecom.

Pour bénéficier du développement spectaculaire du marché des téléphones mobiles qu'elle a contribué à créer, Bouygues Telecom a conduit une politique commerciale qui lui permettra d'atteindre 1 350 000 abonnés à fin 1998, soit 630 000 abonnés de plus que la prévision faite à mi-97. Elle a terminé sa couverture nationale début novembre 1998 au lieu de juin 1999.

Depuis 18 mois, l'évolution très favorable du marché et la stratégie développée par Bouygues ont eu deux conséquences :

- Un accroissement très significatif de la valeur des actions de Bouygues Telecom détenues par Bouygues.
- Un accroissement des pertes comptables enregistrées par Bouygues Telecom. L'incidence de Bouygues Telecom sur les comptes consolidés de Bouygues sera d'environ 765 millions de francs en 1998 et de 1 300 millions de francs en 1999. Les prévisions faites avant l'établissement du nouveau plan d'affaires étaient respectivement de 650 millions de francs et de 700 millions de francs.

Les nouvelles prévisions de résultat comptable de Bouygues Telecom tiennent compte du coût d'acquisition des nouveaux abonnés, de la baisse de revenus due à l'augmentation du trafic entre mobiles au détriment des appels de postes fixes vers des postes mobiles et de l'amortissement du réseau depuis le 1er juillet 1998.

Les nouvelles prévisions pour fin 1999 sont en augmentation d'un million d'abonnés par rapport à celles de mi-97. Dès l'an 2000, l'EBITDA sera supérieur à 1 milliard de francs et les résultats nets comptables s'amélioreront de manière significative.

ORGANISATION DU BTP

L'activité Bâtiment et Travaux Publics qui représente 34 milliards de francs est réalisée à hauteur de 28 milliards par des filiales et 6 milliards directement par Bouygues, société-mère.

Il a été proposé au Conseil de poursuivre la décentralisation du BTP autour de deux sociétés spécialisées par métier : Bouygues Bâtiment et Bouygues Travaux Publics.

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 DÉCEMBRE 1998

EMPLOI En prévision de la deuxième loi sur la réduction du temps de travail, que le Parlement devrait examiner à l'automne 1999, le Parti socialiste engage des consul-

tations. Il s'apprête à recevoir la plupart des organisations patronales. ● LA MAJORITÉ « PLURIELLE » souhaite unanimement que le nouveau texte, qui fixera les règles du jeu

pour le passage aux 35 heures, au 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés et deux ans plus tard pour les autres, soit plus ancré à gauche. Du côté du PS,

comme du PCF, des Verts ou du MDC, la revendication principale est la même : une limitation du recours aux heures supplémentaires. ● LE GOUVERNEMENT a déjà partiellement levé le voile sur les projets à l'étude. Outre cet aspect, ils portent sur le contrat de travail, le SMIC, les cadres et la formation. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

La gauche veut une deuxième loi sur les 35 heures plus marquée... à gauche

Le Parti socialiste s'apprête à recevoir les principales organisations patronales pour débattre de la réduction du temps de travail. Comme ses alliés de la majorité « plurielle », il presse le gouvernement de limiter le recours aux heures supplémentaires

UNE PREMIÈRE : le 13 janvier 1999, Ernest-Antoine Seillière, président du Mouvement des entreprises de France (Medef, ex-CNPF), conduira une délégation de son organisation au siège du Parti socialiste, rue de Solferino, à Paris, où il sera reçu par François Hollande, premier secrétaire. Au menu de cette première confrontation officielle entre le PS et le patronat figurent la lutte contre la précarité, le contrôle administratif des licenciements et, déjà, la préparation de la deuxième loi, à la fin de l'année 1999, sur les 35 heures. Le Parti socialiste recevra ensuite la Confédération artisanale des professionnels du bâtiment (Capeb), le 21 janvier, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) de Lucien Rebuffel, le 28 janvier, puis l'Union professionnelle des artisans (UPA).

D'ores et déjà, le PS et le Medef ne font pas la même lecture de cette deuxième loi sur les 35 heures. Si M. Seillière ne croit plus que Martine Aubry reportera la date d'abaissement de la durée légale hebdomadaire à 35 heures - au 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de vingt salariés -, il souhaite que la loi dite « balai » se fonde sur les accords signés dans les branches, en y incluant celui paraphé, en juillet, dans la métal-

lurgie, avec des syndicats minoritaires, que la ministre de l'emploi juge contraire à la loi. Comme les autres partis de la majorité « plurielle », le PS veut, au contraire, introduire de nouveaux garde-fous pour éviter que, sur le modèle de l'accord voté par l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), les entreprises recourent massivement aux heures supplémentaires au lieu de créer des emplois.

« OFFENSIVE CITOYENNE »

Là où M^{me} Aubry navigue encore avec prudence, la majorité montre son impatience. Lors de sa convention nationale sur l'entreprise, les 21 et 22 novembre, le PS n'a pas seulement fait de l'accord UIMM un épouvantail : il a prévenu que le projet de loi devrait « rencherir substantiellement le tarif des heures supplémentaires afin de dissuader toute tentative de contourner l'esprit même de la loi, et baisser les durées maximales du travail afin de limiter l'amplitude du recours aux heures supplémentaires ».

Cette exigence, répétée à plusieurs reprises par M. Hollande, s'appuie sur l'analyse réalisée par les observatoires départementaux de « suivi des 35 heures » mis en place avec d'autres partis de gauche. Il en découlerait que le

milliard d'heures supplémentaires effectués chaque année représente « 600 000 emplois ». Pour les socialistes, il faut donc « modifier le code du travail afin qu'un salarié puisse refuser d'effectuer des heures supplémentaires (sauf en cas d'absolue nécessité à préciser), et créer des postes d'inspecteur du travail pour l'exercice d'un réel contrôle ». Chargé de l'économie, des entreprises et de l'emploi au secrétariat national du PS, Michel Sapin s'est efforcé, sans être sûr d'être suivi par le gouvernement, de rassurer ses alliés communistes. Dans L'Humanité du 17 décembre, l'ancien ministre insiste sur la nécessité de « mettre une borne à

l'utilisation abusive des heures supplémentaires ».

Le Parti communiste français, qui cherche à marquer de son empreinte cette deuxième loi, appelle déjà de ses vœux « une offensive citoyenne ». Membre du bureau national du PCF, Michel Duffour, a lancé l'idée, dans L'Humanité du 10 décembre, d'« une consultation du monde du travail et des Français ». « Il faut être dans l'entreprise bien sûr, explique-t-il, mais il faut savoir "en sortir" afin d'articuler cette bataille sur toutes les grandes réformes de structure pour une autre orientation. » Chaque jour, le quotidien communiste consacre deux pages au débat sur

les 35 heures. Le PCF, qui a constitué un groupe de travail avec la CGT, réclame des « précisions fortes » sur les heures supplémentaires, le temps partiel contraint et la situation des cadres.

Surtout, le PCF, qui avait déjà dénoncé, pour la première loi, les « effets pervers » d'une aide financière de l'Etat inscrite « dans une logique d'abaissement du coût salarial », veut reprendre ses amendements en faveur d'une réduction de charges financières des crédits nouveaux aux entreprises pour favoriser la baisse du temps de travail et la création d'emplois. Le système, défendu par Alain Morin, membre de la commission économique du PCF, consiste à faire en sorte que les investissements créateurs d'emplois « bénéficient de crédits bancaires avec des charges financières d'autant plus abaissées que de nouveaux emplois seraient créés ».

ANNUALISATION ET FLEXIBILITÉ

Ce consensus pour une deuxième loi plus « à gauche » que la première se retrouve chez les autres alliés du PS. Au Mouvement des citoyens, Georges Sarre, président délégué et député de Paris, et Jacques Dessalange, député de l'Aisne, veulent « éviter le recours à tout prix aux heures supplémentaires structurelles » et « re-

hausser le surcoût généré par les heures supplémentaires au-delà de 39 heures ». Les Verts sont sur la même ligne : « Il faut à la fois un contingentement et un renchérissement du coût des heures supplémentaires », assure Jean-Luc Bennaïmas, secrétaire national des Verts, sinon, on ne voit pas comment on va pouvoir créer les 700 000 emplois annoncés par Martine Aubry ou même les 400 000 emplois de Dominique Strauss-Kahn.

Seul le Parti radical de gauche se distingue. Michel Dary, son vice-président, plaide pour que la loi élargisse les possibilités d'annualisation du temps de travail, tout en souhaitant des « garde-fous » sur les heures supplémentaires. « Sans l'annualisation, c'est bien mais c'est insuffisant », affirme M. Dary, qui, comme le PS, évoque l'« horizon de la semaine de quatre jours ». Sans utiliser le mot de « flexibilité », le PRG se fait l'avocat de la « souplesse » afin de « préserver l'emploi et d'en créer » et de « ne pas pénaliser les PME ». Même les Verts jugent qu'« une annualisation du temps de travail négociée entre les partenaires sociaux n'est pas un tabou ». Ce n'est pas Daniel Cohn-Bendit qui le dit mais Jean-Luc Bennaïmas.

Michel Noblecourt

Martine Aubry entend promouvoir de nouvelles pistes à partir des accords signés

LES NUAGES ont beau s'accumuler à l'horizon de la croissance, le gouvernement affirme tenir le cap : après la première loi sur les 35 heures, votée le 19 mai 1998, il prépare, pour l'automne 1999, un deuxième texte qui posera les règles du jeu de la réduction du temps de travail. Martine Aubry n'a pas l'intention d'accéder aux demandes du patronat, qui souhaite un report de la date d'entrée en vigueur de la réforme, fixée au 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de vingt salariés. « Il n'y a aucune raison aujourd'hui de la repousser », a récemment indiqué la ministre de l'emploi et de la solidarité.

La direction des relations du travail et la délégation à l'emploi - les deux principales directions de son ministère - ont constitué un groupe de travail. Un comité de pilotage, créé pour l'élaboration de la première loi et regroupant les collaborateurs de M^{me} Aubry et les principaux services concernés, passe au crible les accords signés dans les branches et les entreprises, pointant à la fois les innovations sociales et les difficultés juridiques qu'ils soulèvent. « Nous accumulons des matériaux concrets, résume-t-on au ministère. La loi ne doit pas dire ce qu'il faut faire, mais ce qu'il est possible de faire par la négociation. »

M^{me} Aubry ne va pas attendre le bilan des accords sur les 35 heures, qui sera présenté au Parlement avant le 30 septembre, pour mettre en chantier cette deuxième loi, qu'elle veut « ambitieuse mais réaliste ». Depuis quelques se-

maines, de visite d'entreprise en colloque, la ministre de l'emploi et de la solidarité brosse à petites touches ce que sera le cadre légal dans lequel les quatorze millions de salariés du secteur privé, voire ceux des grandes entreprises publiques (La Poste, SNCF, EDF, GDF, RATP, Air France, etc.), seront amenés à travailler dans les prochaines années.

● **Contrat de travail.** M^{me} Aubry souhaite une clarification rapide, par la loi s'il le faut, de la jurisprudence sur la modification du contrat de travail. « Il n'est plus envisageable que la réduction du temps de travail soit assimilée à une modification substantielle » de ce contrat, a-t-elle prévenu. Dans ses arrets portant sur la mobilité des salariés des entreprises Framatome et Majorotte, la Cour de cassation a estimé que le transfert des salariés dans une autre région entraînait une telle modification, et que, plusieurs employés ayant refusé ce transfert, l'entreprise devait prévoir un plan social.

Le problème risque donc de se poser si, dans le cadre du passage aux 35 heures, un accord prévoit, par exemple, une baisse des rémunérations refusée par certains salariés au motif qu'il s'agit d'une modification du contrat de travail. L'entreprise devra-t-elle, parallèlement à la négociation sur la réduction de la durée du travail, proposer un plan social à ses employés ? Ce serait le comble pour une réforme dont le premier objectif est, précisément, de créer des emplois ou d'éviter des licenciements ! « Le cas ne s'est pas encore

présenté dans le cadre des 35 heures ni avec les accords de Robien, nuance-t-on au ministère de l'emploi. Mais, la peur pouvant inhiber les chefs d'entreprise, il faut apporter plus de sécurité juridique aux entreprises. »

La « rémunération mensuelle minimale » risque d'écorner le principe « à travail égal, salaire égal »

● **Les heures supplémentaires.** Dans un environnement économique plus incertain, les entreprises auront la tentation de recourir aux « heures sup » pour gérer les fluctuations de leur carnet de commandes. M^{me} Aubry a déjà annoncé qu'entre 35 et 39 heures le coût de ces heures serait majoré de 25 %, soit la majoration actuellement appliquée entre

39 et 42 heures. Elle envisage aussi de distinguer deux régimes pour les heures supplémentaires : dont la limite légale est fixée à 130 heures par an : ce contingentement serait « plus élevé » pour les sociétés ne recourant pas à l'annualisation du temps de travail, et moins élevé pour celles qui ont introduit plus de flexibilité dans leurs horaires.

Cette question sera au centre des polémiques qui vont probablement marquer la préparation de la seconde loi, notamment avec une partie du Parti socialiste, et plus encore avec ses alliés de la gauche « plurielle » (lire ci-dessus).

● **Le SMIC et l'égalité salariale.** Au ministère de l'emploi, on constate que, dans le millier d'accords d'entreprise signés à ce jour, aucun ne prévoit de baisse du pouvoir d'achat des salariés. Une concertation va s'ouvrir avec le patronat et les syndicats sur la « rémunération mensuelle minimale », équivalent du SMIC pour les salariés passant aux 35 heures, et ses incidences. Le principe réaffirmé par M^{me} Aubry - à travail égal, salaire égal - risque cependant d'être sérieusement écorné dans cer-

taines entreprises. Les salariés directement embauchés à 35 heures seront-ils payés comme les « anciens », passés de 39 à 35 heures ?

● **Les cadres.** Le gouvernement refuse que les cadres restent à l'écart du mouvement de baisse de la durée du travail, et il entend distinguer trois types de cadres. Les cadres dirigeants, que la jurisprudence exclut de la législation sur le droit de travail, ne seront pas concernés. En revanche, les cadres (commerciaux, financiers...) pour lesquels il est difficile de mesurer le temps en heures de travail hebdomadaire bénéficieraient de jours de congé supplémentaires. Seuls les cadres intégrés à une équipe et soumis à un horaire collectif, notamment dans les secteurs de la production, se verraient appliquer la durée légale du travail. M^{me} Aubry pense que, là aussi, des « assouplissements » sont possibles.

● **La formation.** Que faire du temps libéré par les 35 heures ? Les milieux patronaux souhaitent que les salariés en consacrent une partie à se former, pour en faire « une des contreparties négociables de toute réduction du temps de tra-

vail », comme l'annualisation des horaires ou la modulation salariale. Le ministère de l'emploi y est favorable : à condition qu'on distingue deux types de formation professionnelle : les stages directement liés à l'adaptation au poste de travail, et qui doivent se faire sur le temps de travail, comme c'est la règle ; ceux qui donnent aux salariés de nouvelles compétences et des possibilités de développement de carrière, et qui pourraient, selon elle, être effectués « en partie hors travail ».

● **L'alde structurelle.** M^{me} Aubry a confirmé qu'elle serait bien d'environ 5 000 francs par salarié et par an, sous la forme d'un abatement de charges sociales patronales. Il reste à savoir à qui elle sera versée. Certains plaident, au ministère, pour que cette aide soit attribuée à toutes les entreprises passant à 35 heures, qu'elles accroissent ou non leurs effectifs. Afin de ne pas créer des distorsions de concurrence, les entreprises étant passées depuis plusieurs années aux 35 heures bénéficieraient aussi de cette aide.

Jean-Michel Bezat

Une étude de la CGT met en lumière le scepticisme des salariés

POUR la CGT, « les 35 heures sont bien un test en vraie grandeur. C'est vrai là où nous sommes "forts" (...). C'est encore plus vrai partout où nous n'avons pas de véritable existence dans ce "désert syndical" qu'il est urgent de repeupler », explique Bernard Thibault, dans la préface d'un petit livre de la CGT sur les 35 heures (Les 35 heures en 35 questions, VO Editions). Aussi la centrale syndicale a-t-elle commandé à CSA Opinion une étude qualitative auprès des salariés sur la mise en place des 35 heures dans les entreprises. Il ressort de cette enquête, menée auprès de six groupes de salariés non syndiqués que, si les salariés se plaignent souvent des conditions dans lesquelles ils exercent leur profession, « spontanément, ils n'évoquent pas (...) la réduction du temps de travail ».

La loi sur les 35 heures est perçue comme « innovante » car elle constitue une approche qui n'a pas encore été expérimentée pour lutter contre le chômage, mais aussi « inquiétante », parce que trop glo-

bale et trop floue. Si les salariés adhèrent à l'objectif de créations d'emplois grâce aux 35 heures, ils sont sceptiques sur sa réalisation dans leur entreprise. L'enquête relève à la fois des « freins matériels » (craintes de faire les frais de la réforme), « professionnels » (sentiment de dévalorisation sociale) et « politiques » (crainte du salarié à l'égard de son employeur).

« Lorsque l'entreprise est perçue comme fragile en raison de sa petite taille ou en raison de difficultés récentes, les 35 heures apparaissent comme un risque pour l'entreprise ». Ce sentiment est moins partagé dans les firmes en croissance ou dans les grandes entreprises publiques. Chez les cadres, cela se double d'« une impossibilité organisationnelle » à imaginer une réduction du temps de travail (RTT) liée à une vision individualiste de leur poste de travail.

Une des réserves exprimées par les salariés sur les 35 heures vient du fait que « cette réforme ne leur semble pas avoir été portée par un mouvement social, mais sembler im-

posée de l'extérieur par la politique ». Dans ce contexte, la loi sur les 35 heures apparaît comme « une mesure plaquée à froid ». Ses enjeux ne sont pas, non plus, bien compris, en particulier dans les entreprises dépourvues de représentation syndicale. La perspective d'une seconde loi est la plus souvent ignorée, tout comme les moyens mis à la disposition des salariés, comme le recours au mandatement.

« CRÉDIBILITÉ INSUFFISANTE »

La question des salaires, en revanche, apparaît à la fois comme cruciale et « très faiblement négociable pour les salariés ». Ils refusent « les baisses de salaire et, plus généralement, les atteintes aux acquis et aux conventions collectives ». Deux bémols à ces discours sont perceptibles au sein des entreprises publiques et des grandes entreprises, mais aussi chez les salariés proches des syndicats, plus sensibles au thème du partage du travail et des embauches compensatrices en cas de gel de salaires.

En ce qui concerne l'action des syndicats, le mandatement paraît accepté, en premier lieu, au titre de l'appartenance syndicale en termes de régulation sociale dans l'entreprise ; mais cette procédure, à laquelle la CGT s'est ralliée, n'est pas perçue comme un moyen d'assurer « une confrontation pour l'amélioration de la situation des salariés face au chef d'entreprise ». La réticence à l'égard des syndicats demeure forte dans les petites entreprises, où elle est vécue comme l'« arrivée d'un corps étranger », et chez les cadres, où les critiques portent sur le sentiment de ne pas être représentés.

Le débat sur les 35 heures met aussi en lumière l'« insuffisante crédibilité des organisations syndicales ». Sont pointés comme défauts, le repli sur soi des syndicats, leur division et leur politisation, leur incapacité à anticiper et à se présenter comme des forces de proposition sur la question des 35 heures.

Alain Beuve-Méry

3615 LEMONDE (2,23 F/mn)
rubrique VOL

COMPAREZ TOUS LES
TARIFS AÉRIENS SUR
500 DESTINATIONS...
VOLS RÉGULIERS,
CHARTERS,
PROMOTIONS

QUIZ : testez vos connaissances et gagnez des billets d'avion ou des guides de voyage

صلى الله عليه وسلم

مكتبات الأصل

(Publicité)

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 DÉCEMBRE 1998 / 7

LES MAMMIFERES
ONT SUPPLANTE
LES DINOSAURES PARCE
QU'ILS ETAIENT PLUS RAPIDES,
PETITS
ET AGRESSIFS.

(Charles Darwin)



ETRS

Le train de la photo est un ETR500, construit par le Consortium Trevi.

FERROVIE
DELLO STATO

NOUS ÉVOLUONS POUR ENTRER DANS LA COMPÉTITION EUROPÉENNE.

Ferrovie dello Stato se réorganise pour répondre de manière spécifique aux différentes exigences du client et pour relever le défi de la concurrence dans un marché désormais libéralisé. Même si les demandes du client sont différentes, les clients doivent tous être traités de la même façon: bien. Avec la réorganisation des Ferrovie dello Stato, la manière de voyager évolue.

HORIZONS

ENQUÊTE

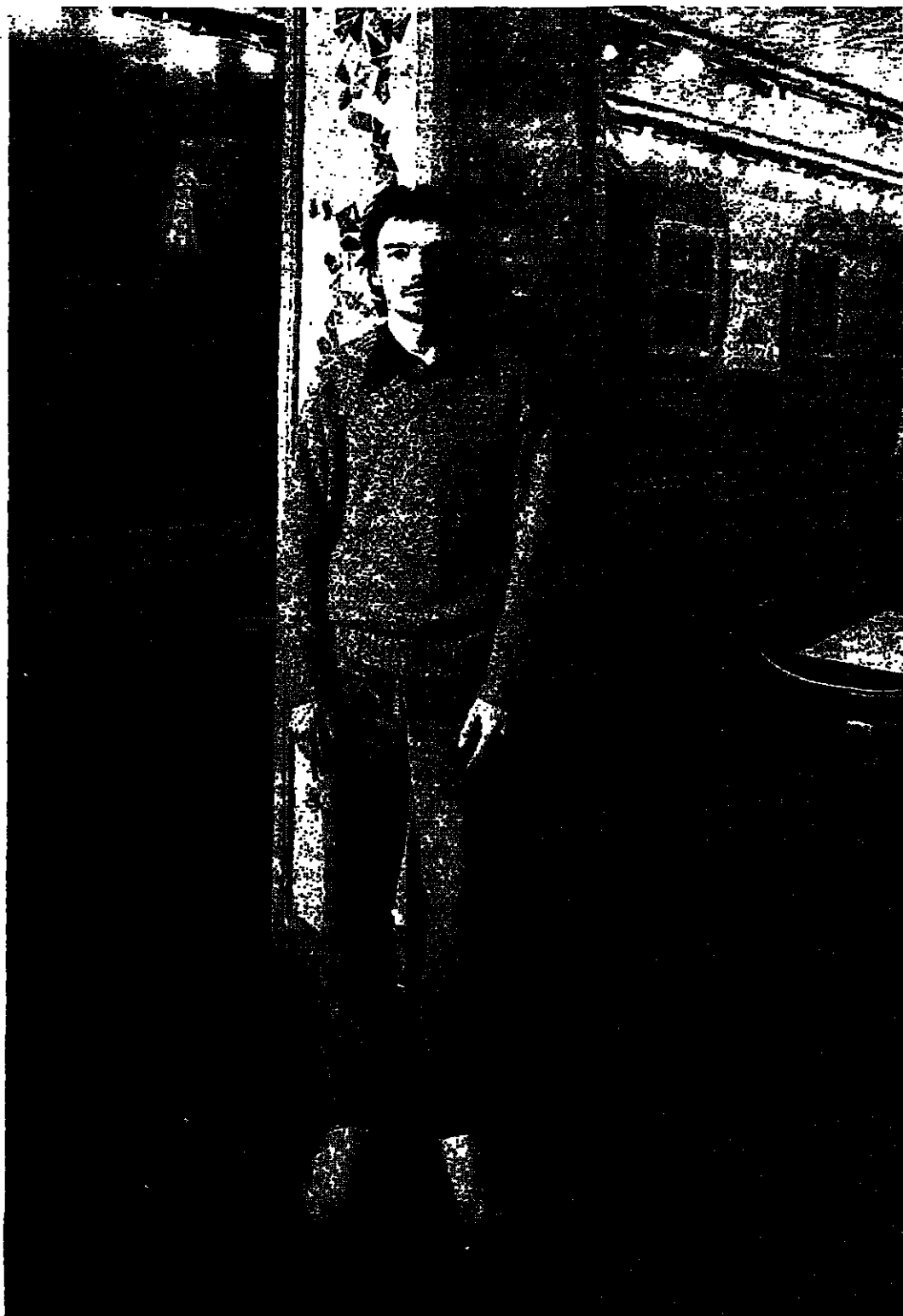
Depuis le 1^{er} janvier, le jeune metteur en scène Stanislas Nordey dirige le Théâtre Gérard-Philipe. Ce militant vise un objectif utopique : faire entendre la parole des poètes au plus grand nombre. Mois après mois, nous l'avons suivi au théâtre et dans les quartiers de sa banlieue rouge

JANVIER 1998 : service public. « Assez ! » Le manifeste de la jeune équipe qui prend la tête du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis est un cri : « Assez d'un théâtre trop cher, d'un théâtre fermé la moitié de l'année, d'un théâtre pour quelques-uns. » Places à 50 francs, abonnements à 200 francs, ouverture du 1^{er} janvier au 31 décembre, suppression des invitations - « Tout le monde paie, même ma mère », annonce Stanislas Nordey, le nouveau directeur. Il programme vingt-cinq pièces pour l'année, toutes puisées au répertoire contemporain, jouées par de jeunes compagnies. Slogan de ces militants, peint sur les murs : « Un théâtre de service public, pour tous, à partir des poètes, pour le public, pour les artistes, aujourd'hui. »

A trente et un ans, Stanislas Nordey vient secouer cette institution financée en majorité par l'Etat, où il avait été invité en résidence de 1992 à 1994, créant trois pièces de Pier Paolo Pasolini et promouvant dans les quartiers Tabataba, de Bernard-Marie Koltès. Celui qui a débuté à Avignon dans le off a la dent dure envers les institutions théâtrales, jugées arrogantes, endormies. A lui de faire ses preuves.

Février : des crêpes et du vent Quarante-cinq kilos de pâte à crêpe : tout un dimanche après-midi, l'Amicale des Bretons de Saint-Denis, venue voir la pièce d'Elsa Solal, *Armor*, sert des crêpes brûlantes au public. Le nouveau rendez-vous mensuel gratuit, *Un dimanche au théâtre*, est l'une des pièces du dispositif conçu par Nordey pour rapprocher les habitants de Saint-Denis de leur théâtre. Au menu : gourmandises, portes ouvertes aux amateurs locaux, présentation des œuvres contemporaines au programme.

A la cafétéria, le chœur Dyonisia, quinze mamies en robe de velours grenat et broche en clé de sol, entonne *Rossignol de mes amours* et *Plaine ô ma plaine*. Dans le public, leurs amis du même âge côtoient les fidèles de Stanislas Nordey - étudiants, élèves des écoles de théâtre. A l'heure du rendez-vous dans la grande salle, tout le monde descend en fredonnant *Mamie blue*. Carole Fréchette les attend : auteur des *Quatre morts de Marie*, qui va être joué dans les jours suivants, la Québécoise lit des extraits de sa pièce.



Bont traduite en français, *Mirad*, un garçon de Bosnie (Uitgeverij International Theatre & Film Books, coll. « Théâtre en traduction », Amsterdam, 1996). Il la joue dans des collèges, des maisons de quartier, des amicales de locataires de Saint-Denis. « En 1999, nous allons multiplier ces "petites formes" de spectacles qui permettent d'amener des œuvres à des publics qui ne fréquentent pas le théâtre », annonce Stanislas Nordey.

Juin : la Coupe du monde des auteurs

Ville royale, banlieue rouge. Saint-Denis est soudain promue capitale du monde grâce au Stade de France. De la Jamaïque à la Corée du Sud, en passant par le Japon ou l'Autriche, un auteur inédit de chacun des trente-deux pays de la Coupe du monde est traduit et mis en jeu par le Théâtre Gérard-Philipe.

Khanta Satchi et Fatou Hane continuent leur tour du monde culinaire : chaque midi, elles tiennent la table du théâtre. Venues d'Inde et du Sénégal, elles vivent à la cité des Francs-Moisins depuis plus de vingt ans. « On était toutes femmes de ménage ou chômeuses, se souvient Fatou, on s'est dit : créons notre emploi. » En 1992, ces militantes de l'Association des femmes des Francs-Moisins ouvrent le restaurant Tannina dans la cité. Quand la nouvelle équipe du Théâtre Gérard-Philipe les contacte, elles relèvent le défi. Depuis, elles règnent sur la cafétéria transformée. Ni design ni déco branchée, les meubles en bois ordinaires évoquent les vieux cafés : l'ambiance se veut sympa et surtout pas intimidante.

A nourrir la soixantaine de clients quotidiens - compagnies en répétition, employés d'entreprises voisines... -, les deux femmes n'ont guère le temps de suivre les activités théâtrales de la maison. « Quand la grande chanteuse malienne Nahawa Doumbia est venue, je me suis juré d'aller l'écouter. Rentrée chez moi, j'étais si fatiguée que je n'ai pas eu le courage de revenir au théâtre », avoue Fatou, un sourire amer au coin des lèvres.

Juillet : les collégiens s'ennuient

Les gosses l'ont baptisé Ronald : Gaël Baron a joué dans la plupart des créations de Stanislas Nordey. Il passe l'été à Saint-Denis, où il répète les pièces de Werner Schwab, l'Autrichien à l'ironie sublimée. Le théâtre reste bien ouvert et programme de la danse ainsi que la reprise de spectacles qui ont marché pendant l'année.

Des adolescents du collège voisin traînent, narguant vaguement le personnel, cherchant à connaître le code des portes. Six filles se jettent à l'eau. Elles demandent à Gaël Baron de les aider à monter un sketch. « Je les ai fait travailler deux semaines, puis elles ont donné une petite présentation ici », dit le comédien. Des garçons arrivent : « Et nous ? On peut pas faire du théâtre aussi ? » Pendant plusieurs semaines, les six collégiens s'essaient au jeu, tout en semant un désordre dont Rached Bouzaïane, le « grand frère » embauché au printemps pour mettre un peu d'ordre en douceur, réussit à atténuer les

Avril : écoles en grève

Sur les portes du théâtre, la liste des établissements scolaires en grève dans toute la Seine-Saint-Denis est affichée, avec un appel à la prochaine manifestation. Depuis plusieurs mois, l'équipe Nordey multiplie les collaborations avec le monde enseignant. La grève les cimente : les instituteurs

« Il y a une telle demande d'ateliers dans les écoles, les entreprises, les associations, qu'il y aurait de quoi occuper quarante comédiens à plein temps »

tiennent permanence à la cafétéria, les tracts sont partout dans le théâtre.

Mai : un garçon de Bosnie

Ad de Bont est un Néerlandais de cinquante ans qui a écrit une quinzaine de pièces de théâtre en vers, sur des sujets assez politiques, destinées aux enfants. « Pour moi, le bâtiment traditionnel de théâtre est un endroit mort. Personne n'y vit, seulement cinq pour cent des gens y mettent les pieds. » Quand Ad de Bont a délaissé ces scènes pour jouer dans les écoles, il a eu l'impression d'« entrer dans un vrai monde plein de vibrations : des gens y vivaient ensemble et réfléchissaient sur l'avenir de notre monde ».

Grand lecteur, Stanislas Nordey a déniché la seule œuvre d'Ad de

Après la représentation de *Comment te dire*, de Daniel Emilfork, les spectateurs interrogent le metteur en scène, Frédéric Leidegens. Une femme risque la question : « Pourquoi y a-t-il des silences aussi longs ? » « C'est le silence qui donne sa valeur aux notes dans la musique », répond-il. La femme : « Alors, je comprends. »

« Je constate qu'en ne les laissant pas seuls dans une posture de consommateurs de spectacles les gens peuvent vraiment tout voir »

Mars : bonjour voisin

Mercrdis soir, les carrés lumineux des fenêtres des HLM scintillent. Au pied des immeubles de la cité Langevin, à mi-chemin entre la basilique de Saint-Denis et l'université Paris-VIII, l'école abrite la réunion mensuelle du quartier, baptisée « Bonjour voisin » par la mairie. Ici, on parle de la cantine, du concours des villes fleuries et, ce soir, du Théâtre Gérard-Philipe. Dès l'automne, le metteur en scène a pris pied dans

ces réunions, entouré de ses comédiens auxquels il demande de partager le travail méthodique de contacts avec la ville. « Je n'avais pas remis les pieds au théâtre depuis vingt ans, avoue l'un des trente participants à la réunion. Devant la télé, si on s'embête, on peut se lever, prendre une bière, revenir. Au théâtre, on se sent prisonnier et, quand on trouve ça difficile ou sinistre, on a peur de passer pour un con. »

Un jeune père s'inquiète : « Quelle place votre théâtre peut-il faire aux jeunes de banlieue, ceux que l'image d'Epinal représente avec la casquette à l'envers ? Comment leur dire que le théâtre peut transmettre leur message de révolte ? »

Les plus âgés regrettent les concerts de Jean Ferrat et les pièces de boulevard. « Notre mission de service public consiste à propager la parole des poètes, à faire découvrir de nouveaux auteurs et acteurs, rétorque Stanislas Nordey. Certes, l'alchimie est délicate pour que ce soit compatible avec un accès ouvert et généreux. » Cardigan noir, pantalon de velours marron, chaussures fatiguées, il déploie tout son charme pour convaincre, mime l'ennui devant un théâtre hermétique puis le sourire factice de l'animateur télé, insiste sur l'arsenal d'actions pour les enfants. Une voix de titi parisien résonne : « Des fois, on comprend que dalle ! » Stanislas Nordey : « Quand on propose beaucoup de spectacles pas chers, on a droit à l'erreur. »

vie de faire, là où je voulais le faire, pour des spectacles et avec des gens que j'aime. » En fait, il est convaincu que le théâtre ne peut survivre que s'il est porté par « des militants » : « On est à Saint-Denis pour trois ou six ans et, pendant ce temps, on s'y consacre corps et âme. »

Pour gagner son pari - concilier les pièces les plus novatrices avec le public le plus large -, il mise sur « l'accompagnement ».

Par exemple, une association ou une équipe d'employés communaux vient déjeuner au théâtre avec le metteur en scène, assiste au spectacle, repart avec les artistes. « Je constate qu'en ne les laissant pas seuls dans une posture de consommateurs de spectacles, les gens peuvent vraiment tout voir. » Il s'empresse d'ajouter : « On n'a rien inventé. On a observé des aînés, tels Jacques Copeau ou Ariane Mnouchkine, et des théâtres, comme celui du Merlan à Marseille ou des Fédérés à Montluçon. »

Quel effet a son nouveau statut de directeur d'institution sur sa création ? « Le travail sur le plateau se dédramatise. Peut-être parce qu'au contact des habitants de cette ville, on se sent moins comme des poupées précieuses. »

Septembre : victimes du succès

Lors des Journées nationales du patrimoine, le Théâtre Gérard-Philipe consacre un week-end au « patrimoine vivant » qu'il défend : ces jeunes écrivains et artistes qui, tout en ayant les yeux grands ouverts sur la société, préfèrent la poésie au réalisme. Le dimanche, sur le parvis, des mendiants gitanes apprécient la soupe épicée offerte au public ; des gosses en rollers voltigent au-dessus des marches.

La comédienne Valérie Lang dort debout : elle a passé une nuit « géniale » à la Techno Parade. Depuis deux mois, elle cumule les répétitions des pièces de Schwab et son travail quotidien avec le milieu associatif de Saint-Denis. « Deux cents jeunes sont en liste d'attente pour les ateliers théâtre. Nous n'avons pas les moyens de tous les prendre, soupire-t-elle. Et encore, nous ne touchons pas vraiment les jeunes des cités. »

Delphine Ellet, la comédienne de la compagnie Nordey qui était le seul personnage féminin - splendide - de *Vole mon dragon* en 1994, sillonne les rues de Saint-Denis depuis le début de l'année. « Il y a une telle demande d'ateliers dans les écoles, les entreprises, les associations, qu'il y aurait de quoi occuper quarante comédiens à plein temps ! » Le théâtre affiche ses chiffres : 2 320 abonnés, dont 45 % habitant en Seine-Saint-Denis, et un taux de fréquentation de 70 % pour les spectacles.

Novembre : rêves de femmes

Elles sont une dizaine de femmes de la cinquantaine, mères de famille, employées ou chômeuses, toutes habitantes de la cité des Francs-Moisins. Quand Stanislas Nordey était en résidence au Théâtre Gérard-Philipe, elles lui avaient demandé un atelier théâtre pour les enfants de la cité. Puis elles se sont dit : « Pourquoi pas nous ? » Depuis quatre ans, en répétant tous les mercredis soir, elles sont devenues des inconditionnelles du théâtre. « Cet atelier, c'est une part de rêve au milieu de notre vie de tous les jours », confie Geneviève Léonard.

Dirigées par une comédienne proche de la compagnie Nordey, Magali Fouchault, elles ont présenté en juin au Théâtre Gérard-Philipe *81 minutes de Mademoiselle A.*, de l'auteur allemand Lothar Trolle (Ed. théâtrales). Cette histoire de caissières d'un supermarché qui, à la pause, échangent leurs rêves les plus bouleversés. « Lothar Trolle est venu nous rencontrer, c'était magnifique », raconte Jocelyne Bourgas, énarque présidente du comité de quartier Francs-Moisins, qui regroupe une vingtaine d'associations.

Depuis, elles vont plus souvent au théâtre. Leur regard a changé : quand le texte ne leur plaît pas, elles observent le jeu des acteurs ou les choix du metteur en scène. A présent, ces femmes combattives partagent les rêves de militants d'autres comédiennes : « Ce qu'on aimerait, disent-elles, c'est qu'un auteur écrive une pièce spécialement pour nous. »

Catherine Bédarida

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 06 806 6
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le nécessaire dialogue social

ALORS que la première loi sur les 35 heures n'est votée que depuis sept mois et que l'on ne connaît pas encore les contours de la seconde, qui fixera les modalités définitives de la réforme, la prudence commande évidemment de ne pas tirer de bilan hâtif des premiers accords signés dans les entreprises. Au nombre d'un petit millier en cette fin d'année, avec à la clé 7 000 à 8 000 emplois créés ou sauvegardés, ils sont encore trop peu nombreux, pour que l'on puisse déjà apprécier leurs effets sur l'évolution du pouvoir d'achat, sur le chômage ou la compétitivité des entreprises.

Le gouvernement assure pourtant qu'un succès à d'ores et déjà obtenu : le développement de la politique contractuelle. A l'appui de sa démonstration, il apporte des arguments solides, qui méritent d'être pris en considération. A peine lancée, la réforme aurait déjà eu pour conséquence de commencer par les plus petites - de réactiver un dialogue social souvent en panne, voire totalement inexistant. Par le système du mandatement, notamment, la nouvelle loi aurait donc commencé à inverser le cours des choses.

Qui ne s'en féliciterait ? En France, plus qu'ailleurs, le syndicalisme traverse une crise grave de représentativité et ne regroupe guère que 9 % des salariés - pas plus de 5 % dans le privé. Si la réforme a pour effet de relancer la vie contractuelle dans le pays, il faut donc assurément

en donner acte à ses promoteurs. Cette thèse mérite, cependant, d'être prise en compte avec circonspection. Alors que les 35 heures ne deviendront obligatoires pour elles qu'en 2002, les plus petites entreprises, celles qui comprennent moins de 20 salariés, ont certes été les premières à conclure des accords, puisqu'elles constituent plus de 40 % du lot. Mais il n'est pas certain que ce soit par prosélytisme social. Plus prosaïquement, les aides proposées par l'État - et l'effet d'aubaine qu'elles ont suscité - ont sûrement pesé lourdement dans la balance.

Seconde réserve : depuis plusieurs mois, certains milieux patronaux - fortement représentés dans les sommets du Medef (ex-CNPF) - font valoir régulièrement leurs réticences à l'égard de toute concertation sociale au plan national. Favorable à des négociations au niveau des branches, et plus encore au niveau de l'entreprise, ils ont ainsi brandi la menace d'une possible sortie des instances gestionnaires du régime d'assurance-maladie. Ils ont même laissé entendre que l'accord sur l'ARPE (prétraitement contre embauche) pourrait être le dernier d'une série. Le gouvernement a donc raison de pousser le feu de la concertation sociale. Mais doit-il, dans le même temps, fermer les yeux sur cette stratégie d'émiettement ou sur cette politique de la chaise vide ? La politique contractuelle française est-elle mûre et il ne suffira pas de la réformer des 35 heures pour la relancer. Les premiers accords signés ne doivent pas dispenser de lutter contre ce mal français.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Adley, directeur général
Nathalie Bergeon, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Feron, Pierre Georges, Jean-Yves Lhousse
Directeur artistique : Dominique Rognette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fomont
Rédacteurs en chef :
Alain Fomont, Erik Izraelowicz (Éditorial et analyses)
Laurent Gbaguidi (Suppléments et cahiers spéciaux) / Michel Saman (Débats)
Eric Le Boucher (International) / Patrick Lereu (France) / Franck Nouchi (Société) / Claire Baudin (Entreprises)
Jacques Baud (Livraison) / Iovana Savignat (Culture) / Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Modérateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Plailoux / directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Robit / directeur des relations internationales : Daniel Vermet
partenaires audiovisuels : Belfort / Le Centre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président / Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1983), André Fontaine (1983-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 983 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde.
Fonds commun de placement des personnels du Monde.
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Imprimeur, Le Monde Investisseurs.
Le Monde Presse, L'Asi Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

De puissantes machines mathématiques

LE PUBLIC commence à avoir maintenant quelque idée des grandes machines mathématiques construites aux États-Unis depuis une dizaine d'années. Assez volumineuses, puisque leur installation couvre des surfaces de plus de cent mètres carrés, elles sont capables d'expédier en des temps très brefs des millions d'opérations élémentaires, telles l'addition ou la multiplication de nombres de vingt chiffres, de donner le résultat approché de n'importe laquelle des opérations mathématiques usuelles, telles l'intégration ou la dérivation, et enfin de coordonner automatiquement ces opérations en vue de la solution de problèmes mathématiques très complexes, très au-delà des moyens ordinaires de calcul.

En certains cas, il faudrait des années de travail exécuté par une équipe de praticiens exercés pour déterminer les solutions essentielles

de tel ou tel système d'équation aux dérivées partielles rencontrées dans un problème de physique. Si l'on confie le travail à une de ces machines elle peut en venir à bout en quelques jours, parfois moins. Avec leur aide une trajectoire de projectile se détermine en trente secondes : un calculateur habile mettrait au moins deux jours à faire ce travail.

Les premiers grands relais du cerveau humain viennent de prendre naissance, proportionnellement aussi neufs, aussi puissants par rapport aux outils usuels du calcul qu'un tour automatique l'est par rapport à la lime du serrurier. Le fait est vraisemblablement d'importance encore plus considérable que ne le sont la conquête de l'énergie nucléaire et la réalisation de la bombe atomique.

P. Dubarle

(28 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-06-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

QUELLE RECHERCHE VOULONS-NOUS ?

A la vaste question qu'il pose, Jean-Marc Lévy-Leblond (*Le Monde* du 25 novembre) ne répond que de façon très partielle. S'il rappelle très justement l'impasse - essentiel mais trop souvent et volontairement ignorée - de la recherche scientifique sur le niveau technoscientifique d'un pays, il n'aborde pas les problèmes de fond qui se posent aujourd'hui à la recherche et aux chercheurs. Il propose la création d'un corps unique d'enseignants-chercheurs et une réorganisation du CNRS qui n'est pas loin des projets de Claude Allègre.

Les universitaires savent bien que, depuis près de trente ans, les errements d'une « réforme » permanente n'ont jamais permis aux universités de disposer de l'autonomie et des moyens leur permettant de faire face aux innombrables missions qui leur incombent. C'est une confusion de genres tenace de vouloir résoudre les problèmes du CNRS en compliquant ceux de l'université, qui doit de surcroît se préparer à une nouvelle mutation.

Contre vents et marées, le CNRS a beaucoup contribué à maintenir la compétitivité de la recherche française. Des passerelles entre le CNRS et l'université existent, on peut les améliorer. D'autres réformes sont certes nécessaires, mais pour qu'il faut-il s'aligner sur le modèle américain et satisfaire la boulimie d'un ministère et de certaines universités. Des questions de fond se posent aujourd'hui à la recherche quant à sa finalité et son éthique, quant à sa place dans la société, à son pilotage et son financement (...), mais réfléchissons d'abord à la recherche que nous voulons et nous verrons ensuite les chercheurs qu'il nous faut.

M. Ptak
Orléans (Loiret)

L'AVENIR DES SCIENCES DU VIVANT

Les gouvernements de tous les pays développés ont prévu pour 1999 une augmentation notable des budgets de recherche affectés aux sciences du vivant, tant sont considérables dans ce secteur les enjeux et les attentes de la société. En Allemagne, le nouveau ministre de la recherche, M. Bulmann, affiche sa volonté d'obtenir une augmentation pluriannuelle importante de son

budget. Les sciences de la vie sont particulièrement favorisées en Angleterre où le budget du Medical Research Council est en croissance de 7 %. Quant aux États-Unis, le seul National Institute of Health va bénéficier d'un budget en augmentation de 15 %, une hausse qui représente à elle seule trois fois le budget de l'Inserm. Le gouvernement japonais suit aussi le mouvement. Tous les gouvernements des pays développés s'engagent dans la même direction, tous... sauf le gouvernement français.

Pourquoi ? Selon notre ministre de l'Éducation nationale de la recherche et de la technologie, les chercheurs ne se préoccupent pas suffisamment de la valorisation et tant qu'il en sera ainsi le budget de la recherche n'augmentera pas. Il faut reconnaître que la France accuse un certain retard dans l'activité de transfert des résultats de la recherche vers ses applications, et les organismes de recherche, les universités, les chercheurs comme les enseignants-chercheurs ont tous une part de responsabilité dans cet état de fait.

Pourtant, comment ne pas considérer comme la marque d'une faiblesse plus que d'une stratégie, la réponse d'un ministre qui, n'ayant pu défendre son budget, se voit contraint de se justifier en s'agitant comme un père fouettard ? Les changements de culture indéniablement nécessaires pour que notre pays bénéficie plus amplement des retombées de la recherche s'opèrent, mais cela nécessite du temps et un accompagnement, y compris budgétaire. Et plus on veut accélérer le processus, faire tomber les verrous psychologiques et culturels, plus il faut y consacrer de moyens (...)

Dans notre pays, la recherche n'a jamais été un mainmorte, et de vaches malgré en vaches manges, elle risque de le devenir s'il n'est pas réformé.

Gérard Tobelem
Paris

JE SUIS DES MÉTIERS

La lecture des derniers numéros du quotidien m'incite à vous écrire, afin de vous avertir de la tromperie dont vous êtes la victime innocente...

En effet, un quidam, s'affublant du nom de Claude Allègre, vous a envoyé un courrier que vous avez publié en première page (*Le Monde* du 15 dé-

cembre) ; or, il me semble, à la lecture de ce texte riche en ex-croissances verbales et en gibbosités stylistiques, que notre ministre ne saurait en être l'auteur. D'une part, nous n'y retrouvons pas son élégance intellectuelle habituelle ; d'autre part, le titre choisi, « Je suis des vôtres », paraît avoir quelque connotation de fin de banquet peu en rapport avec l'importance du sujet.

L'affaire me paraît d'autant plus dommageable qu'une personnalité aussi éminente que M. Fumagalli s'est laissée aisément bernier (*Le Monde* du 17 décembre). On peut imaginer les dégâts sur des esprits moins solides...

Annie Guiffard
Asnières (Hauts-de-Seine)

DÉPIT AMOUREUX

Dans le « désamour » que l'on observe entre la nation et le gouvernement, le ministre de l'éducation nationale a une grande part de responsabilité. En effet, la déception qu'il suscite est à la mesure des espoirs que M. Allègre avait soulevés à son arrivée à la tête du ministère. Les parents d'élèves, les observateurs sans préjugés étaient intéressés et étonnés par la sympathie pour un ministre qui ne pratiquait pas la langue de bois des tristes, qui semblait décidé à bousculer le mammoth, sa routine, ses privilèges, qui osait dire « ça suffit » à l'absentéisme (...), qui paraissait sincèrement s'intéresser d'abord aux élèves et à la qualité de l'enseignement.

Hélas ! Il aura suffi de la plainte d'élus socialistes filieux et inquiets pour l'éventuelle reconduction de leur mandat, de quelques insultes et menaces d'appareils syndicaux pour que le ministre hésite, vacille, recule et capitule jusqu'à donner le spectacle humiliant et ridicule d'écrire cette lettre d'amour aux enseignants, en réalité à la secrétaire générale du SNES envers qui il n'avait pas de mots assez méprisants jusqu'ici, jusqu'à se déjouer pendant lequel il a réformé l'accord du SNES à sa réforme des lycées.

Nul doute que ces contorsions peu dignes et sans élégance compteront dans la désaffection des familles soucieuses pour l'éducation de leurs enfants et désabusées.

Claude Murigneux
Lille (Nord)

FRANCIS LOUIS CLOSON ET L'INSEE

Le Monde du 18 décembre a publié une notice biographique de Francis Louis Closon. Cette notice est très détaillée et très intéressante en ce qu'elle concerne ses activités de résistance ; en revanche, son action comme directeur général de l'Insee est mentionnée en une seule phrase. Cela me paraît regrettable, car il a joué un rôle capital dans le développement de l'Insee. Sans lui, cet institut n'aurait peut-être pas survécu aux difficultés de l'après-guerre (...)

Marcel Groze
Paris

ELECTIONS AFRICAINES

Les étrangers - avocats ou non - ont-ils des compétences particulières qui leur permettent de débiter dans des pays lointains, de fréquenter exclusivement les lieux confortables des grandes villes, de visiter un nombre infime de lieux de vote où, en raison de leur ignorance de la langue, ils ne peuvent comprendre ce qui se passe, puis de porter un jugement crédible sur le bon déroulement d'une élection ?

En Afrique, les élections sont rarement truquées dans les lieux de vote, et ce jour-là, la situation est généralement « calme ». La fraude est organisée bien avant, pendant la campagne électorale, par les jeux de pression et les trafics d'influence et, si nécessaire, au moment du dépouillement et du comptage des votes au niveau national. Les observateurs internationaux, y compris ceux des Nations unies, et la plupart des organisations privées, arrivent trop tard ou partent trop tôt pour rendre un jugement solide.

Les observateurs les plus fiables d'une élection en Afrique, comme en Europe et aux États-Unis, sont les citoyens eux-mêmes, les électeurs. Ils connaissent le terrain, les pratiques, la langue et, dans le bon sens du terme, sont intéressés au résultat (...)

Les rapports des missions proclament, presque toujours sincèrement mais sans pertinence que, malgré certaines imperfections de fonctionnement, peu d'évidences matérielles de fraude ont pu être relevées. C'est ainsi que les observateurs occidentaux, même bien intentionnés, en arrivent à légitimer des mises en scène électorales et à retarder le développement de la démocratie en Afrique.

John S. Davison
Ancien ambassadeur des États-Unis au Niger

Vivre avec l'immigration irrégulière

Suite de la première page

Ce premier paradoxe, juridique, en cache un autre, politique : le gouvernement Jospin, le premier à avoir osé régulariser au grand jour depuis 1981, affronte les critiques de sa propre majorité et n'en finit pas de s'enliser dans le piège des sans-papiers, au moment même où, pour la première fois depuis quinze ans, le débat sur l'immigration semble évoluer vers des approches moins passionnelles. La victoire « black-blanc-beur » dans la Coupe du monde a efficacement illustré les vertus d'une France ouverte sur le monde. L'éclatement du Front national, champion de l'exploitation du fonds de commerce xénophobe, ne peut qu'accélérer l'évolution engagée. Le débat lancé dans le sillage du mouvement des sans-papiers a fait évoluer l'opinion. En août 1996, au lendemain de l'évacuation de l'église Saint-Bernard par la police, 77 % des Français s'opposaient à la reconduite à la frontière des sans-papiers (sondage Ipsos-Le Monde-RTL). Aujourd'hui, 45 % des personnes interrogées se déclarent favorables à une régularisation générale (sondage CSA-Le Parisien).

Ces apparentes contradictions masquent certaines réalités que le gouvernement devra tôt ou tard expliquer et assumer, sous peine de perpétuer des clichés sur l'immigration et des ambiguïtés sur sa propre politique. L'opération de régularisation a permis de conforter dans l'opinion une vision plus réaliste des flux migratoires : les ravages du sous-développement n'ont pas fini de jeter des populations du tiers-monde sur les routes de l'exil. Quant aux frontières étanches, elles sont mythiques dans un État démocratique. L'immigration irrégulière fait donc partie du prix à payer pour les désordres du monde. Les pays nantis doivent vivre avec. Mais elle ne constitue pas un « stock » figé. Ainsi, les 60 000 déboutés de la circulaire Chevènement ne forment pas un bloc homogène dont il suffirait de revendiquer la régularisation massive pour solder la question. Mais plutôt une population mouvante qu'il faut savoir intégrer sous peine de désordres sociaux.

Certains recalis totalisent des années de présence. Exploités « au noir » sur les chantiers, dans les ateliers de confection, les fermes ou les arrière-salles de restaurant, les voilà déboutés et donc assignés à clandestinité sous prétexte qu'ils n'ont pas fait venir leur femme et ne peuvent se prévaloir d'attaches familiales, qu'ils n'ont guère de traces écrites de leur présence car leurs employeurs ont pris leurs précautions, ou qu'ils n'ont pas demandé l'asile, même pour la forme, ce qui leur aurait permis de satisfaire l'une des exigences de la régularisation : une période de séjour régulier. Pour eux, l'injustice est patente et remet en cause les règles posées à l'origine de l'opération de régularisation.

D'autres déboutés présentent un profil différent. Certains ont effectué de fréquents allers-retours avec

leurs pays d'origine. D'autres ont tenté leur chance en France et la tenteront ensuite ailleurs en Europe. Le relatif afflux de sans-papiers aux frontières franco-italiennes au moment de l'annonce d'une nouvelle opération de régularisation de l'autre côté des Alpes, illustre à petite échelle un phénomène qui opère plus largement vers des pays beaucoup plus accueillants que la France, tels l'Allemagne et les Pays-Bas. Ces derniers offrent des conditions matérielles (hébergement, aides sociales) nettement plus enviables que la France et a fortiori que l'Italie, mais aussi des espoirs de régularisation à long terme.

« CE QU'ON NE DIT PAS »

En outre, l'immigration irrégulière n'a pas cessé comme par enchantement pendant la « régularisation Chevènement ». Un certain nombre de sans-papiers déjà présents - un sur deux est une proportion couramment citée - ont présenté pas sorti du bois. D'autres se sont fixés sur le territoire entre-temps. Certains devront, un jour, vivre légalement.

Faute de reconnaître ces vérités complexes, les protagonistes du débat, à gauche, sur la régularisation des sans-papiers risquent de poursuivre une controverse stérile perpétuant l'exploitation strictement politicienne d'un thème qui n'a déjà été que trop instrumentalisé.

En réalité, l'intégration progressive des clandestins de longue date et l'impossibilité matérielle et humaine des reconduites à la frontière massive font que, tôt ou tard, il faudra régulariser. Depuis quinze ans, tous les gouvernements l'ont appris, qui ont superposé discours

musclés et arrangements en sous-main. Charles Pasqua a attendu de n'être plus aux affaires pour se venter d'avoir réglé discrètement certains cas délicats, à une époque où le mot de « régularisation » était totalement tabou. « Le plus important, c'est ce qu'on ne dit pas », reconnaît aujourd'hui un proche de Jean-Pierre Chevènement.

« Ce qu'on ne dit pas », ou peu encaissé, c'est que la nouvelle loi sur l'immigration a prévu deux fillets de sécurité pour les déboutés de la régularisation : l'une de ses dispositions prévoit la délivrance d'un titre de séjour à tout étranger totalisant dix années de séjour habituel, même irrégulier, en France (quinze années pour les étudiants) ; l'autre permet de donner des papiers à tout étranger au titre de ses « liens personnels et familiaux en France ». S'ils sont appliqués, ces textes peuvent permettre non seulement de « repêcher » certains déboutés (1 500 font déjà été), mais aussi d'engager un processus de régularisation permanente qui prévienne, de nouvelles explosions de colère des sans-papiers suivies de régularisations massives et dramatisées. Pour éviter ces à-coups, il faudrait que les circulares d'application des textes cessent d'en faire une lecture restrictive. Il faudrait aussi que le gouvernement poursuive la pédagogie engagée par l'opération de régularisation, assume une générosité qui n'est après tout qu'une forme de réalisme, et s'ôte le fameux rictus d'appel d'air à son niveau réel. Le retour de Jean-Pierre Chevènement en première ligne rend possible cette opération.

Philippe Bernard

50 من المصلي

DISPARITION

Qian Zhongshu

Un grand penseur chinois

LE DERNIER grand lettré chinois de ce siècle, Qian Zhongshu, s'est éteint à Pékin samedi 19 décembre à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Conformément à la réserve qui le caractérisait, Qian avait demandé d'être traité après sa mort comme il l'avait été de son vivant, dans l'indifférence : ni fleurs ni couronnes, pas d'éloge funéraire, pas d'urne pour conserver ses cendres. L'émotion qui a frappé le monde intellectuel chinois n'en a été que plus forte. Fait sans précédent, le président Jiang Zemin a personnellement appelé Yang Jiang, sa veuve, pour lui exprimer ses condoléances. C'est que la nation chinoise, en quête de modernisation et des joissances matérielles, mesure la perte d'un de ses plus grands penseurs.

Originaire de Wuxi, une ville proche de Shanghai, terrain de la vie intellectuelle chinoise depuis plus d'un millénaire, Qian Zhongshu a poursuivi une formation atypique pour sa génération, mêlant études classiques chinoises et littéraires occidentales. Licencié de littérature britannique à Oxford au début des années 30, il passa une année en Sorbonne à Paris avant de regagner la Chine à la veille de l'invasion japonaise. C'est à Shanghai qu'il écrivit, à trente-cinq ans, *La Forteresse assiégée* (Wei Cheng, éd. Christian Bourgois), roman qui lui vaut une célébrité immédiate, tant pour ses qualités stylistiques que pour la satire d'une jeunesse faussement occidentalisée, incarnée dans le portrait de pseudo-révolutionnaires et de dandys en mal de liaisons fatales. Ce regard critique sur ses compatriotes, Qian le gardera toute sa vie, même si la révolution communiste le détourne à jamais de la carrière d'écrivain. *La Forteresse* demeurera son unique roman.

Qian, qui enseigne la littérature occidentale et l'anglais à l'université Qinghua, où il a compté parmi ses élèves de nombreux militants du Parti communiste, accepte en effet la proposition du nouveau régime de participer à la fondation de l'institut de recherche sur la littérature au sein de l'Academia Sinica. Ce choix, que son épouse Yang Jiang retracera quarante ans plus tard dans un roman qui fait également date dans la littérature contemporaine chinoise, *Le Bain* (Xiao), est motivé par le patriotisme et l'espoir que la « nouvelle Chine » sera une nouvelle République des Lettres. Qian, qui, en sus de l'anglais et du français, lit Marx dans le texte, et dispose d'une mémoire prodigieuse lui permettant de retrouver dans n'importe quel ouvrage révolutionnaire la formule qui frappe, est fréquemment consulté par le se-

crétaire particulier de Mao, Hu Qiaomu. Pendant les années 50, Qian mène de front la traduction des œuvres choisies du Grand Timonier et des recherches sur la poésie de la dynastie Song. Dans les deux cas, il excelle, ce qui lui vaut sans doute d'échapper aux premières purges. Mais il en retire une profonde amertume, et se réfugie dans la langue classique chinoise que peu des nouveaux académiciens maîtrisent.

La Révolution culturelle l'emporte dans la tourmente, lui et sa femme, tous deux âgés alors de soixante ans. Le bref roman que publiera Yang Jiang à l'issue de cette épreuve, *Six récits de l'école des Cadres* (Gou-xiao liu-jie), montre un Qian Zhongshu déporté à la campagne aussi humble qu'humilié. Privé de livres et de papier, il imprime dans sa tête des centaines de pages de commentaires sur les grands textes classiques de la poésie et de la philosophie chinoise. Publiée en 1979, cette somme, *Le Bambou et le Poignon* (Guan Zhui Bian), est saluée comme un chef-d'œuvre de la critique littéraire. Qian y révèle de multiples passerelles intellectuelles entre la Chine et l'Occident, dénonce les esprits faux qui, de tout temps, ont cherché à enfermer la pensée chinoise, et démontre de façon magistrale l'universalité des idées et des sentiments.

Après la Révolution culturelle, Qian accepte de refonder l'Académie des sciences sociales, dont il devient le vice-président. Convaincu qu'il est trop tard pour transmettre la culture lettrée dont il se sent le dernier héritier, il veut cependant combattre ceux qu'il refuse d'appeler « gauchistes » et qualifie simplement de « sinistres individus », jouant sur l'origine latine de l'épithète. Qian favorise la formation de toute une nouvelle génération d'intellectuels. Il refuse propositions alléchantes de Harvard et décorations honorifiques. Seul avec son épouse dans un petit appartement à Pékin, il passe ses dernières années à réviser ses anciens écrits et préparer un commentaire sur l'histoire de la dynastie des Song. Il restera jusqu'à ses derniers instants un homme droit, entier, d'une modestie exemplaire, à l'image des lettrés de la Chine ancienne, qui ont servi le pouvoir tout en se refusant à le flatter.

Le message de son œuvre est que l'humanisme chinois existe. A ses disciples, il recommandait de gratter la surface pour révéler l'être. Pour Qian, ce qu'on trouverait n'était pas nécessairement du premier cru. Mais au moins, l'hyppocrisie était dénoncée. L'empereur était bien lui.

Francis Deron

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté lundi 21-mardi 22 décembre sont publiés :

- **Aide juridique** : une loi relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.
- **1 % patronal** : une loi relative à l'emploi des fonds de la participation des employeurs à l'effort de construction.
- **Obligation scolaire** : une loi tendant à renforcer le contrôle de l'obligation scolaire.
- **Accord international** : une loi autorisant la ratification de la convention européenne sur la reconnaissance de la personnalité juridique des organisations internationales non gouvernementales.
- **Etat civil** : un arrêté relatif aux modèles de fiche individuelle d'état civil, de fiche individuelle d'état civil et de nationalité française et de fiche familiale d'état civil.
- **Dassault** : un décret autorisant la prise de participation de l'Etat au capital de la société en cours de constitution Dassault Participation.

Au Journal officiel du mercredi 23 décembre sont publiés :

- **Transport aérien** : une loi relative à l'organisation de certains services au transport aérien.
- **Sécurité sociale** : un décret relatif aux titres ou documents attestant la régularité du séjour et du travail des étrangers en France pour être affiliés à un régime de Sécurité sociale et pour bénéficier des prestations de Sécurité sociale.

Au Journal officiel du jeudi 24 décembre sont publiés :

- **Internet** : une circulaire du premier ministre relative à la diffusion de données juridiques sur les sites Internet des administrations.
- **Allocations** : un décret relatif aux montants de l'allocation d'insertion et de l'allocation de solidarité spécifique ; un décret portant revalorisation de l'allocation de revenu minimum d'insertion.

Au Journal officiel daté vendredi 25-samedi 26 décembre sont publiés :

- **Nucléaire** : deux décrets modificatifs relatifs à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants.
- **Transports internationaux** : un décret relatif à l'utilisation pour certains transports internationaux de l'infrastructure du réseau ferré national et portant transposition des directives du conseil des Communautés européennes.
- **Musée des arts et des civilisations** : un décret portant création de l'établissement public du musée du quai Branly (Le Monde du 25 décembre).

LÉGION D'HONNEUR

Philippe Mercier, général d'armée, et Jean-Charles Lefebvre, amiral, ont été élevés à la dignité de *grand officier* dans l'ordre national de la Légion d'honneur au titre du ministère de la défense, par décrets publiés au Journal officiel daté vendredi 23-samedi 26 décembre.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Les amis-et-collègues-collègues de la maman de

Matthilde

Félicitons Fabienne, Jean, Florent et Lucie d'avoir réussi si joyeusement cette nouvelle venue au monde.

Le Monde, le 24 décembre 1998.

Décès

M. Gérard Mettais-Cartier, son mari, Sylvie, Hervé, Béatrice, Denis et Nathalie Mettais-Cartier, ses enfants, Bernadette et Jacques, sa belle-fille et son beau-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Magdeleine METTAS-CARTIER, née NERON de SURGY,

survenu le 23 décembre 1998, dans sa soixante-troisième année.

Une cérémonie de recueillement sera organisée à Paris, le 29 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.

La messe sera célébrée le 2 janvier, à 14 h 15, à Landerneau (Finistère), en l'église Saint-Houardon. L'inhumation aura lieu ensuite au cimetière communal.

4, square Auguste-Renoir, 75014 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Les familles Maniguet et Turle, La famille Simon, Les membres du réseau de résistance Maniguet, Et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paule MARCAND, médaillée de la Résistance, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 22 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt ans.

Le service religieux sera célébré le lundi 28 décembre, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 18 bis, rue de Châteaudun, Paris-9.

Remerciements

M^{me} Elisabeth Boissard, née Marquiset, et sa famille remercient toutes les personnes qui leur ont manifesté leur sympathie à l'occasion du décès de

M. Hubert BOISSARD, (25-12-1918 - 28-11-1998).

Très touchés par les nombreuses marques de sympathie et d'amitié témoignées lors du décès de

Evelyne TINCQ.

son époux, Henri, et ses enfants vous prient de trouver ici l'expression de leurs vifs remerciements.

Anniversaires

Il y a cent ans naissait

Lebl SCHINDLER, (27-12-1898 - 19-1-1964).

Ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, ses amis et ses camarades se souviennent.

Anniversaires de décès

En ce quatrième anniversaire du décès de

Denis COLBAN,

une affectueuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Le 26 décembre 1995, meurt

Catherine DADOUN (Catherine TURLAN).

Offrande de mes douleurs au vide sidéral.

Roger, David, Sara, Simon, Tessa, Armand.

Le 27 décembre 1997,

Jean-Marie DELMAIRE

nous quittait courageusement.

Merci pour votre soutien.

Danielle, Anita, Julien, Daniel.

Il y a un an, le 26 décembre 1997,

Françoise LELLOUCHE

nous quittait.

Sa famille, ses proches, ses amis, se souviennent de son amour de la vie.

David Lellouche, François, Serge et Gaëlle.

Pensées profondes et affectueuses pour

Nicole, 1945-1998,

et sa maman

Madeleine TAITZ, 1914-1970.

Le 28 décembre 1986 disparaissait accidentellement

Siva SOUBRAMANIAN.

Josette, son épouse, Krishna et Indira, ses enfants.

En mémoire de

M. Hans WIEBRINGHAUS, directeur adjoint auprès du Conseil de l'Europe.

décédé de mort violente il y a dix ans, le 20 décembre 1988.

Nous n'avons pas oublié.

De la part de : Barbara Wiebringhaus, Robert Wiebringhaus, Sabine Wiebringhaus.

CARNET DU MONDE

TARIFS 98 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 109 HT

TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES 500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter

☎ 01.42.17.38.80 + 01.42.17.38.42 Fax : 01.42.17.21.36

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

arte

Pendant les fêtes,

les huîtres sont dans votre assiette.

les perles sont sur ARTE

Que la musique commence !

Michel Jonasz

Musique le 20 décembre 23.30

La Bayadère

Dance le 30 décembre 22.15

Gershwin et la Comédie musicale

Théâtre le 31 décembre 20.40

Sous le signe du rire !

Gag ! Théâtre le 27 décembre 20.45

Les Monty Python frappent deux fois

le 28 décembre 20.45

le 1er janvier 23.40

Festival du Cirque de demain

le 30 décembre 20.45

et de l'aventure

Astrologies et divination

le 29 décembre 20.45

MONNAIE UNIQUE En dépit de l'absence du Royaume-Uni dans la première vague des onze participants à la naissance de l'euro, la City a peu de craintes pour son avenir. ● IL

FAUT DIRE que Londres est de loin la première place financière du monde pour le négoce des devises. Il s'y échange plus de dollars qu'à New York et plus de yens qu'à Tokyo.

● **L'AMBITION** déclarée de la City est de devenir le premier centre mondial du négoce euro-dollar, comme elle l'était déjà des transactions mark-dollar. ● **DANS LA BATAILLE** commer-

ciale qui se profile avec Francfort, siège de la Banque centrale européenne (BCE), Londres a une foi aveugle dans sa capacité à accroître encore sa prospérité. ● **LA CITY** parie

à la fois sur sa souplesse, son expérience, la présence de plus de cinq cents banques étrangères et des marchés de matières premières, des métaux précieux, et de l'assurance.

Première place du monde pour les devises, la City ne craint pas l'euro

L'absence du Royaume-Uni dans les onze pays participant au lancement de la monnaie unique européenne ne semble pas être un obstacle suffisant aux yeux des financiers londoniens pour remettre en cause leur suprématie

LONDRES
de notre correspondant à la City
L'avènement de l'euro est un moment historique pour le marché des changes que j'attends avec grande impatience.



VERS L'EURO
La City, premier marché des changes au monde, voit l'avenir en rose. Plus d'espoirs que de craintes, malgré la non-participation de la Grande-Bretagne à la monnaie unique... A première vue, l'optimisme des salles de change du Forex a de quoi surprendre. Première place boursière de la planète pour le négoce des devises, Londres, avec 34 % du volume de transactions mondiales en 1998, traite davantage de dollars que New York ou de yens que Tokyo. La disparition des onze monnaies participantes et de l'écu va priver le « square mile » d'une partie de ses revenus réalisés sur le Vieux Continent, qui représentent entre 8 % et 10 % du total des recettes du Forex.

Le poids du grand rival en Europe, Francfort, siège de la Banque centrale européenne (BCE), devient de plus en plus important sur ce marché, où la cité allemande ne représente de nos jours que 5 % des

échanges. Une menace non négligeable se profile également du côté de New York, qui pourrait tirer profit des avantages à court terme du dollar sur l'euro : bloc commercial nord-américain plus puissant en raison de l'absence du sterling, maintien des cotations dollar-sterling, importance des monnaies touristiques liées à la devise américaine (Canada, Australie, Hongkong...) et prix des matières premières demeurant libellés en dollars.

TOILE D'ARAIGNÉE

Premier acteur mondial sur le Forex, la Citybank a créé, au beau milieu de sa salle de change du Strand, un « euro hub », une plate-forme euro au centre d'une toile d'araignée d'où rayonnent les autres départements : le franc suisse, le yen, le sterling, les autres « non-euro » de l'Union européenne et du Commonwealth. L'ambition déclarée de la City de devenir le premier centre mondial du négoce euro-dollar, comme elle l'était déjà des transactions mark-dollar, est claire. « L'impact le plus tangible de l'euro sur le marché des changes est de mettre tous les participants sur un pied d'égalité. Les banques continentales qui dominaient le marché de la monnaie locale vont perdre cet avantage au profit des établissements à vocation paneuropéenne. » Comme l'indique Richard Moore, les places régionales, comme Amsterdam, Bruxelles, Milan ou Madrid, ont le

plus à perdre avec l'arrivée de l'euro. A Londres, ces deux dernières années, la stabilité des onze devises des pays adhérents a réduit les transactions intra-européennes à une peau de chagrin. A l'instar des autres banques d'affaires tenant le haut du pavé, Citibank a cessé toutes les transactions sur devises du futur Euroland en son nom propre. Elle s'est contentée d'effectuer les ordres de paiements des multinationales clientes. Une activité réduite qui a permis à la banque américaine de se préparer graduellement à l'échéance. Le plus gros de l'activité – fixation des cours, invention de nouveaux produits financiers et contrôle des risques – est désormais concentré à Londres. Les onze centres euro-régionaux, y compris Paris et Francfort, ne s'occupent plus que du marketing et des liens commerciaux avec les clients locaux. « La course au contrôle des coûts favorise la concentration des activités sur un seul endroit plutôt que de multiplier les centres de décision », indique notre interlocuteur.

Dans la foire d'empoigne qui se profile avec Francfort, Londres est bien placée pour accroître encore sa prospérité. Il y a d'abord les avantages des fuseaux horaires, qui permettent de manœuvrer, la formidable expérience des traders du Forex, leurs méthodes bien rodées, l'utilisation de l'anglais et le poids d'une histoire vieille de cinq siècles favorisant le statu quo. Par ailleurs, la déréglementation du marché du travail, très poussée en Grande-Bretagne, est considérée comme indispensable dans une activité soumise aux variations cycliques, où il faut savoir engager, mais aussi licencier, du personnel sans trop de

contraintes administratives. S'ajoutent aussi la réglementation souple de la Banque d'Angleterre pour les activités internationales et l'absence de paperasserie.

La présence de plus de cinq cents banques étrangères, dont tous les mastodontes du Forex, les relations commerciales privilégiées avec les Etats-Unis, l'Afrique et le Proche-Orient et les pays du Commonwealth, et la présence de marchés de matières premières – métaux, pétrole, or... – et de l'assurance. De

l'euro va devenir une monnaie de réserve et supplanter éventuellement le dollar, il faudra attendre au moins cinq ans », estime l'homme de Citibank. Une des réactions les plus significatives va être celle des organismes américains et britanniques de placement, qui disposent de capitaux considérables et devraient employer une part substantielle de leurs fonds dans des investissements en euro, surtout en valeurs mobilières. Le marché s'en trouverait vivement stimulé.

Le marché de l'or ne se sent pas concerné

« L'euro n'aura aucun effet tangible sur le fixing de l'or car 90 % des transactions sont libellées en dollars », comme l'indique un porte-parole du London Bullion Market Association, le prix du métal jaune n'est guère concerné par l'avènement de la monnaie unique. Seule concession à l'événement : le prix sera désormais également exprimé en euro, selon le taux de change du jour entre les deux monnaies. Reste une inconnue qui continue de peser sur le cours languissant de l'or : la part de métal fin dans les réserves de la Banque centrale européenne, qui devrait atteindre entre 10 % et 15 % du total. Les plus optimistes espèrent que l'institut de Francfort détiendrait un tiers de ses réserves en or. Le marché redoute particulièrement une accélération des ventes d'or par les banques centrales des pays participants, qui ferait rechuter l'once. Le fixing est d'autant plus morose pour 1999 que la crise en Asie, grande consommatrice d'or, est loin d'être terminée.

L'avis général, ces points forts compensent largement, sur le marché des changes, la non-adhésion du Royaume-Uni à la première vague de l'euro.

Pour les cambistes, effet d'entraînement aidant, les volumes en euro devraient dépasser de loin l'addition des transactions marks-écus et des dix autres monnaies européennes avec l'écu. « Le volume d'échange en dollar-euro devrait être considérable. Mais pour savoir si

A l'image du dollar et du yen, l'euro sera une monnaie très liquide avec des écarts acheteurs et vendeurs très faibles. Vu du Forex, un degré d'instabilité est non seulement souhaitable mais assuré. « L'euro sera volatile, ce qui créera des opportunités de gains sur le marché euro-dollar et euro-yen. L'euro est une affaire politique, pas économique. Les fluctuations sont des lors inévitables », affirme l'économiste Bruce Kasman, de JP Morgan.

N'empêche, en dépit de cette conviction largement répandue et de celle, il y a encore quelques mois, de l'impossibilité de la création de la monnaie unique européenne, l'heure est à la quête de nouveaux marchés et de nouvelles sources de profits.

Parmi les devises vers lesquelles se tournent déjà les banques, il y a d'abord la livre sterling, la couronne suédoise et danoise, la drachme grecque. Les pays d'Europe de l'Est les mieux placés pour adhérer à l'Union européenne, comme la République tchèque, la Hongrie et la Pologne, ont également les faveurs des cambistes. La crise des marchés émergents d'Asie et d'Amérique latine, « scramble-it », eu raison de l'engouement pour les devises exotiques, comme le ringgit malais ou le baht thaïlandais. Les pays les plus développés de cette zone, qui ont fait tomber certaines barrières aux mouvements de capitaux, offrent de belles opportunités de diversification : Israël, Turquie, Afrique du Sud, Maroc, Egypte. Enfin, les professionnels redécouvrent les monnaies de pays producteurs de matières premières, qui offrent des perspectives de rendement alléchantes à l'horizon 2000-2001. A commencer par le Canada, la Norvège, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Mexique ou l'Afrique du Sud.

Comme on le voit, la City paraît bien placée pour devenir le centre nerveux de l'euro après avoir été celui du mark. Et la voilà en train de rêver à nouveau à 1914, lorsqu'elle régnait grâce au sterling sur toute la planète.

M. R.

TROIS QUESTIONS À...

DAVID WEBB

1 Vous êtes directeur du Financial Markets Group de la London School of Economics. Comment voyez-vous l'avenir de l'euro ?

L'euro sera, de facto, une devise plus importante que le mark, mais il est trop tôt pour affirmer qu'il pourra rivaliser avec le dollar et le yen. En revanche, il est indéniable que, si la livre sterling avait fait partie de l'euro, ce dernier aurait eu plus de poids, plus d'impact que c'est le cas aujourd'hui, avec seulement onze participants. Le poids de l'économie britannique au sein de l'Union européenne et la présence de la City, première place boursière européenne, auraient fait de la zone euro un bloc commercial plus important que les Etats-Unis ou que le pôle asiatique. Pour ce qui est de la volatilité de l'euro, je crains, pour ma part, l'effet négatif des désaccords politiques importants qui ne manqueront pas de voir le jour entre partenaires, notamment sur la politique fiscale, voire monétaire. Mais malgré le virage à gauche en France et en Allemagne, le bon sens devrait prévaloir en fin de compte pour assurer son succès.

2 Comment va évoluer le sterling dans ce nouveau paysage monétaire ?

La situation du sterling sera bizarre. Je ne crois pas au scénario faisant de la devise britannique une alternative européenne concurrente face au dollar et au yen. Le sterling va flotter à l'intérieur de bandes informelles, non

officielles, déterminées par le marché et non pas par la Banque d'Angleterre. La monnaie britannique devrait donc, en pratique, coller à l'euro. Pourquoi privilégier la livre dans ces circonstances quand il n'y a plus de différence fondamentale avec la devise de l'eurozone ? Telle est la question que vont se poser les courtiers. Les fluctuations du sterling dépendront de facteurs économiques – inflation, taux d'intérêt, fiscalité, production, étape du cycle conjoncturel, etc. – et non pas de la situation particulière de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Union économique et monétaire.

3 Pour la City, quel sera le principal impact de l'euro ?

La City n'a rien à craindre et tout à gagner. L'avènement de l'euro va accélérer la mise en place d'un marché boursier paneuropéen. Je m'attends à une explosion de la demande d'actifs libellés en euros de la part des investisseurs institutionnels et des caisses de retraite. Les instruments financiers libellés en euro vont jouer un rôle grandissant dans leurs portefeuilles. La levée des restrictions frappant les avoirs étrangers détenus par les caisses de retraite et les compagnies d'assurance du continent va alimenter ce marché transeuropéen. Ce marché d'action paneuropéen sera toutefois copié sur le modèle anglo-saxon. Cela veut dire que les dirigeants d'entreprise devront respecter l'actionnariat et des structures.

Propos recueillis par
Marc Roche

La Banque d'Angleterre a toujours été pro-européenne

LONDRES

de notre correspondant à la City
« L'euro ne constitue pas une menace, mais une occasion pour la City. Je n'ai aucun doute que Londres va conserver sa place de centre financier en Europe. Les pressions liées à la concentration des marchés sont très fortes ». Comme l'indique John Townend, directeur de la Banque d'Angleterre chargé des préparatifs de l'euro, la « vieille dame » de Threadneedle Street n'a pas peur de la monnaie unique, bien que le Royaume-Uni reste en dehors de la zone euro. Bien au contraire : dans les salles de change du « Square Mile », on ne tarit pas d'éloges sur le rôle de premier plan joué par l'institut d'émission pour préparer la première place financière européenne au bouleversement qui viendra de ce basculement.

Organisation d'un « road show » pour convaincre les investisseurs institutionnels asiatiques, nord-américains et proche-orientaux de la capacité de Londres à conserver sa suprématie face à Francfort ou Paris, règlement du problème de la zone à Target, le système de paiements de la zone euro, nombreuses rencontres-débats avec les grands acteurs de la place, publication d'un épais magazine intitulé « Practical issues arising from the introduction of the euro », tiré à 40 000 exemplaires et adaptation des normes comptables, fiscales et juridiques aux futures opérations en euros.

Face à ce formidable défi lancé à la City, sa tutrice, la Banque centrale britannique, a répondu, il y a deux ans, par une stratégie pragmatique et active. De larges pages de son site Internet sont consacrées à l'Union monétaire. La création d'un département spé-

cial EMU (European Monetary Union), fort d'une vingtaine de hauts fonctionnaires et de banquiers, a complété ce dispositif.

Dans cette entreprise, trois personnalités aux convictions pro-européennes affichées ont joué un rôle de premier plan : le vice-gouverneur, David Clementi, ancien patron de la banque d'affaires Dresdner Kleinwort Benson, représentant la sensibilité « allemande », et deux amis de la France, parfaits francophones, l'ancien ambassadeur sir Peter Petrie, conseiller diplomatique du gouverneur, et Howard Davies, le nouveau chef de la Financial Services Authority, l'autorité de régulation du pôle financier au Royaume-Uni. Face à ce trio, devenu porte-parole des milieux économiques d'après la décision du gouvernement travailliste de ne pas adhérer dès le départ à l'entreprise monétaire commune, le gouverneur Eddie George s'est fait le porte-parole du point de vue « eurosceptique ». Un courant à ne jamais négliger dans un pays plus sourcilieux que jamais de la sauvegarde de sa souveraineté.

PERMISSIVITÉ ET RÉALISME

Malgré l'hostilité des conservateurs alors au pouvoir, « The Bank » a entamé très tôt une réflexion sur les conséquences du lancement de l'euro sur la plus ancienne et la plus importante place financière en Europe. La City a toujours été une « vieille dame permissive », qui, au cours de son histoire, a toujours su s'accommoder des soubresauts de l'histoire économique afin d'en tirer le meilleur profit. La victoire électorale de Tony Blair et sa politique « d'engagement constructif » en faveur de l'Europe n'ont fait qu'accélérer ce processus. L'octroi, en juin

1997, de l'autonomie à la Banque d'Angleterre, première étape vers l'indépendance totale vis-à-vis du ministère des finances exigée par le traité de Maastricht, a facilité cette entreprise de sensibilisation.

Confronté au conservatisme des seigneurs de l'argent et à l'inertie des associations professionnelles, John Townend a dû batailler ferme pour faire prendre conscience des mutations en cours de l'autre côté du « Channel ». Il a dû secouer le poids des habitudes, forcer les fonds d'investissements et les organismes de placement rétifs aux changements, pallier le manque de spécialistes capables de mettre à jour les systèmes informatiques. Parmi les supporters les plus enthousiastes de son action ont figuré, paradoxalement, les banques américaines, alors que les Japonais traînaient des pieds. « L'action en souplesse de la Banque est un exemple à méditer », le compliment est venu de la Commission européenne.

Orgueilleusement à part, la Banque d'Angleterre se situe de plain-pied dans l'entreprise euro. L'établissement participe d'abord à hauteur de 14 % au capital de la Banque centrale européenne (BCE). Eddie George siègea au conseil général du système européen des banques centrales, qui regroupe la BCE et les banques centrales des quinze Etats membres de l'Union. Ce conseil sera chargé des relations entre la BCE et les Etats membres non participants, en particulier la coordination des politiques monétaires. « In and out » : la Banque d'Angleterre semble parfaitement à l'aise dans cette double existence à partir du 1^{er} janvier.

M. R.

Le groupe hôtelier Accor s'apprête à reprendre Frantour et se développe au Maroc

LE GROUPE ACCOR, spécialisé dans l'hôtellerie, le tourisme et le service aux entreprises, a annoncé, mercredi 23 décembre, qu'il venait d'obtenir la gestion de l'hôtel Mansour Eddabhi et du palais des congrès de Marrakech, au Maroc, l'un des plus importants du bassin méditerranéen, avec une capacité de 5 000 personnes. Par ailleurs, la SNCF a confirmé, le même jour, qu'elle était en « dans une phase de discussion exclusive » avec le groupe hôtelier pour lui céder Frantour, sa filiale spécialisée dans le tourisme et l'hôtellerie. Cette cession devrait

intervenir à la fin du mois de janvier. La branche de Frantour spécialisée dans la restauration dans les gares est officiellement cédée à Autogrill, filiale du groupe Benetton.

« Ce nouveau contrat de gestion signé avec le crédit immobilier hôtelier marocain s'inscrit dans la politique de développement des ventes internationales du groupe », analyse Jean-Robert Reznik, directeur général de l'hôtellerie d'affaires et de loisirs d'Accor. Plusieurs spécialistes étaient sur les rangs, notamment des groupes américains et sud-africains. Au Maroc, Accor va

dorénavant gérer une quinzaine d'établissements avec plus de 2 300 chambres et 1 800 salariés, sous les marques Sofitel, Ibis, Mercure et sous son label de loisirs Coralia. D'autres projets sont actuellement en cours de réalisation, dont le premier site Thalassa international, au Maroc, avec le Sofitel Thalassa d'Essaouira. « En matière de palais des congrès, Accor n'a plus à faire ses preuves : sous le label Arria, nous gérons, depuis des années, les centres de congrès de Toulouse, de Sydney ou ceux du Sofitel Paris Rive gauche et porte de Sévres », précise

Jean-Robert Reznik. Par ailleurs, les activités de tourisme de Frantour, qui devraient revenir à Accor, ont totalisé un chiffre d'affaires consolidé de 1,48 milliard de francs en 1997. De grands groupes hôteliers américains et européens s'étaient également intéressés au dossier, mais ne souhaitaient acquiescer que les hôtels, implantés à proximité de gares (34 hôtels deux ou trois étoiles, dont 16 détenus en propre). Or la direction de Frantour ne souhaite pas vendre son pôle tourisme par morceaux, en raison des complémentarités qui lient l'hôtel-

lerie (313 millions de francs de chiffre d'affaires), le tour-opérateur (production de voyages, 1,14 milliard de francs de chiffre d'affaires) et les agences de voyages (90 millions de francs).

RECENTRAGE

Depuis plus d'un an, le groupe Accor s'est désendetté et recentré sur ses principaux métiers : hôtellerie, agences de voyages, titres de services, location de voitures et casinos. Ce recentrage a déjà trouvé sa traduction dans les résultats semestriels du groupe publiés au

mois d'octobre, qui permettent d'anticiper un résultat net pour l'exercice en cours de 1,9 milliard de francs, soit un bond de 40 % par rapport aux résultats de 1997. Lors de la publication des comptes, Benjamin Cohen, membre du directoire chargé des finances, avait insisté sur le fait que cet assainissement allait ouvrir la possibilité d'investissements futurs, « dans des activités stratégiques et dans celles affichant un bon rendement ».

François Bostnavaron

Le krach obligataire japonais pèse sur les taux américains et européens

La perspective d'un nouvel assouplissement monétaire sur le Vieux Continent semble s'éloigner. En ramenant son taux d'escompte à 3 %, la Banque d'Italie s'est mise au niveau pratiqué dans le reste de la zone euro

Le krach sur le marché obligataire japonais a provoqué des tensions sur les rendements des obligations européennes et américaines. Toutefois, les perspectives restent très favorables aux titres européens. La faiblesse de

l'inflation et le ralentissement de la croissance économique sur le Vieux Continent justifient des taux d'intérêt bas. Après la baisse des taux intervenue en Italie cette semaine, il paraît pourtant peu probable que la poli-

tique monétaire soit assouplie rapidement dans la zone euro. Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne, l'a exclu. Il juge insuffisantes les prévisions de baisse des déficits publics des pays de la

zone euro. Seul un euro fort face au dollar pourrait conduire les autorités monétaires européennes à baisser rapidement les taux en Europe. La perspective d'un nouveau recul du billet vert semble toutefois s'éloigner.

A LA VEILLE des fêtes, les marchés obligataires et monétaires promettaient d'être sages. La semaine fut plus agitée que prévu. En indiquant que le budget pour l'année prochaine devrait être largement financé par le recours à l'emprunt en raison de l'effondrement des recettes fiscales, le ministre japonais des finances a provoqué, lundi 21 décembre, un krach sur le marché obligataire nippon.

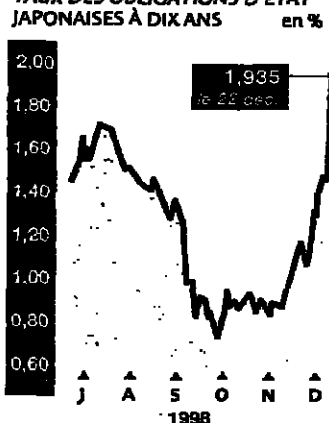
En 1999, l'équivalent de 3 470 milliards de francs de titres du Trésor japonais devrait être émis. C'est cette augmentation de l'offre d'obligations qui a entraîné une chute des cours à leurs plus bas niveaux depuis quinze ans. Le rendement de l'obligation de référence à 10 ans, qui évoluait en sens inverse du prix, a grimpé au-delà de 2 %.

Face à la tempête, le ministre des finances, Kiichi Miyazawa, a tenté de calmer le jeu, en indiquant qu'il ne pensait pas que « les besoins de refinancement soient tels qu'ils puissent pousser à la hausse les taux d'intérêt à long terme ». Mais la tourmente des obligations japonaises s'est propagée aux autres marchés obligataires.

En Europe, le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor émise à 10 ans est grimpé jusqu'à 3,94 %, tout comme ce-

Envolée des taux japonais

TAUX DES OBLIGATIONS D'ETAT JAPONAISES À DIX ANS en %



Le marché obligataire japonais a été victime, cette semaine, d'un véritable krach après l'annonce par le gouvernement d'un plan de relance financé par endettement.

lui et du bund allemand de même échéance. Toutefois, à la veille de Noël, le calme est revenu. Dans une conjoncture économique de moins en moins en bien orientée, les obligations bénéficient d'un environnement favorable. L'extrême faiblesse de l'inflation en Europe devrait amener la Banque centrale européenne (BCE) à une politique monétaire accommo-

dante, même si une baisse de ses taux directeurs ne semble pas d'actualité.

Mercredi 23 décembre, en ramenant son taux d'escompte à 3 %, la Banque d'Italie s'est mise au niveau pratiqué dans le reste de la zone euro. La veille, dans une conférence de presse, le président de la BCE, Wim Duisenberg, s'était clairement adressé aux investisseurs en déclarant : « Marchés, ne vous attendez pas à une modification de taux d'intérêt dans un futur proche. » Pour une période provisoire de trois semaines, la BCE va d'ailleurs encadrer son taux principal de 3 % dans un couloir très étroit formé par un taux plancher à 2,75 % et un taux plafond à 3,25 %. Ce couloir doit éviter des mouvements trop brusques sur les marchés, déjà déboussolés par le passage à l'euro. A l'issue de cette période, la BCE disposera d'une marge de manœuvre plus grande, avec un taux plancher à 2 %. Mais rien ne dit que les autorités monétaires l'utiliseront.

Le premier objectif de la BCE, la stabilité des prix, est atteint. M. Duisenberg ne s'est pourtant pas privé de souligner l'existence d'éléments perturbateurs. Il a mis en garde contre des hausses de salaires trop généreuses. En Allemagne, par exemple, les métallurgistes, qui donnent souvent le

ton, réclament une hausse de 6,5 % des rémunérations en 1999.

Mais ce qui inquiète particulièrement M. Duisenberg, c'est la politique budgétaire menée par chacun des membres de l'union monétaire. A la veille de Noël, le

économique relativement forte. Si la conjoncture s'effondre, cela va mal tourner », a-t-il jugé. « Si les pays participants [à l'euro] n'en font pas suffisamment en la matière, nous devons compenser avec la politique monétaire. En d'autres

La résurrection de LTCM

Sauvé in extremis de la faillite en septembre par l'intervention de quatre banques internationales, le fonds spéculatif américain Long Term Capital Management (LTCM), qui menaçait de déstabiliser gravement les marchés financiers de la planète, aurait dégagé une plus-value de 400 millions de francs (2,2 milliards de francs) au 30 novembre, selon un article du *Wall Street Journal* publié jeudi. Les gérants associés de LTCM s'apprêteraient même à recevoir des bonus de gestion de fin d'année qui pourraient atteindre un total de 50 millions de dollars.

Un porte-parole de LTCM, interrogé par le journal, s'est refusé à toute précision sur les montants à distribuer, en soulignant que les bonus devaient être approuvés par le consortium bancaire venu au secours du fonds. Aux termes des accords avec les banquiers, les gérants de LTCM ont droit à 15 % des profits au-delà d'une rentabilité minimale retrouvée, selon des sources proches du dossier citées par le *Wall Street Journal*.

président de la BCE a critiqué les prévisions de réduction de déficits publics dans les pays de la zone euro. « L'an prochain, la réduction ne sera que de 0,3 % ou 0,4 % et, à partir de l'an 2000, il est quasiment question d'un moratoire avec une réduction de 0,2 % », a-t-il déclaré au quotidien néerlandais *Telegraaf*. « C'est trop peu pour une période de croissance

termes, les taux d'intérêt seront fixés au-dessus du nécessaire, et il y aura moins d'espace dans le système euro pour mener la politique anticyclique que souhaitent tant les politiciens », a-t-il expliqué.

Dans l'immédiat, la seule raison, pour les autorités monétaires européennes, d'assouplir leur politique est une nouvelle baisse du dollar face à l'euro. Cette semaine, le billet vert s'est apprécié face au franc pour repasser au-dessus des 5,64 francs. Le vice-président de la BCE, le Français Christian Noyer, a estimé qu'il n'y a « aucune raison de penser qu'il y aura une appréciation très forte de l'euro au début de 1999 ». Certains experts, comme ceux de Merrill Lynch, lui donnent raison. Ils jugent que l'euro pourrait briller à ses débuts, mais que le différentiel de taux entre les Etats-Unis (actuellement à 4,75 %) et la zone euro (3 % en moyenne) devrait favoriser le dollar sur le long terme. Cela d'autant plus qu'une baisse des taux outre-Atlantique n'est pas à l'ordre du jour.

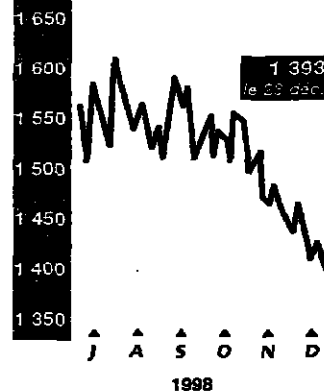
Les opérateurs n'ont guère été surpris, mardi, par la décision de la Réserve fédérale américaine de laisser ses taux directeurs inchangés. Après trois baisses successives, un nouvel assouplissement de la politique monétaire leur paraissait peu probable. Ils sont, en revanche, soucieux du rythme toujours élevé de l'activité économique américaine, qui devrait conduire la Fed à maintenir longtemps ses taux à leurs niveaux actuels. Les rendements obligataires américains se sont tendus tout long de la semaine, et l'obligation du Trésor émise à 30 ans a terminé à plus de 5,20 % jeudi soir.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao toujours plus bas

COURS DU CACAO

en dollars par tonne



POUR CE NOËL 1998, le cacao n'est pas à la fête. La traditionnelle gourmandise de fin d'année n'est pas prise en défaut, mais elle a pourtant un goût amer. A Londres et à New York, les prix se sont littéralement effondrés. A 902 livres sterling le 24 décembre sur le Liffe, le contrat de référence (mars) a perdu presque 100 points par rapport à fin novembre. C'est à peine mieux sur le CSCE new-yorkais, où, de 1 472 dollars la tonne le mois dernier, les cours sont descendus à 1 393 dollars. Les vendeurs se sont approvisionnés en vue des festivités : la Côte d'Ivoire, premier producteur mondial, a acheminé dans ses ports, avant de les exporter, 510 000 tonnes de fèves sur la semaine terminée le 20 décembre, contre 504 000 tonnes à la même période de la saison précédente.

Les planteurs ont beau produire du cacao pour que les gourmands s'en régalent, le marché est régulièrement déboussolé par la spéculation. Ainsi Cargill, le négociant américain, non content de devenir un groupe tentaculaire, joue sur tous les tableaux. Alors que les Ivoiriens peinent à faire sortir leurs fèves du pays faute de financements, le négociant a tenté de peser sur les prix en proposant à la Caisse de stabilisation de la Côte d'Ivoire, chargée de la commercialisation, de lui racheter moins cher une partie des arrivages via une transaction de bloc. Refus des intéressés, au grand soulagement des producteurs, qui ont failli voir leur prix indicatif revu à la baisse, mais au grand dam de Cargill, qui, tablant sur la réussite de l'opération, s'était positionné sur le marché de Londres en vendant à découvert, et qui a dû se couvrir rapidement. D'autres spéculateurs ont joué le marché à la baisse en se mettant vendeurs.

Mais gardons le moral, les cours vont remonter. C'est le courtier Merrill Lynch qui le dit. Il faudra cependant attendre la seconde moitié de 1999 pour que les prix se redressent à 1 800 dollars la tonne à New York. Ce sera selon le rythme des arrivages ivoiriens au cours du premier semestre. Et c'est sans compter la prochaine pénurie de cacao prédite par l'Organisation mondiale du cacao. Une mauvaise nouvelle chassant l'autre, on en oublierait presque de se réjouir.

Marché international des capitaux : un palmarès objectif

LES PUISSANTS établissements financiers américains dominent la partie la plus visible du marché international des capitaux. Bon an mal an, ils dirigent, toutes monnaies confondues, la plupart des emprunts offerts en souscription par l'intermédiaire de consortiums bancaires. De fait, nombreux sont ceux qui prévoient que la suprématie des banques américaines va s'imposer sur le futur marché commun des capitaux en euros, à peine nos barrières nationales auront-elles disparu. Presque toutes les pratiques financières en usage outre-Atlantique sont maintenant introduites chez nous, et bien des spécialistes voient dans le compartiment national des obligations aux Etats-Unis le modèle à suivre.

Or, on dispose depuis quelques jours d'indications précises qui montrent au contraire que les banques européennes n'ont rien à craindre. Un palmarès vient d'être publié pour la première fois qui concerne l'activité des banques dans un des domaines les plus importants du marché : celui des valeurs du Trésor allemand, lesquelles sont émises directement par voie d'adjudication. Ces titres sont parmi les plus recherchés du monde, comme on a pu le voir lors de la crise financière de l'été. La seule concurrence dont ils pourraient souffrir est celle des fonds d'Etat français. Mais, d'une part, ceux-ci sont traditionnellement moins répandus dans les portefeuilles internationaux et, d'autre part, la France, copiant la manière de faire des Etats-Unis, a limité l'acquisition immédiate de ses titres à quelques spécialistes nommés par l'administration.

En Allemagne, tout est beaucoup plus libre. Presque toutes les banques du monde, à condition d'avoir un pied dans ce pays, ont le droit de participer aux adjudications si elles en ont la capacité. Le classement qui vient de paraître livre dans l'ordre les noms des soixante-dix banques qui ont chacune souscrit à au moins 0,05 % (c'est le minimum requis) de l'ensemble des adjudications allemandes en 1998. Les quinze premières sont Dresdner Bank, Bayerische Hypo-und Vereinsbank, Paribas, Bayerische Landesbank, Westdeutsche Landesbank, Norddeutsche Landesbank, Deutsche Bank, Morgan Stanley, Bankgesellschaft Berlin, Südwestdeutsche Landesbank, ABN AMRO, BHF-Bank, Commerzbank, Crédit Suisse First Boston et Goldman Sachs.

La prépondérance des banques allemandes dans ce classement est un élément que d'aucuns considèrent comme peu significatif, au motif qu'il ne fait que refléter une situation nationale. Ce serait une erreur de le suivre les sceptiques sur cette voie. Les banques allemandes, même si elles ne recherchent pas toujours la publicité, déploient largement leur activité hors des frontières de leur pays. En France notamment, elles ont pris, directement, une part de l'ordre de 10 % aux crédits alloués aux collectivités locales (villes, départements et régions).

Quoi qu'il en soit, il faut relever que, dans cette liste, la première banque non allemande est française : Paribas tenant la troisième place. Quant aux autres établissements français, la BNP se trouve au vingtième rang, la Caisse des dépôts au cinquante-deuxième et

la Société générale au cinquante-quatrième. Les banques américaines sont mieux placées dans l'ensemble, sans pour autant se distinguer. Morgan Stanley est huitième, Crédit Suisse First Boston (qui est, au vrai, plus helvétique qu'américain) quatorzième et Goldman Sachs quinzième.

Il faut, bien sûr, se garder d'extrapoler et, pour se faire une image d'ensemble, il conviendrait de disposer d'un classement comparable du Trésor français, lequel est plus discret dans ce domaine que son homologue d'outre-Rhin. Une autre réserve s'impose à la lecture du tableau d'honneur de la Bundesbank. Il ne fait pas la différence entre la participation, facile, aux adjudications de certificats à court terme et celle, beaucoup plus délicate à manier, aux longues opérations dont la durée va jusqu'à trente ans. De source sûre, on affirme toutefois que le classement ne serait guère modifié s'il était pondéré par des coefficients tenant compte de la durée des emprunts. Pour éviter toute ambiguïté, de tels coefficients seront d'ailleurs introduits l'année prochaine.

Quoi qu'il en soit, les emprunteurs internationaux ont de quoi se réjouir de la publication de la Bundesbank. Ils sont désormais objectivement informés de la capacité réelle de placement des grandes banques internationales. Cela ne manquera pas d'influencer leur choix lorsqu'il s'agira de confier à un ou plusieurs établissements le soin de diriger leurs emprunts en euros.

Christophe Vetter

Joël Morio

Carole Petit

Une fin d'année en fanfare sauf à Tokyo

TRÈVE des confiseurs oblige, les dernières séances avant le long week-end de Noël ont été marquées par un net fléchissement des volumes d'échanges sur les places financières. Le compte à rebours final avant la mise en place de la clôture des hostilités en Irak et l'incertitude persistante sur l'évolution de la conjoncture internationale ont accentué le ralentissement de l'activité boursière.

Comme souvent en période de fin d'année, les rares transactions initiées par les opérateurs ont été motivées par des objectifs comptables. En effet, à l'approche de la clôture des comptes, les investisseurs cherchent, en général, à rééquilibrer leurs portefeuilles de titres au profit de « valeurs sûres » afin de présenter leur situation patrimoniale sous un angle attractif, tout en tenant compte de la contrainte fiscale.

Ainsi, à la Bourse de New York, l'intérêt des opérateurs s'est foca-

lisé sur les principales valeurs de la place IBM (+7,8 % sur les trois premières séances), Procter & Gamble (+7,1 %), General Electric (+4,6 %) ou Merck (+3,6 %). Plus généralement, l'annonce, mercredi, du niveau définitif du PIB américain au troisième trimestre, en progression de 3,7 % en rythme annuel, a rassuré les opérateurs sur la santé de l'économie américaine. La décision prise par la Réserve fédérale, la veille, de maintenir inchangé son taux d'intervention et la procédure de destitution du président Clinton n'ont pas affecté l'optimisme des investisseurs. Dans le secteur de la technologie et de l'information, des valeurs comme Yahoo (+17,8 % en trois séances), Dell (+11,5 %) ou Lucent Technologies (+11,5 %), ont largement profité de ce climat favorable. En définitive, l'indice Dow Jones a gagné 3,53 %, à 9 217,99 points sur l'ensemble de cette semaine, écourtée

RUMEURS DE FUSIONS

A Paris, l'indice CAC 40 s'est adjugé 4,89 %, à 3 872,42 points, en trois séances. Depuis le début de l'année, l'indice a gagné 29 %, effaçant ainsi les déboires de la crise boursière de l'été. Les situations spéciales ont encore retenu l'attention des investisseurs. Ainsi, l'action Lagardère a gagné 5,3 % dans la semaine avant l'annonce de la fusion de ses activités spatiales avec celles du britannique GEC, de l'allemand DASA et de l'italien Finmeccanica. Dans un autre domaine, l'action Alstom, délaissée par les investisseurs depuis son introduction en Bourse à 205 francs en juin 1998 a subite-

ment retrouvé les faveurs de la Bourse devant l'afflux de nouveaux contrats (un métro au Brésil, un paquebot de croisière et des trains en France). L'action s'est appréciée de 9,9 % en trois séances.

Les rumeurs de fusions dans l'industrie automobile allemande ont également animé les transactions à Francfort. Les titres Volkswagen et BMW ont progressé, respectivement, de 7,6 % et de 17,3 % sur la semaine. Pour l'indice Dax 30, cette semaine de trois jours s'est soldée par un gain de 6,68 %, à 4 978,62 points.

A Londres, les opérateurs ont suivi avec attention les manœuvres du groupe GEC, qui a entrepris les suspens sur ses intentions. En début de semaine, GEC a annoncé son intention de fusionner avec le groupe de défense British Aerospace. Pour faciliter ce rapprochement, GEC a procédé à la séparation de ses activités ci-

viles et militaires. Finalement, il a accepté à la dernière minute de rejoindre Lagardère, DASA et Finmeccanica dans les activités spatiales. Par ailleurs, les groupes pharmaceutiques GlaxoWellcome et SmithKline-Beecham ont progressé de 4,73 % et 5,5 % après avoir obtenu chacun l'autorisation de commercialiser un médicament sur le marché américain.

D'une manière plus générale, la cote britannique a été soutenue par la publication des minutes de la réunion du 10 décembre du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre. Ce jour-là, huit des neuf membres avaient voté pour une baisse des taux directeurs d'un demi-point, à 6,25 %. Cette franchise majoritaire en faveur d'un assouplissement du loyer de l'argent en Grande-Bretagne a convaincu les investisseurs qu'un nouvel abaissement des taux d'intérêt est possible. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice FT 100 a ga-

gné 2,18 %. La seule fausse note dans ce climat d'optimisme est venue du Japon, où le marché obligataire s'est littéralement effondré en début de semaine.

L'annonce par le Trust Fund Bureau, une division du ministère des finances, de la réduction des achats publics de bons du Trésor, au moment où les autorités se préparent à accroître massivement l'endettement de l'Etat pour financer la relance de l'économie, a provoqué l'envolée du rendement de l'obligation de référence à 10 ans, passé de 1,50 % à 1,90 % durant la séance de mardi. Les établissements bancaires dont les portefeuilles d'obligations se sont subitement dévalorisés ont été les principales victimes de la flambée des taux d'intérêt, et l'indice Nikkei a finalement chuté de 2,51 % sur la semaine.

Enguérand Renault et Raphaël Kahane

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
↓ - 2,51%	↑ + 3,53%	↑ + 4,89%	↑ + 2,18%	↑ + 6,68%
13 797,86 points	9 217,99 points	3 872,42 points	5 887,20 points	4 978,62 points

AUJOURD'HUI

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 DÉCEMBRE 1998

TECHNOLOGIES Une diapositive 24 x 36 classique compte 20 à 30 millions de points élémentaires, ou pixels, une définition qui restait jusqu'à récemment hors de portée

de la photographie sur support électronique. ● LES APPAREILS numériques proposés au public à partir de 1999 seront équipés de capteurs à 2 millions de pixels capables de

fournir déjà des agrandissements de très bonne qualité. Ceux des professionnels compteront bientôt 13,5 millions de pixels. ● LES OPÉRATIONS de tirage et de développe-

ment et la vente des pellicules, qui représentent 76 % du marché de la photographie vont être considérablement réduites par cette percée technologique. ● LES LABORA-

TOIRES tentent de s'adapter en proposant à leurs clients de traiter leurs photos de famille sur ordinateur, de les transmettre sur Internet, ou de les transférer sur un CD-ROM.

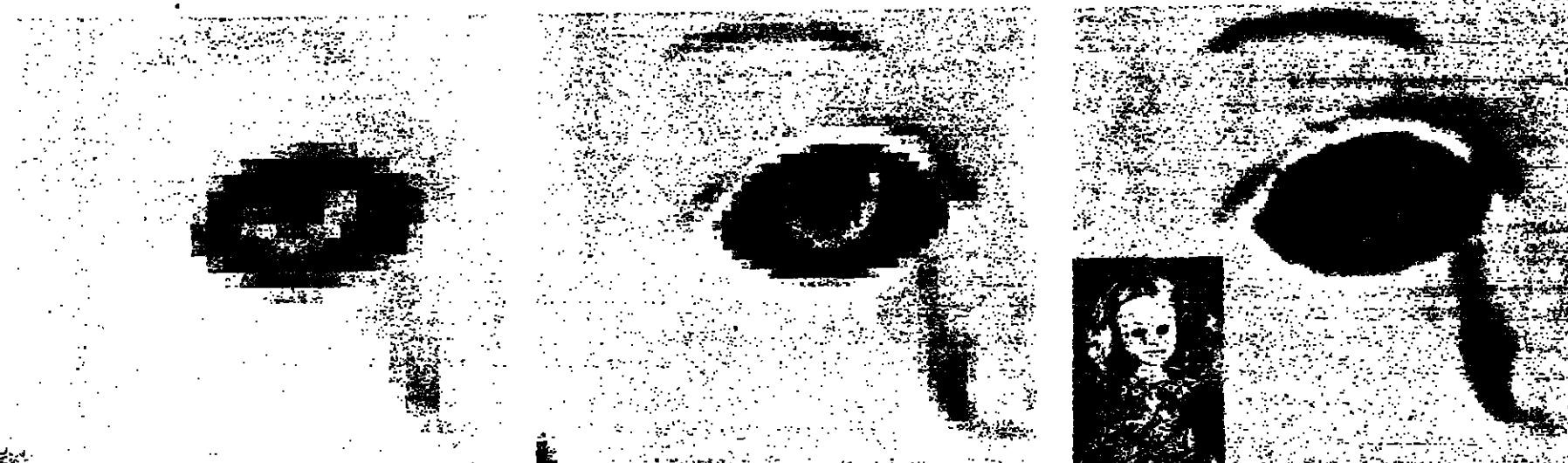
Le marché de la photo bouleversé par la percée du numérique

La qualité des appareils stockant des images sur des supports électroniques s'approche peu à peu du niveau de l'argentique traditionnel. Les fabricants de pellicule et les laboratoires de développement réagissent en proposant des services nouveaux

EN 1999, les appareils de photographie numérique destinés au grand public seront équipés de capteurs à 2 millions de pixels (points élémentaires de l'image). « À partir de ce niveau de qualité, la photo numérique rivalisera avec la pellicule argentique », affirme Didier Quillain, président du directoire d'Olympus France. De la part de l'un des grands fabricants d'appareils classiques, ce verdict n'est guère suspect. Chez Kodak, grand producteur de pellicules, on est pourtant beaucoup plus nuancé. Thierry Bouzac, directeur commercial de l'activité numérique, constate que « le numérique ne prend pas de parts de marché à l'argentique ».

Pourtant, la stratégie de Kodak s'articule autour de trois axes : l'APS, le nouveau format de pellicule lancé début 1996 (Le Monde du 3 février 1996), les marchés émergents (Chine, Inde...) et le numérique. Les deux dernières cibles sous-entendent que le numérique pourrait rapidement devenir la technologie photographique porteuse de croissance dans les pays développés. L'APS ? Didier Quillain estime qu'il s'agit de « l'ultime développement de l'argentique », en suggérant que « l'on aurait peut-être pu s'en passer ».

Il semble, en effet, que la photo numérique se développe beaucoup plus rapidement que prévu. Début 1995, un appareil numérique bas de gamme disposait d'un capteur de 300 000 pixels et



Agrandissement du même détail de l'image de la poupée (en médaillon) à partir d'une pellicule argentique (à droite) et à partir de photos prises avec un appareil numérique doté d'un capteur à 1,3 million de pixels (au centre) et à 780 000 pixels (à gauche)

coûtait 6 000 francs. Aujourd'hui, le MX-700 de Fujifilm revient au même prix mais compte 1,5 million de pixels. La performance a ainsi été multipliée par cinq en trois ans... C'est dire à quelle vitesse le numérique comble son retard sur l'argentique. De plus, le nombre de fabricants qui se lancent dans la course a fortement augmenté, et la concurrence sur les prix devient féroce. La compétition ne porte plus uniquement sur la qualité du capteur CCD (Charged Coupled Device) et son nombre de pixels, mais également sur les fonctions photographiques

des appareils. Le tout dernier Minolta, le Dimage EX 1500, qui sera commercialisé en janvier 1999 au prix de 7 000 francs, disposera certes d'un capteur de 1,5 million de pixels. Mais il renfermera un véritable ordinateur spécialisé dans le traitement des photos numériques. Son processeur spécialisé DCAM-101, développé avec LSI Logic, et son système d'exploitation multitâches Digital FlashPoint - déjà utilisé par Kodak (Le Monde du 31 août) - lui permettront de travailler à 3,5 images haute résolution par seconde. L'appareil importe, compresse et

enregistre dans sa mémoire interne 3,3 millions de pixels par seconde. De plus, il dispose de deux objectifs interchangeables (Zoom 38-115 mm et grand angle 28 mm) auxquels le capteur CCD est intégré. Il sera donc possible de faire évoluer l'appareil, en profitant des progrès de l'électronique, par simple substitution des optiques.

TROIS CAPTEURS

Au printemps prochain, Olympus commercialisera un appareil professionnel doté de trois capteurs de 4,5 millions de pixels chacun, soit un total de 13,5 millions de pixels pour environ 200 000 francs... Un tarif encore très élevé, mais qui laisse présager l'évolution rapide des appareils grand public. En septembre 1996, le Fujifilm DS 505 de Fujifilm, avec 1,3 million de pixels, revenait à plus de 50 000 francs tandis que de DCS 460 de Kodak (6 mil-

lions de pixels) était facturé 140 000 francs.

Les experts considèrent qu'une bonne photo obtenue avec une pellicule argentique 24 x 36 comprend de 20 à 20 millions de pixels. Le numérique : professionnel se rapproche de plus en plus de cette équivalence absolue, qui autorise les agrandissements les plus importants. Les appareils grand public sont déjà capables d'offrir des tirages en 10 x 15 qui ne se distinguent guère de leur homologues argentiques. Or ce format représente environ 95 % des tirages réalisés par le grand public.

Victor Jachimowicz, directeur des laboratoires d'essais de la FNAC, remarque néanmoins que les acheteurs d'appareils photo sont sensibles à la performance maximale de leur acquisition, même s'ils ne l'utilisent que très rarement. Pour l'instant, il juge

que les adeptes de la photo numérique se recrutent surtout dans les rangs des professionnels et des amateurs passionnés, « qui retrouvent les sensations du labo d'antan ».

D'ici peu, lorsque les derniers problèmes concernant le format des cartes électroniques de stockage des images (CompactFlash, SmartMedia ou Memory Stick de Sony) seront résolus et que la gamme des optiques se sera étendue, il ne restera plus beaucoup d'atouts à la pellicule argentique. D'autant que les imprimantes branchées directement sur les appareils permettent déjà, pour le format 10 x 15 cm, de se passer d'un ordinateur. Demain, la pellicule argentique couleur pourrait donc rejoindre son ancêtre noir et blanc dans le rayon réservé aux amateurs nostalgiques.

Michel Alberganti

Une révolution pour le commerce traditionnel

37 000 APPAREILS numériques ont été vendus en France en 1997. Ce nombre pourrait atteindre 80 000 en 1998, selon l'Institut GFK. D'autres analyses tablent sur 120 000 exemplaires. C'est dire l'explosion que s'approprie à connaître un marché qui, entre août 1997 et juillet 1998, n'a représenté, selon GFK, que 2 % du chiffre d'affaires total de la photo en France (17 milliards de francs).

Ce phénomène va bousculer toute la structure du commerce de la photo. L'absence de pellicule dans les appareils numériques, tout d'abord, pénalisera les ventes du support des images. La commercialisation des mémoires électroniques, qui sont rechargeables à volonté, ne saurait compenser le manque à gagner. Le tri avant impression aura, par ailleurs, un impact négatif sur la vente de papier. La prise de vue numérique permet, en effet, de visualiser le résultat immédiatement obtenu sur l'écran à cristaux liquides de l'appareil ou,

ultérieurement, sur l'ordinateur. On peut ainsi éliminer les photos techniquement ratées, mais aussi écarter toutes les images dont on n'est pas satisfait. Chez les plus exigeants, le déchet pourrait atteindre les 90 %.

Enfin, l'impression devient réalisable par les photographes eux-mêmes, sans recours aux professionnels. Ces caractéristiques particulières de la prise de vue numérique expliquent sans doute pour une bonne part le taux de satisfaction de ses premiers adeptes. En 1997, la FNAC a interrogé un millier d'acheteurs. Malgré un prix élevé et une qualité du matériel inférieure à celle qui est proposée aujourd'hui, 20 % des personnes interrogées se sont déclarées très satisfaites et 57 %, satisfaites de leur acquisition. A la question de savoir si l'appareil numérique remplaçait le 24x36 ou l'APS, 88 % des utilisateurs répondent par l'affirmative.

M. AL

Les souvenirs de famille s'impriment sur la Toile

A CÔTÉ de l'option « mat » ou « brillant », apparaît la mention « Internet ». Une révolution dans les travaux photographiques. Kodak et Fuji sont en train de mettre en place des services d'imagerie numérique en ligne. Le premier teste son système PhotoNet depuis le 28 septembre dans deux villes américaines, Salt Lake City et Indianapolis, et prévoit de le lancer en Europe en 1999. Le FujifilmNet a été dévoilé le 12 février. Il offre des services identiques.

Lorsqu'un photographe amateur dépose son film chez un revendeur, il peut commander une numérisation de ses photos. En retirant son film développé et ses tirages, le client se voit remettre une carte de membre du réseau Kodak ou Fuji et un mot de passe confidentiel. De retour chez lui, il peut aussitôt visualiser ses images sur Internet à partir de son ordinateur.

Cette subtile combinaison de l'argentique et du numérique délivre un message commercial clair. Les fabricants de pellicules et les laboratoires de travaux photos se préparent au choc du numérique

en tentant de prendre en charge une partie des opérations de traitement des images. Histoire de ne pas perdre pied sur ce marché juteux. Une telle réaction se produit à un moment stratégique. La photo numérique reste encore marginale, même si les ventes d'appareils explosent. Kodak et Fuji prennent l'initiative, afin de retarder l'échéance de la substitution de l'argentique par le numérique.

TRANSFERT SIMPLIFIÉ

Trois types de services sont expérimentés aujourd'hui : la borne de traitement, la grille de CD et la publication sur Internet. Le premier permet de numériser soi-même, dans un magasin, un tirage sur papier, de traiter l'image avec un logiciel et de l'imprimer, tout comme il l'aurait fait sur un ordinateur personnel. Le second fournit un enregistrement numérique haute définition des photos sur un CD Photo, parallèlement à leur tirage sur papier. Le dernier service transfère les images sur la Toile.

Ces prestations concernent les photographes qui ne disposent pas d'appareils numériques mais qui possèdent un ordinateur. Elles offrent un transfert simplifié et en haute définition de l'argentique vers le numérique. Pourtant, alors que la difficulté technique du développement et du tirage de photos en couleur met ces opérations hors de portée du grand public, il n'est pas de même avec l'image électronique : un appareil de photo numérique, voire un simple numériseur (scanner) coûtant de 1 000 à 1 500 francs, permettent de réaliser soi-même la plupart des opérations proposées. La stratégie des fabricants repose sur une offre de qualité et de simplification du travail.

Reste à savoir quel nouvel équilibre s'établira entre les travaux confiés aux revendeurs et ceux qui seront réalisés à la maison. Kodak et Fuji ont expérimenté leurs nouveaux services cette année et ils les déploieront en 1999. Histoire d'habituer le plus vite possible les consommateurs à sous-traiter leurs travaux numériques.

M. AL

Du 1er décembre 98 au 15 janvier 99,
SFR vous offre une place adulte et une place enfant.

Vous ne faites pas partie

vous ne parlez pas

Tapez **7732** (soit le 7732)*

sur votre portable pour **réserver** vos places
pour le **Cirque de Moscou**.

Abonnés SFR, pour toute place adulte achetée,
une place enfant est **offerte**.

Avec **TICKET+**

SFR est une marque de **cegecel**

SFR. LE MONDE DES SERVICES EST À VOUS.

Pour Volkswagen, le diesel peut s'écrire avec un V

Le V6 qui équipe la Passat consacre les nouvelles performances des moteurs fonctionnant au gazole

LES PERFORMANCES du diesel ne se mesurent plus seulement en économies de carburant mais aussi en performances dynamiques. Désormais, il est surtout question de reprises ou d'aptitude aux dépassements, et plus seulement de puis de revient au kilomètre. Cette motorisation, hier encore jugée un peu pataud, s'est forgée en quelques années une image très technologique, en recourant aux turbos, à l'injection directe et à la « rampe commune » qui permet d'atteindre des pressions plus importantes et, par conséquent, des rendements meilleurs. Plus d'un moteur à essence pâlit d'envie devant les chronos affichés par les nouvelles générations de 6-cylindres « mazout » de 3 litres, qui atteignent respectivement 177 chevaux chez Mercedes et 183 chevaux chez BMW.

Devenu un domaine de prédilection des constructeurs allemands, le diesel est en train de franchir une nouvelle étape avec l'apparition de moteurs en V. Introduit sur la gamme Audi depuis un an et demi, le V6 Tdi (turbodiesel) à injection directe, 6 cylindres inclinés à 90 degrés) mis au point par les ingénieurs de Volkswagen va prendre une nouvelle dimension commerciale à partir de janvier 1999. A cette date, il sera disponible sur la Passat, qui a contribué à faire sortir la marque de la « monoculture Golf ». Faut-il rappeler que, en France, 40 % des véhicules neufs sont des diesels et que seules 20 % des Passat sont commandées avec un moteur à essence ?

Un diesel avec un V ? Les esthètes, qui estiment que cette architecture, réservée aux grosses cylindrées sportives et aux voitures américaines, ne peut carter qu'à l'essence, vont friser l'apoplexie. Au démarrage, la sonorité de ce V6 surprend. Elle ne diffère pas vraiment du bruit caractéristique des diesels dont les cylindres sont disposés en ligne. On apprécie cependant l'absence de vibrations. Sur route, la Passat est heureusement plus convaincante. Bien élevé, le V6 monte rapidement en régime avec une poussée parfaitement linéaire. Énergiques, sans pour au-



tant coller le conducteur contre le dossier du siège, les accélérations sont progressives et l'on apprécie le remarquable silence de fonctionnement. C'est d'ailleurs efficace, mais les gardiens du temple trouveront l'ensemble un peu neutre. On ne retrouve pas les impressions gratifiantes (bruit caractéristique, rauque et un peu gras, sensations moins amorties, roues plus vigoureuses) des moteurs en V classiques. Reste que la souplesse d'utilisation du V6 diesel est fort agréable en toutes circonstances.

Bien servi par une efficace transmission automatique à cinq rapports (qui peut, par un simple basculement du levier, être utilisée manuellement avec une commande séquentielle), la Volkswagen offre un tel couple disponible que l'on peut accélérer ou rétrograder sans à-coups. Pas besoin de relancer la mécanique en écrasant l'accélérateur. Quel que soit le régime, les 150 chevaux sont toujours prêts à sonner la charge et, de surcroît, la consommation reste dans des limites tout à fait acceptables : autour de 8 litres aux 100 kilomètres en moyenne. « Ce qui compte, aujourd'hui, ce n'est plus la vitesse de pointe d'une voiture mais sa capacité à réaliser des dépassements rapides, pour être plus sécurisante. Voilà pourquoi le V6



Le levier de vitesses de la Passat V6 Tdi offre le choix entre l'automatisme intégral et le mode séquentiel (comme sur une Formule 1)

diesel nous paraît adapté aux attentes des conducteurs, notamment ceux qui parcourent beaucoup de kilomètres », estime-t-on chez Volkswagen.

Le moteur de la Passat V6 Tdi (24 soupapes) est dérivé d'un groupe propulseur essence appar-

au début des années 90. L'un des intérêts de l'architecture en V à 90 degrés est d'occuper un moindre espace dans le compartiment moteur. Court et très ouvert, il est installé en position longitudinale. Une nouvelle pompe d'injection est implantée au centre du V, à proximité des injecteurs. Sans qu'il soit nécessaire d'investir dans une coûteuse « rampe commune », la pression d'injection atteint 1 500 bars, contre 1 200 bars pour les actuels Tdi 4 cylindres Volkswagen. Résultat : une plus grande efficacité, davantage de souplesse et moins de rejets polluants.

La marque allemande, qui - non contente d'avoir racheté le constructeur Bentley - nourrit de grosses ambitions dans le haut de gamme, compte bien valoriser son V6 pour prendre pied sur le marché de l'automobile de prestige. Autre nouveauté, le diesel est en effet devenu un argument pour convaincre les amateurs de luxe, dont une partie non négligeable circule avec des voitures appartenant à leur société.

La Passat V6 Tdi impose un supplément de prix de 50 000 francs par rapport aux classiques Tdi de 90 et 110 chevaux. C'est beaucoup, même si ce moteur inédit chez Volkswagen procure un agrément de conduite nettement au-dessus du lot. La légitime satisfaction de ne déboursier qu'à peine 300 francs pour réaliser son plein de gazole ne doit pas faire illusion. En fait, le V6 convient aux gros rouleurs, ceux qui parcourent plus de 30 000 kilomètres par an.

Jean-Michel Normand

* Volkswagen Passat V6 Tdi, à partir de 189 900 francs (berline) et de 197 200 francs (break). Puissance fiscale : 10 CV. (La chronique automobile reprendra dans notre édition datée 10-11 janvier.)

Galerie Jacques Gautier
36, rue Jacob 75006 Paris
téléphone 01.42.60.84.33

Rétrospective Jacques Gautier : musée des Arts Décoratifs Mars 1999

DÉPÊCHES

■ **RÉVEILLON.** Le 31 décembre, les 250 stations-service BP de la région parisienne offriront un alcool gratuit aux automobilistes qui feront le plein d'essence (30 litres minimum).

■ **SÉCURITÉ.** Le nombre de tués sur les routes a augmenté de 2,5 % au cours du mois d'octobre, ce qui porte, depuis le début de l'année, à 8 312 le nombre de morts, soit une augmentation de 3,6 %. « Le nombre de tués, qui diminuait depuis 1995, retrouve son niveau de 1994 et 1995 », constate la Sécurité routière.

■ **PRÉVENTION.** La Prévention routière (PR) a décerné à la ville de Saint-Herblain, dans la banlieue de Nantes, son Echarpe d'or 1998, qui récompense les politiques locales dans le domaine de la sécurité routière. La PR rend hommage aux « actions d'éducation routière, d'aménagement des infrastructures et de sensibilisation au problème de l'alcool au volant » menées par la municipalité.

■ **AUTOROUTE.** La Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône lance un nouveau service téléphonique capable de donner des indications relatives aux péages, aux heures de départ les plus favorables, les prévisions météorologiques, notamment. Le 0-803-07-10-77 est accessible de 6 heures à 21 heures du lundi au vendredi, et de 8 h 30 à 18 heures les samedis, dimanches et jours fériés.

■ **MERCEDES.** Version « routière » à peine assagie du modèle vainqueur du championnat du monde FIA-GT, la Mercedes CLK-GTR sera commercialisée à vingt-cinq exemplaires au prix de... 11 millions de francs. Son moteur V12, de près de 7 litres de cylindrée, développe 612 chevaux et peut l'amener à 320 km/h.

■ **SUZUKI.** Le Wagon R, le tout petit monospace haut sur pattes de Suzuki, s'est vendu à 3 500 exemplaires en 1998. La marque japonaise compte confirmer ce succès inattendu en 1999 en atteignant la barre des 4 000 avec l'apparition d'une version mieux motorisée (avec un 1,2 litre) et une version 4x4.

■ **MITSUBISHI.** La cinquième génération de la Colt, petite citadine apparue pour la première fois en France en 1979, vient d'être présentée par Mitsubishi. Équipée en série de l'air conditionné et d'un Airbag (côté conducteur), elle est disponible avec un moteur de 1,3 litre, en attendant un 1,6 litre dans quelques mois. Prix : 79 900 francs.

■ **PORSCHE.** La gamme des « 111 s'enrichira, en mai, d'une nouvelle version, la GT3, particulièrement musclée. Sa cylindrée sera portée de 3,4 à 3,6 litres et sa puissance atteindra 360 chevaux. Il ne lui faudra que 4,8 secondes pour atteindre 100 km/h.

Un objectif de 5 000 ventes en France

En 1999, Volkswagen compte commercialiser un peu plus de 5 000 berlines et breaks V6 Tdi, soit un cinquième des ventes du modèle. Elles seront proposées en version Confort (189 900 francs en berline, 197 200 francs en break) et sport, avec un châssis surbaissé (196 100 et 203 400 francs). Parmi les équipements de base figurent quatre airbags (frontaux et latéraux), le freinage ABS avec répartiteur électronique, l'antipatinage, la climatisation et la transmission automatique avec commande séquentielle Tiptronic. Fin 1999, une version à boîte de vitesses manuelle à six rapports sera lancée.

La Passat n'a vraiment décollé qu'à partir de 1997 avec l'actuelle génération, très proche de l'Audi A4. Élegante mais handicapée par un habitacle d'une infinie tristesse, la Volkswagen est également disponible avec deux moteurs essence en V : 2,3 litre VR 5 (150 chevaux), à partir de 143 700 francs, et 2,8 litres V6 (193 chevaux), à partir de 198 100 francs.

Les constructeurs s'intéressent à l'assurance automobile

POUR LA PREMIÈRE FOIS en France, une marque automobile vient de créer sa propre société d'assurance. Volvo Assurance, filiale du groupe suédois, souhaite « développer un faisceau de services en direction de ses clients pour simplifier leur vie d'automobilistes, gérer l'inattendu, faire face à tous les problèmes pratiques et contribuer à entretenir une relation de confiance entre les possesseurs de Volvo et la marque ». Édouard de Lamarzelle, directeur de la nouvelle structure, se fixe pour objectif de convaincre 20 % des quelque 10 000 personnes qui, chaque année, achètent une Volvo neuve en France. « Nous ne sommes pas forcément les moins chers mais nous privilégions le rapport qualité-prix en allant plus loin dans les garanties », estime-t-il. A terme, des contrats pourraient être proposés aux acquéreurs d'une Volvo d'occasion.

A ses assurés, Volvo garantit un calcul plus avantageux de la valeur du véhicule en cas de destruction ou de vol, divers produits d'assurance et des exonérations de franchise (bris de glace, court-circuit, etc.) ainsi que la mise à disposition d'un véhicule de remplacement en cas d'immobilisation prolongée de sa voiture. Volvo-Assurance, qui se charge de la partie dommages, s'est associée avec Commercial Union Assurances pour ce qui concerne la responsabilité civile et la

protection juridique. Un accord a également été conclu avec Mondial Assistance. Cette formule, que Volvo expérimente depuis longtemps en Europe du Nord, doit permettre au constructeur de proposer au client une prise en charge correspondant à un « service global ». Bref, il ne s'agit plus seulement de vendre une voiture et d'assurer son entretien. Pour le fidéliser, il faut désormais proposer toutes les prestations - crédit, assurance, reprise - liées à la possession d'une automobile.

SMART DE RECHANGE

Plutôt que d'entrer de plain-pied dans le monde de l'assurance, Smart a préféré conclure un partenariat avec les assurances Zurich, société déjà choisie par la marque Saab, dont elle assure aujourd'hui un acheteur sur cinq. Au terme de presque trois mois de commercialisation (1 800 ventes en France, ce qui est à peu près conforme aux prévisions), plus de 70 % des clients Smart ont souscrit une assurance avec Zurich. Sans prétendre offrir les tarifs les moins élevés, le groupe insiste surtout sur les prestations et les services : Smart de remplacement en cas d'immobilisation, assistance sans franchise kilométrique, garantie étendue à tous les accessoires, prise en charge intégrale des bris de glace - y compris le toit en verre de la Smart - et inter-

vention immédiate en cas de crevaison (la petite voiture germano-helvético-française ne possède pas de roue de secours).

Ces efforts, même s'ils ne sont pas toujours couronnés de succès - apparemment, les Français n'aiment pas trop quitter un assureur qui leur donne satisfaction surtout lorsqu'il s'agit d'une mutuelle - font aussi les affaires des compagnies d'assurance. En effet, ils leur permettent de sélectionner naturellement les assurés : compte tenu de leur profil social et de leur comportement au volant (plutôt raisonnable), les conducteurs de Smart, de Saab ou de Volvo sont des clients particulièrement intéressants pour un assureur.

Pour toutes ces raisons, les grandes marques dont le recrutement est beaucoup plus large et hétérogène, sont moins courtisées par les compagnies. Toutefois, certains constructeurs proposent une assurance incluse dans un ensemble plus large de prestations. C'est, notamment le cas de Renault, qui propose depuis mi-1998, le service « Location 1, 2, 3 » qui comprend une location avec promesse de vente sur deux ou trois ans, un contrat d'entretien et une assurance auprès de CPA, filiale de la MAAF.

J.-M. N.

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois automatiquement. Vous pouvez bien sûr le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires arrivés pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.E., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. Le Monde s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPECIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je pouvais faire suspendre ou suivre mon abonnement par La Poste pendant les vacances.

Bulletin d'abonnement

☐ OUI, je désire m'abonner au Monde pour seulement 173 F par mois (26 numéros) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Prénoms : _____

Nom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

Code postal : _____

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR

N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER

Le Monde

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : _____

Prénoms : _____

N° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Centre d'apport)

N° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code établissement Code client N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Code client

N° de compte

Recevez Le Monde chez vous pour seulement

173 F* par mois



En vous abonnant au Monde vous êtes certain de ne manquer aucun rendez-vous avec l'actualité, aucun dossier, reportage, article correspondant à vos centres d'intérêt. Vous recevez bien sûr tous les suppléments et cahiers spéciaux à paraître dans l'année.

Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31-12-1998.

CHANSON Dans l'entretien qu'elle a accordé au *Monde*, la chanteuse Juliette Gréco dit, à nouveau, sa haine des dictatures et des oppressions. Elle revient notamment

sur une soirée de gala au Chili, en 1981, qui était retransmise en direct à la télévision, durant laquelle elle a interprété, face aux membres du régime dictatorial d'Augusto Pinochet,

des chansons interdites. ● **SON NOUVEAU ALBUM** vient de sortir, cinq ans après une précédente collaboration avec Etienne Roda-Gil. Les textes d'*Un jour d'été* et quelques

nuits... ont été écrits par Jean-Claude Carrière, homme de théâtre, qui aime le conte, la sagesse orientale et les visions cinématographiques. ● **UN LIVRE** de photogra-

phies permet de suivre, entre instantanés et portraits posés, le parcours de l'ancienne muse rebelle de Saint-Germain-des-Près, depuis la fin des années 40 jusqu'à 1997.

Un nouveau disque et un livre de photographies pour Juliette Gréco

Dans l'entretien accordé au « Monde », la chanteuse revient sur ses combats contre les dictatures, l'extrême droite, les oppressions. Elle dit se méfier de la notion de « repentir », parle d'écologie, de sa rencontre artistique avec Jean-Claude Carrière, de la scène

« Votre nouveau disque, *Un jour d'été* et quelques nuits, vient de paraître. Vous dites qu'il vous tient à cœur. Pourquoi ? »

« Il y a des chansons comme *Train de nuit* qui sont un devoir de mémoire. Beaucoup d'enfants ne savent pas du tout ce qu'est un camp de concentration, ce que sont le nazisme, l'extrême droite. Et pourtant, ça continue... Quand Pinochet était au pouvoir au Chili, j'avais rencontré ici des femmes dont les enfants ou les maris avaient été tués. Des gens qui avaient été torturés et ne pouvaient plus marcher. J'étais allée chanter au Chili en 1981. La salle était remplie d'officiers et de militaires, avec leurs dames - elles se ressemblaient toutes, elles ont toutes les mêmes Chanel ou Hermès, souvent faux, les mêmes bijoux, les mêmes couleurs de cheveux. Et quand, avec Gérard Jouannest, nous avons vu ce parterre, nous avons déterré *Les Cimetières militaires*, de Pierre Louk, plus quelques petits trucs sévères inscrits à notre répertoire - on n'en manque pas. Je suis entrée en scène triomphalement et je suis sortie dans un silence de mort. Ce silence-là est l'un des plus beaux triomphes de ma vie. »

« Vous a-t-on reproché alors d'être allée chanter au Chili ? »

« Mais de quel droit ? Avec moi, il n'y a pas d'équivoque, ou alors, il faut être sourd, depuis le temps que cela dure. Ah ! Pinochet, cet homme, prenant la route pour se rendre devant un tribunal et y écouter une sentence après avoir traîné des gens dans des culs-de-basse-fosse ! Ce fut un moment de pure jouissance, de pur bonheur. On a vu que Pinochet a de bons avocats, mais on attend avec une grande impatience que la justice se fasse. Il faut être puni quand on a fait ce mal. »

Hauts faits et passes d'armes

Du 7 au 16 juillet 1981, Juliette Gréco est en tournée au Chili. Augusto Pinochet est au pouvoir. Une soirée de gala est prévue, retransmise en direct à la télévision. Gréco interprète alors des chansons interdites par la dictature militaire, invite des artistes censurés à chanter à ses côtés, sans qu'aucune intervention policière soit possible. Ensuite, Gréco, Gérard Jouannest et leurs musiciens sont accompagnés à leur hôtel *manu militari*. Leurs passeports sont confisqués ; ils quittent le Chili le lendemain.

Juliette Gréco, par ailleurs, ne manque pas de terminer ses récitals par *Le Temps des cerises*, air emblématique de la Commune de Paris. En 1983, elle crée en scène *Marchés*, nous revivons de Jean Ferrat. Cruellement mise à nu, l'actualité du totalitarisme - de Pétaïn à Le Pen - effraie encore les radios ; la chanson n'a été diffusée qu'une fois, chez Pierre Bouteiller.

« Vous ne laissez pas le droit au repentir ? »

« Aujourd'hui, tout le monde demande pardon, même Bill Clinton ! C'est pour cela que j'ai quitté la religion catholique. Parce que la confession ne semblait épouvantable : un *pater* et trois *ave* et on est lavé de tous ses péchés ! C'est gonflé. En plus, c'est un type enfermé dans un confessionnal, ravi qu'on lui raconte des cochonneries, qui vous donne l'absolution ! Si Dieu existait, il serait vexé comme un pou. Il faut être digne. C'est au nom de la dignité humaine qu'il faut se battre contre le chômage qui humilie. C'est plus urgent que de se repentir. Et se repentir de quoi ? D'avoir éjaculé sur une robe bleu marine ? Ah ! elle est bien la maman qui a gardé la robe, elle est épatante, elle est recommandable ! »

« A votre avis, comment vont les femmes aujourd'hui ? »

« Les femmes sont fatiguées. Nous retournons à des temps étranges où les femmes perdent leur force. A force de trimer, elles se disent qu'il serait peut-être mieux de rester à la maison et de broder, de mener une vie un peu plus « luxueuse ». Que retourner à l'état d'épouse serait moins crevant. C'est un mauvais calcul, inquiétant. Mais cette société n'est toujours pas faite pour elles. La femme ordinaire est héroïque, celle qui fait le petit-déjeuner pour tout le monde, travaille à l'extérieur, repasse, cuisine, nettoie. Et éventuellement, quand Monsieur rentre, il faut faire la pute. Et M. Boutin, qui incarne un mauvais feuilleteur d'un mauvais journal catholique. Merdique, quoi. Et très ennuyeux. »

« On est en train d'endormir les femmes qui n'ont pas une culture suffisante pour s'assumer. La culture des femmes, c'est grave, aussi. Elles en ont été si longtemps écartées, enfermées chez elles. Et tout cela revient. Même chez les bons maris, il y a le petit œil mi-clos de la domination qui n'attend que le moment de sauter de sa cachette. »

« Votre album précédent avait été écrit par Etienne Roda-Gil. Celui-ci par Jean-Claude Carrière. L'un rouge, anar, catalan. L'autre homme de théâtre et de cinéma, plus sage. »

« Etienne Roda-Gil est un cri. Avec Etienne, on s'aime vraiment, d'amitié, ce qui est le plus fort. Dans les amours débout, Etienne est un des êtres que je préfère. Il est proche de mon côté insoumis, révolutionnaire et actif. C'est une autre part de moi-même. L'univers de Carrière est clair, évident, car il y a chez lui une sorte de calme oriental, on l'entend dans *La Porte du jour*, une chanson d'amour voluptueuse écrite en hommage à Sadi. Mais ce disque est aussi un cri. Contre le mépris de l'écologie, par exemple. Nous sommes en train de la polluer sévèrement, notre petite planète chérie, au nom du profit. Ce que je trouve assez mal élevé. »

« J'avais rencontré Jean-Claude Carrière alors que je vivais depuis peu de temps avec Michel Piccoli. Carrière raconte qu'il avait deman-



Fort-Archambault (Tchad), tournage des « Racines du ciel », de John Huston, 1958.

dé à Piccoli d'amener Juliette Gréco dîner chez lui, car depuis la Rose rouge il venait m'éconter chanter. C'est charmant. Bien plus tard, j'ai lu son recueil de poésies, *Chemin faisant*. Je l'ai aimé, je l'ai donné à Gérard Jouannest. Il a plongé dedans. Je chante ces poèmes avec un plaisir total. *Un jour d'été* et quelques nuits... est un disque-livre, avec un accompagnement (François

Rauber), une mélodie (Gérard Jouannest), une écriture (Jean-Claude Carrière) et une voix, et c'est harmonieux ainsi.

« Je l'ai voulu en papier, pas en matière plastique. J'ai souhaité qu'on le lise. La photographie de couverture a été prise par Irnel Jung, sur la Côte d'Azur, par un printemps frisquet, il y avait des expositions de sculptures sur toutes

les plages (le cliché montre Juliette Gréco appuyée sur un faux couteau géant planté dans le sable de la plage de la Voile rouge à Saint-Tropez). Elle est assez surréaliste, évocatrice de féminité et de violence... Cette petite fourmi n'aurait, appuyée sur ce grand couteau, avec un sourire assez radieux... Mon père était corse, je suis née un couteau virtuel à la

main. Celui-ci est planté dans le sable comme une menace, mais j'espère que la présence de la femme efface la terrible chose : la lame. »

« *Un jour d'été* est une chanson construite comme un film, *La Réponse du roi* est un conte : « *Un roi de l'Hindoustan, pour un crime sans doute infâme, fut puni par les dieux, et très sévèrement, puisqu'il fut transformé en femme*... »

« C'est au nom de la dignité qu'il faut se battre »

« Le roi de l'Hindoustan a pris une forme féminine. Il sait qui, dans l'acte d'amour, de l'homme et de la femme, connaît le plus de plaisir - la femme (« C'est même, dit le roi, un plaisir si puissant que les déesses nous l'envient, c'est plus haut que le ciel, plus doux que l'océan, c'est la joie même de la vie »). Jean-Claude Carrière est un conteur, et un grand scénariste. Je vois défilé la chanson à chaque fois que je la chante, avec des odeurs, des couleurs différentes, le sel, la mer, le coup de soleil, le sable qui gratte, et la mort. Elle est cruelle. Je vois tout. Je la connais, la gueule du mec. Ses yeux sont bleus, désespérément bleus, de tous les bleus du monde. Je ne dis jamais bleu de la même façon, le bleu fonce, s'éclaircit. On dirait un film de Franju, *Les Yeux sans visage*. Une paire d'yeux avec un drame autour. Je l'ai créée en public à l'Olympia, en 1993. »

« La scène est-elle toujours aussi importante pour vous ? »

« Je donne tout ce que je peux tout le temps, je suis complètement ouverte. En moi, l'enfant est intacte. Je sais ce que veut dire « se donner ». Elle s'est donnée à Machin, dit-on : eh bien oui, je me suis donnée à Machin, à eux, que je ne connais pas, qui n'ont pas de nom, cette accumulation de regards, de souffles, de cœur. En scène, Brel adorait être dévasté. J'adore être dévastée. »

Propos recueillis par
Véronique Mortaigne

Toujours l'insoumission dans un enregistrement aux allures de collage

IMPOSSIBLE de tronçonner Juliette Gréco, de prendre et de jeter à sa convenance : Gréco est entière, on l'aime ou non. Mais elle est aussi diffuse, multiple, à la fois immédiatement en face et lointaine. C'est un bizarre mélange - le bloc et l'anguille - dont Etienne Roda-Gil qui lui avait écrit les textes de *Juliette Gréco*, l'album précédent sorti en 1993, avait résolu l'équation en appliquant les grilles de son propre chaos intérieur. L'album avait ses fissures, ses aspérités, il était tout sauf consensuel. Il s'échappait du sens commun par les glissements perpétuels et non calculés des mots.

Pour *Un jour d'été* et quelques nuits... elle a choisi un auteur au conformisme doux, Jean-Claude Carrière, un homme de l'establishment théâtral qui aime le conte, la sagesse orientale et les visions cinématographiques.

Là où Roda-Gil, l'anarchiste rouge d'origine catalane, lui faisait chanter sans fard : « Putain ! Que les femmes sont belles », ou encore « Je peins mes lèvres et mes ongles en noir pour que Mickey détraillé », Jean-Claude Carrière écrit « Devine ce que je te propose en venant près de toi m'asseoir / Tu as des idées roses, j'ai des bas noirs ». C'est toute la différence. Roda-Gil, l'auteur de l'abscons *Patineur* chanté par Julien Clerc, se plaît à cultiver la connivence : il faut être soi-même un peu anarcho-pacifiste pour entendre comme il se doit : « Le cœur des angouilles, des rousses et des filles, le cœur des canons chromés d'acier blond ». Les ventes n'ont pas suivi comme il se devait, Juliette Gréco a changé de maison de disques, et rejoint les rangs de Meys - celle de Jean Ferrat et d'Isabelle Aubret.

Un jour d'été et quelques nuits... permet d'ores et déjà à Juliette Gréco de renouer avec le succès populaire, avec *Paris-Match* et RTL, sans se couper de ses bases intellectuelles. Mais il y a du collage dans l'air, à l'image de cette photographie de couverture - Gréco appuyée sur un couteau, une méchante sculpture décorative. Gérard Jouannest, pianiste et compagnon de Juliette Gréco au civil, a composé les musiques. Elles sont belles, à

l'instar de celles qu'il a déjà données à Gréco, et à Jacques Brel dont les chansons doivent aussi beaucoup à l'orchestrateur François Rauber dont les arrangements complexes sont dosés aussi savamment qu'un parfum. Ils rêvent leur vie. Ils occupent un espace laissé libre par une distance imposée à la voix de la chanteuse - qui a choisi de nimer la voix de Gréco d'une telle réverbération ? Juliette Gréco chante toujours bien. Elle n'en a pas besoin.

LA VOIX, LE MORDANT

Eblouissants sur le premier titre, *Un jour d'été*, les arrangements aériens de cordes de Rauber s'uniformisent. La parole de Carrière n'a pas la cadence suffisante pour les attraper, pour leur éviter d'être livrés à eux-mêmes. Ce sont peut-être les effets de ce que Juliette Gréco qualifie gentiment chez Carrière de « sagesse orientale ». Mais Jean-Claude Carrière aime le cinéma. *Un jour d'été*, qui ouvre l'album, est chanté par Gréco, une chanson magnifique - la voix, les images, le mordant, la cohabitation du soleil et du drame. Carrière a écrit ici un scénario en un court poème, et Juliette Gréco y exprime son rayonnement - ah ! ce « Je refusai » catégorique !

En 1993, elle chantait *Si la bête a bu* et, aujourd'hui, *C'était un train de nuit* ici, la critique est impuissante. Sur ce sujet, si grave, Gréco est intouchable, intacte, sincère jusqu'au moindre soupçon. Et l'on remerciera Jean-Claude Carrière d'avoir rendu intelligible la déporta-

tion et la détresse sans céder au langage elliptique qui est le lot des jeunes auteurs. Car, lorsqu'on s'appelle Juliette Gréco, muse de la chanson, reconnue internationalement comme la représentante la plus vivante de cet art né ici, il n'est pas aisé de continuer de travailler avec une telle vivacité. Il lui faut trouver des textes originaux, rester elle-même, refuser qu'on lui impose des touches de fausse modernité - une petite rythmique techno par ci, un auteur commercialement à la mode par là. Pas de mensonge pour Gréco. Pas d'Obispo caméléon. Pas de morcellement. Du calme. C'est un droit qu'elle a gagné, et qui n'entame guère son insoumission. Et, comme l'écrit Carrière, « Rien n'est vain ».

V. Mo.

★ *Un jour d'été* et quelques nuits... 1 CD Meys MEY 74479-2.

Par l'auteur d'ARCHIBALD (700 représentations en France)
LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES
Comédie satirique
THÉÂTRE DES MATHURINS
01 42 65 90 00 / 01
ETUDIANTS 100 F

Une présence incroyable

MANQUENT la voix, l'alture sexy, le mouvement, et pourtant il y a le regard de Gréco, ses yeux immenses, une présence incroyable, une personnalité qui occupe l'espace, le domine, s'impose, depuis la fille de Saint-Germain-des-Près et de Saint-Tropez, à la fin des années 40, jusqu'à la dame en noir qui reçoit chez elle, en 1997, un chien dans les bras.

Gréco en cent vingt-quatre photographies, dans un album, sans qu'on puisse la figer dans une époque, un rôle, un statut. Des instantanés et des portraits posés. Seule, à la plage, jouant aux cartes, chez le coiffeur ou surprise nue dans son lit, en 1949, en train de mettre un disque sur le pick-up. Souvent très bien accompagnée,

par des hommes, qui, au-delà de leur notoriété, ébauchent une biographie dense. L'égérie de Miles Davis, la compagne vénérée du producteur (au cigare) Darryl Zamuck, la femme de Michel Piccoli. Et puis Gréco avec Boris Vian, Sidney Bechet, Charles Trenet, Léo Ferré, Tyrone Power, Otto Preminger, Anthony Perkins, Serge Gainsbourg, César, Jacques Prévert, Georges Brassens, Yukio Mishima, Françoise Sagan.

Gréco en famille et en tournée avec le fidèle Gérard Jouannest. Au cabaret La Rose rouge ou à Bobino, au Japon, en Afrique, devant le paquebot *France*, à Venise, à Berlin et à Arles (face au taureau). Gréco qui défille pour Schiaparelli et porte la robe de mariée pour Dior. Au

théâtre avec Raymond Queneau ; au cinéma dans *Orphée* de Cocteau, en religieuse pour Melville, actrice de John Huston, face à Orson Welles. Il y a des photographes anonymes et d'autres connus. Dudoignon, Charbonnier, Depardon, Sam Levin, Roger Parry, Roger Corbeau, Raymond Volinquel, Arno Fischer... Il y a une femme qui attrape sacrément bien la lumière. Solarisée et blanchie par Man Ray, noire jusqu'au rimmel des qu'elle entre en scène.

Michel Guerrin

★ Juliette Gréco, présentation de Josyane Savigneau, éd. Actes Sud / Lemaec, 150 p., 124 photos, 198 F.

Plus d'un an de succès pour « Djurdjurassic Bled », de Fellag, grand comique algérien

Partout en France, le comédien affiche complet avec ce qu'il appelle son « théâtre de santé publique »

Programmé pour un mois en décembre 1997 dans un café-théâtre toulousain, le spectacle *Djurdjurassic Bled*, de l'Algérien Fellag ne cesse

depuis lors de tourner dans toute la France. Avec délicatesse, tendresse et humour, le comédien, jusqu'ici habitué au succès populaire en Al-

gérie mais peu connu en France, parle de l'Algérie, de ses plaies, de ses douleurs intimes, de ses rapports avec la France.

CHACQUE FOIS que le comique algérien Fellag joue son spectacle *Djurdjurassic Bled*, le théâtre affiche complet. Pendant deux heures, l'acteur parle de l'Algérie, de ses plaies, de ses douleurs intimes, de ses rapports avec la France. Français et Algériens ensemble, rient de bon cœur, subjugués par le théâtre de la tendresse inventé par ce conteur en chemise à pois et bretelles rouges. « C'est un théâtre de santé publique », blague-t-il.

Djurdjurassic Bled a été créé en français à l'automne 1997, pendant deux semaines, dans un café-théâtre toulousain : dès le cinquième soir, la salle est comble. A Paris, il est accueilli pour un mois au Théâtre international de langue française, à partir du 26 décembre 1997 (*Le Monde* du 31 décembre 1997). Le succès est tel que le Théâtre ajoute dix représentations, prises d'assaut en deux jours.

Fellag, un comédien habitué au succès populaire en Algérie mais peu connu en France, est programmé à nouveau pour sept semaines au même endroit, en avril et mai 1998 : toutes les soirées afficheront complet. Entre-temps, il donne quelques représentations en province. En juillet, il joue un mois à Avignon, au Théâtre du Chêne noir. A partir du troisième soir, la salle est pleine à craquer. De la fin

septembre au tout début décembre, il tourne en France, donnant soixante représentations. Le 7 décembre, il s'installe pour un mois au Théâtre des Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, dans le 10^e arrondissement de Paris. Toutes les places sont déjà vendues jusqu'au dernier jour, le 3 janvier 1999. Au cours de ces 170 représentations en un an, environ 50 000 personnes ont vu le spectacle. Pour 1999, l'agenda de Fellag est déjà plein : il passera notamment un mois à Marseille au Théâtre de la Criée en octobre. « En décembre 1999, j'arrête pour préparer mon prochain spectacle », annonce-t-il.

« ENTRE NOUS, ON S'AVOUE »

Complet, le spectacle de Fellag l'est aussi par son public. Jeunes et vieux, hommes et femmes, lettrés et illettrés, Français, Algériens nés en France, Algériens exilés récemment s'y côtoient. « Les Beurs me disent que le spectacle les réconcilie avec leur culture d'origine et avec leurs parents », confie Fellag. C'est pour ces jeunes que le comédien, exilé en France depuis 1995, a peu à peu traduit en français son spectacle qu'il avait d'abord créé en arabe et en kabyle. A sa grande surprise, les Français se sont vite pressés à ce *Djurdjurassic Bled*. « C'est un pur bonheur de voir rire

les spectateurs français, de partager nos secrets avec eux. Nous sommes si proches que nous avons besoin de nous confier. Entre nous, on s'avoue. Et on savoure ces aveux. »

Au fil des débats dans les Fnac ou des rencontres à l'issue du spectacle, à travers les nombreuses lettres qu'il reçoit, Fellag écoute les spectateurs. « J'entends souvent les Français dire : « Ce spectacle nous apprend à vous aimer ». C'est le plus beau compliment qu'on puisse me faire. L'Algérie est souvent ressentie comme un problème pesant. Là, les Français découvrent l'imaginaire d'un peuple qu'ils côtoient depuis des décennies, des siècles. Quant aux Algériens, ils se sentent valorisés car j'essaie de raconter des histoires qui leur permettent de se reconnaître, d'exprimer les hontes, les méfiances, les interdits. Je prends à contrepié la crise de la société algérienne, pour la traiter par l'humour, l'espoir et la générosité des gens. » Cruel avec la machine d'Etat, sa censure, sa lâcheté, le comédien est tendre avec les jeunes « muristes », ces chômeurs floués, frustrés, qui passent leurs journées à traîner, adossés aux murs.

Invité par des associations, Fellag a découvert les cités françaises. Il a joué aux Quatre Mille, la cité la plus mal vue de La Courneuve. « Pendant les cinq premières minutes, c'était de la taoumachie. Les

jeunes criaient, sifflaient. Puis j'ai vécu deux heures extraordinaires : la poésie avait attendri ces durs. Quand les gens sentent qu'on les aime, la mayonnaise prend. J'ai vécu cette soirée comme une belle victoire du théâtre. »

Le spectacle a évolué, l'actualité ou les réactions du public ont fait apparaître de nouveaux textes, inventés par Fellag au fur et à mesure. Pour l'an 2000, il prépare la nouvelle version d'un de ses succès comiques algériens, *Un bateau pour l'Australie*, qu'il a joué près de quatre cents fois au Maghreb. Il s'est inspiré d'une des mille rumeurs qui fleurissent au pays de la censure : en 1987, tout Alger bruissait d'une folle histoire de bateau qui viendrait embarquer de jeunes chômeurs pour les emmener en Australie où ils disposeraient d'une terre et d'un travail. « Des milliers de jeunes ont vraiment fait la queue à l'ambassade d'Australie. Un tel signe de désespoir absolu m'a fait très mal. J'ai voulu raconter l'histoire de ces jeunes et montrer comment la répression morale et politique les avait conduits à ce stade de désintégration totale. »

Catherine Bédarida

★ Le spectacle intégral figure sur un double CD chez BA Productions PP9801, diffusion Nomad.

La photographie descend dans le métro suédois

STOCKHOLM

de notre correspondant

Station T-Centralen. La rame démarre, laissant apparaître une série de grandes photographies à l'emplacement réservé aux affiches publicitaires. Portraits, paysages, photos au flou artistique, scènes urbaines, constructions graphiques, gros plans sur une bouche ou des pieds, etc. Parmi les plus grands noms de la photo contemporaine sont exposés ici et dans quinze autres stations du métro de la capitale suédoise. Robert Frank, Edouard Boubat, Helmut Newton, Leonard Freed, Sophie Calle, Anton Corbijn, Abbas, Irving Penn, Sebastião Salgado, entre autres. « Nous voulons apporter la photo aux gens, plutôt qu'amener les gens à la photo », résume Greger Ulf Nilsson, l'un des initiateurs de ce projet unique en son genre.

« La plus grande exposition photo du monde », proclame le catalogue de 56 pages imprimé sur du papier journal, mis gratuitement à la disposition des usagers à l'entrée des stations. Possible. Au total, ce sont 635 clichés réalisés par 211 photographes qui sont présentés jusqu'au 4 janvier (www.underexposed.com). Une façon de termi-

ner en beauté le programme de Stockholm capitale européenne de la culture 1998, qui cofinance l'exposition *Under/Exposed* (« Sous/Exposée »). Prix d'entrée : un ticket de métro, 14 couronnes (environ 10 francs). Desservie par trois lignes (verte, rouge et bleue), T-Centralen est la station la plus fréquentée de la ville. En cette période de fêtes, peu de gens semblent accorder de l'attention aux photographies.

DE VASTES PANNEAUX

Ligne rouge. Parmi la foule affairée, deux barbus sont en arrêt devant le portrait d'un adolescent latino endimanché. De retour du travail, Oscar et Karl, des ingénieurs, prennent le temps de regarder les images qui s'étalent sur de vastes panneaux. « C'est dommage qu'il y ait une majorité de photos en noir et blanc, quand notre société devient de plus en plus attirée par la couleur », observe Karl. Plus loin, une vieille dame à un malaise et tombe sur le sol carrelé, aussitôt assistée par des passants. La scène se passe devant la photo d'une femme en train de chuter d'un arbre... « Odenplan », ligne verte. « En cette période de Noël, alors que tout est orienté vers la

consommation, ça soulage de pouvoir échapper aux publicités », se félicite Henry, étudiant en cinéma. « Et puis j'aime bien être provoqué par des images », dit-il en montrant celle d'un homme qui vomit. Une scène à laquelle il n'est pourtant pas rare d'assister dans le métro les vendredis et samedis soirs, moments choisis par les Suédois pour boire et perdre de leur traditionnelle retenue... »

« Place des citoyens », six arrêts plus loin. Difficile de ne pas remarquer une photo en couleurs, celle d'une femme obèse qui, nue, agrippe ses propres seins. « C'est à la fois dégoûtant parce qu'on voit ses ongles acérés qui enlèvent la chair, et libérateur parce cette dame ose poser nue », commente une grande blonde à lunettes avant de grimper dans un wagon.

Un million et demi de personnes différentes devraient passer devant les photos en deux semaines. « Si seulement après cela, espère Greger Ulf Nilsson, quelques pour cent d'entre elles pouvaient s'intéresser un peu plus à la photo, alors nous aurons réussi. »

Antoine Jacob

Trois artistes en quête de vide

ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16^e. M^e Léna. Tél. : 01-53-67-40-00. Du mardi au vendredi de 10 heures à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 45. Entrée : 27 F. Jusqu'au 10 janvier 1999.

Elle est comment l'époque ? Elle est triste, elle est pâle, elle est confuse autant que profuse, elle est saturée d'images, elle pèse de tout son poids de machines. Le plaisir ? Par images interposées. Le monde extérieur ? Par médias interposés. Le progrès ? Restons polis. Au total, pas de quoi se réjouir. Pas de quoi se réjouir non plus dans l'expo commune à Dominique Gonzalez-Foerster, Philippe Parreno et Damien Huyghe, trois des artistes français d'aujourd'hui qui jouent d'une grande diversité de moyens, de l'installation à la parole en passant par le cinéma. Ils introduisent dans les espaces silencieux et clos du musée des morceaux choisis du quotidien le plus quotidien. Dans une cellule, la radio émet en vain, le réveil tourne en pure perte, les sons n'ont plus aucun sens. Près de là, une fausse salle d'attente a été aménagée, où il n'y a rien à attendre, comme il se doit, rien que le passage du temps.

Ailleurs, l'actrice qui prête sa voix à Blanche-Neige donne l'interview qui la rajoint, ultime vain. Ailleurs encore, des films décrivent une vie banale et lente. On

badouille vaguement sur une terrasse, tournage en noir et blanc qui peut passer pour un hommage nostalgique au cinéma italien de l'époque où il y avait un cinéma italien - qui s'appelaient Antonioni par exemple. Un peu partout, une jeune femme parle dans des montages et explique en deux langues qu'elle se substitue de son mieux au catalogue habituel. Il est difficile d'entendre ce qu'elle dit. Le brouillage fait partie de l'époque.

L'exposition oscille ainsi entre un réalisme littéral et une parodie qui hésite à se déclarer telle. Ses trois concepteurs et metteurs en scène semblent se laisser griser quelquefois par ce qu'ils manipulent, la vidéo, le mouvement, le son. Il leur arrive de céder à la fascination du technologique propre et net. Le plus singulier reste leur effacement. D'une part, ils conçoivent une exposition où leurs travaux se mêlent et finissent par se confondre, à tel point qu'il faut un plan et ses légendes pour savoir qui a fait quoi - dernière défense de la notion d'auteur. D'autre part, il n'est plus question ici de singularités à défendre, de positions à exprimer, de mémoire personnelle à révéler, mais de la disparition de toute singularité, de toute position, de toute mémoire dans l'uniformité monotone d'une vie de fantômes, citoyens spectraux d'une société décrébrée. C'est assez désagréable. C'est très d'aujourd'hui.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

Raul Barboza. Il est argentin, accordéoniste, mais ne joue pas de tango. Les territoires de Raul Barboza sont ceux des Indes, des plaines et des montagnes, du chamane, musique des grands espaces, des esprits de la terre, du voyage et de la danse.

Limonaire, 18, cité Bergère, Paris-9^e. M^e Rue-Montmartre. Les 26 et 30, à 22 heures. Tél. : 01-45-23-33-33. Entrée libre. Paco Sery Group. Trois soirs de suite, l'ancien

batter de Joe Zawinul, revenu vers le groupe Sïxun dont il est l'un des cofondateurs, convie des amis pour un jazz où le funk et le swing se rejoignent. Paco Sery cumule un jeu de puissance et d'énergie avec un *drive* exemplaire, cette capacité qu'ont les batteurs à faire avancer la musique avec un rien, un tempo sur une simple cymbale par exemple.

Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^e Châtelet. Les 26, 28 et 29, à 22 heures ; le 27, à 21 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 30 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

BimboLand. d'Ariel Zeitoun (France, 1 h 30). Cuba mon amour de Carlos Marcovich (Mexique, 1 h 30). Festen (*) de Thomas Vinterberg (Danemark, 1 h 48). Les Folles de Margaret de Brian Skeet (Grande-Bretagne, 1 h 33). Le Nain rouge de Leanne Kline (Belgique, 1 h 42). Les Puissants de Peter Chelsom (Etats-Unis, 1 h 48). Le Testament du soir de Kaneto Shindo (Japon, 1 h 52). La Voleuse et l'Enfant de Pavel Tchoukhraï (Russie, 1 h 30). (*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

REPRISES

Les Contrebandiers de Moonfleet de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Wilehy. Américain, 1955, copie neuve (1 h 23). Le Champ-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-61-60). La Strada de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn. Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40). Action Écoles, 5^e (01-43-29-79-89). West Side Story de Robbins. De Robert Wise et Jerome Robbins, avec Natalie Wood, Rita Moreno, George Chakiris. Américain, 1960 (2 h 35). Grand Action, dolby, 5^e (01-43-29-44-40).

FESTIVALS CINÉMA

Charlot revient. La Route vers l'or (1925) : le 26, à 17 h 30 ; Les Temps modernes (1935) : le 27, à 14 heures, 15 h 40, 17 h 30. Action Écoles, 23, rue des Ecoles, Paris-5^e. Tél. : 01-43-29-79-89. Amos Gitaï (documentaires) : Journal de campagne (1982) ; Dans la vallée de la Wupper (1993) ; Wadi, dix ans après (1981) ; Brand New Day (1987) : le 27, de 11 heures à 20 heures. Le Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris-17^e. Tél. : 01-53-42-40-20.

Littérature et cinéma. Jane Eyre (Robert Stevenson, 1944) : le 26, à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures, 22 heures ; Pour qui sonne le glas (Sam Wood, 1943) : le 27, à 14 heures, 16 h 30, 19 heures, 21 h 30. Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris-5^e. Tél. : 01-43-29-44-40. Ernst Lubitsch. La Veuve Joyeuse (1934) : le 26, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; La Huitième Femme de Barbe-Bleue (1938) : le 27, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05. Reflet Médias, 3, rue Champollion, Paris-9^e. Tél. : 01-43-54-42-34. Yasujiro Ozu. Herbes flottantes (1959) : le 26, à 16 h 30, 18 h 30, 21 h 15 ; Le Voyage à Tokyo (1953) : le 27, à 13 h 30, 16 h 05, 18 h 45, 21 h 15. Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6^e. Tél. : 01-43-26-48-18. Panorama des westerns. L'Homme des vallées perdues (George Stevens, 1954) : le 26, à 16 h 30, 19 heures, 21 h 30 ; La Prisonnière du désert (John Ford, 1956) : le 27, à 14 heures, 16 h 30, 19 heures, 21 h 30. Action Christine, 4, rue Christine, Paris-6^e. Tél. : 01-43-29-11-30. Jean-Daniel Pollet. L'Amour c'est gai, l'amour c'est triste (1968) : le 26, à 21 h 45 ; Dieu sait quel (1995) : le 27, à 21 h 45. L'Épée de bois, 100, rue Mouffetard, Paris-5^e.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Cabaret d'opéra. revue (et corrigée) d'Achille Tonic et Ferdinand Leconte, mise en scène d'Achille Tonic. Chapiteau Achille Tonic, 43, quai d'Austerlitz, Paris-13^e. M^e Austerlitz. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-44-24-01-02. De 70 F à 150 F.

Keyesline. avec la compagnie Les Arts Sauts. Espace chapiteau du parc de La Villette. Paris-19^e. M^e Porte-de-la-Villette. Le 26, à 20 h 30 ; le 27, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 115 F et 140 F.

Cirque Diana Moreno Bormann. Tradition des petits cirques à l'ancienne qui dégage une vraie poésie : tigris, éléphants, girafes, chameaux, zèbres, jongleurs, trapèze, fildéfiste, magicienne... Grande pelouse du Jardin d'acclimatation, Paris-16^e. M^e Sablon. Le 26, à 14 h 30 et 17 heures ; le 27, à 15 heures. Tél. : 01-45-00-23-01 ou 01-45-01-22. De 80 F à 180 F. Gratuit jusqu'à 4 ans.

Romanes cirque tsigane. Mise en scène d'Alexandre Bouglione-Romanes. Chapiteau Romanes, passage de La Thuille, Paris-18^e. M^e Sablon. Le 26, à 14 h 30 et 17 heures ; le 27, à 15 heures. Tél. : 01-43-00-23-01 ou 01-45-01-22. De 80 F à 180 F. Gratuit jusqu'à 4 ans.

Balliet Rameiro. Antonio Canales : Variations sur La Casa de Bernarda Alba, Variations sur El Romancero gitano. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma. Les 26 et 27, à 20 h 30. Tél. : 01-45-52-50-50. De 60 F à 300 F.

Alain Jean-Marie. Biguine Reflexion. Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{re}. M^e Châtelet. Les 26 et 27, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.

Miles Griffith et le trio d'Olivier Hutzman. La Villa, 29, rue Jacob, Paris-6^e. M^e Saint-Germain-des-Près. Le 26, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

Jacques Haugraud. Ciné Théâtre 13, 1, avenue Junot, Paris-18^e. M^e Lamarck-Caulaincourt. Les 26 et 27, à 15 heures. Tél. : 01-42-51-13-79. De 50 F à 80 F.

Ensemble Er-Rachidia. Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris-15^e. M^e Boudicaut. Le 26, à 20 h 30. Tél. : 01-45-54-95-31. 80 F.

RÉSERVATIONS

Les Belles Nuits du Ramadan. avec l'Orchestre du conservatoire de Beyrouth, Houria Alchi, Fadela A. Alsa, Hassan Haffar et les Munshids d'Alep... Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11^e. Du 6 au 20 janvier. Tél. : 01-47-00-57-59. De 80 F à 130 F.

Le Frigo et le Frigo assise de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias. Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris-16^e. Du 8 janvier au 28 février. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

Hommage à Astor Piazzolla par Michel Portal, Richard Galliano et l'Orchestre des concerts Lamoureux. Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. Le 17 janvier. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 190 F.

DERNIERS JOURS. 31 décembre : Hommage à François Mitterrand. Maison Mansart, 5, rue Payenne, Paris-3^e. Tél. : 01-48-87-41-03. Entrée libre. L'Intenquillité d'après Fernando Pessoa, mise en scène d'Alain Ralis, avec François Marthouret. Théâtre Molière - Maison de la poésie, 101, rue Saint-Martin, Paris-3^e. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.

Les Variations Goldberg de George Tebori, mise en scène de Daniel Benoit. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16^e. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

Etes-vous bien sûr d'atteindre le plus grand plaisir de théâtre auprès des comédiens qui ont bâti leur réputation sur les écrans de cinéma ou de télévision ?

Sur les deux scènes des Mathurins évoluent 12 grands professionnels dont deux issus de la Comédie Française.

LA FROUSSE Pièce très comique sans vulgarité. « Un entrepreneur de travaux publics victime de l'usage des fausses factures imposé par les partis politiques s'est réfugié chez son chauffeur ». Il s'agit d'un grand succès éprouvé, déjà plus de 500 représentations en France.

LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES Pièce nouvelle. « Satire d'un avocat joueur, jouisseur, un peu voleur, affecté d'une abyssale faiblesse de caractère mais riche d'un culot génial, armé de la baraka. » Vous sourirez au long des 3 actes.

RÉVEILLONS SANS SUPPLÉMENT DE PRIX LOCATION PAR TÉLÉPHONE AVEC CARTE BLEUE PRIX GRANDE SALLE DE 60 A 240 F • PRIX PETITE SALLE DE 100 A 200 F

MATINÉES SUPPLÉMENTAIRES LES 25, 26, 27 DÉCEMBRE ET 1^{er}, 2, 3 JANVIER à 17h15 pour les Cinémas de la rue d'Antibes, à 17h30 pour La Frousse

LOC. : 01 42 65 90 00 / 01

Théâtre des Mathurins - 36 rue des Mathurins 75008 Paris

FILMS DE LA SOIRÉE

16.45 Monnaie de singe ■■ Norman MacLeod (Euros-Unité, 1991, N. v.o., 80 min.) Ciné Classica

23.00 Les Yeux de la nuit ■■ John Farrow (Euros-Unité, 1948, N. v.o., 80 min.) Ciné Classica

23.00 La Leçon de piano ■■ Jane Campion (France - Australie, 1992, 115 min.) Cinéstar 1

23.45 L'homme qui rétrécit ■■ Jack Arnold (Euros-Unité, 1957, N. v.o., 80 min.) TSR

2.00 Rix amer ■■ Claude Genta (France - Italie, 1949, N. v.o., 105 min.) Ciné Classica

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

17.10 Le Monde des idées. Invité : Régis Debray. LCI

MAGAZINES

19.00 T.V. + Best of. Canal +

19.00 Histoire parallèle. Semaine du 26 décembre 1948. Bilan de l'année 1948. Invité : Eric J. Hobsbawm. Arte

19.05 Paris modes. Les sapes de Noël. Paris Première

20.45 Le Magazine de l'histoire. Spécial Grande Guerre. Invités : Stéphane Audouin-Rouzeau, Anneste Becker, Gérard Kormelich. Histoire

21.10 Grand angle. L'exclusion : l'éducation des enfants à Madagascar. LCI

20.45 Le Club. Patrick Schulmann. Ciné Classica

21.05 Metropolis. Arte

22.05 Nulle part ailleurs Live. Canal +

DOCUMENTAIRES

18.50 Fernand de père en fils. Festival

19.35 Les Grandes batailles du passé. Planète

19.55 Sainte Thérèse au carmel. Odyssée

20.35 Les Diggers de San Francisco. Planète

20.45 L'Aventure humaine. Palettes, Lascoux, préhistoire de l'art. Mompignac, Dordogne, vers 18000 avant le présent. Arte

20.55 Le Temps des cathédrales. Les notions d'effacement. Odyssée

21.30 L'Ouest américain. (18/8). TMC

21.30 La Quête du futur. (17/22). Planète

21.50 Incertain Père Noël. Odyssée

22.00 Jazz Colosseum. Canal Jimmy

22.05 Jésus-Christ, star du cinéma. Ciné Cinémas

22.30 Des trains pas comme les autres. L'Orient-Express : Florence, Venise et la Toscane. TV 5

23.00 Qui sera ? le prochain pape ? Planète

23.00 Les Empereurs romains. (4/6). Histoires, le voyageur. Histoire

23.05 Etiole de Noël. Odyssée

23.50 Music Planet. Michel Jonasz. Arte

23.55 Votex Olzy I. Paris Première

0.00 Corpus Christi. (17/2). Planète

0.35 Seul contre Saddam. Planète

MUSIQUE

20.30 La Vie parisienne. Opéra d'Offenbach. Mise en scène. Alain Françon. Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra de Lyon, dir. Jean-Yves Ossonce. Mezzo

21.00 Jephtha. Naxos de Haendel par le BBC Scottish Symphony Orchestra, dir. Sir Neville Martin. Muzik

22.30 Portishead. Paris Première

22.50 Quatre saisons à Lille. L'Auditorium du Nouveau Siècle. Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu. France 3

23.10 Dances et rhapsodies. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Mariss Jansons. Mezzo

23.10 L'Enfant et les Sortilèges. Opéra de Ravel. Mise en scène. Frank Corsaro. Par l'Orchestre philharmonique de Londres et les Chœurs de l'Opéra de Glyndebourne, dir. Simon Rattle. Muzik

TÉLÉFILMS

17.05 Un soleil pour l'hiver. Laurent Carreles. Festival

17.45 Le Vagabond de Noël. Will McKelvey. RTL 9

18.15 Vanishing Son, combattre pour survivre. John Nicolaia (1/4). 13ème Rue

18.20 Secret défense. John Harrison. Ciné Cinémas

18.25 Sabrina, l'apprentie sorcière. Tibor Takacs. France 2

20.30 Les Aventures du jeune Ivanhoé. R. L. Thomas. Festival

20.35 Boulevard et Péculier. J.-D. Verhaeghe (2/2). Ciné Cinémas

20.50 Belle grand-mère. Marion Sarraut. France 3

22.10 Vacances mouvementées. Richard Benjamin. Disney Channel

22.45 Le Livre de la vie. Hal Hartley. Arte

SERIES

17.20 Egalizer. Jeux dangereux. 13ème Rue

18.35 Homicide. Un gamin infernal. Série Club

19.45 La Vie à cinq. La prédiction. Téva

20.00 3° planète après le Soleil. Rome et Julie dans Dick (v.o.). Série Club

20.05 Zorro. Agent de l'ajal noir. Disney Channel

20.15 Cruellement votre. (v.o.). Arte

20.15 Friends. Celui qui vit sa vie. RTL 9

20.35 H. Une promesse. 13ème Rue

20.40 New York Undercover. L'addition. Engrange. 13ème Rue

20.50 Le Caméléon. Les jeux sont faits. M 6

20.55 Blague à part. Homme objet. Canal +

21.00 Maximum Bob. Queue de poisson (v.o.). Canal Jimmy

21.10 Spin City. Tommy Dugan. Canal +

21.30 South Park. Monsieur Hankey le petit cana Noël. Canal +

21.45 The Sentinel. Harcèlement. M 6

22.10 L'Insti. Le Mort de passe. Festival

22.15 High Incident. 13ème Rue

22.25 Blanche. (9, 10 et 11/11). TMC

22.40 Profiler. Obsession médiatique. M 6

23.55 Le Voyageur. Séries Club

23.55 Star Trek. Deep Space Nine. Qui perd gagne. Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 19.00 Arte Histoire parallèle C'est un diction du Père Noël, rarement appliqué : à fin d'année, émission exceptionnelle. Marc Ferro y a souscrit, en sonnant le glas de 1948 sous les auspices de l'historien anglais Eric J. Hobsbawm, commentateur de choc d'une rétrospective dense, déclinée en quatre volets. Coup de Prague et création de l'Etat d'Israël, blocus de Berlin et proclamation de l'apartheid en Afrique du Sud... une planète en mouvement, immuable dans sa folie.

● 20.10 France 3 Des cerises sur le gâteau Deux week-ends de suite, Anne Roumanoff, entourée d'une équipe de comédiens venus, comme elle, du café-théâtre (Chantal Ladsou, Patrick Zard, Julien Cafaro...), s'installe sur France 3 en début de soirée pour un rendez-vous de vingt-six minutes d'un nouveau type. Appartenance à « comedy show » - genre anglo-saxon peu développé en France -, l'émission mêle dans une joyeuse pagaille parodies de programmes télé, faux micro-trottoirs, sketches et mini-fictions. Des saynètes inspirées des petits riens de la vie quotidienne : l'hystérie d'une caissière de supermarché, la folie du téléphone portable, les queues pour entrer dans les musées, les week-ends entre amis à la campagne, etc. Couteux des scénarios, Anne Roumanoff, douée d'une sidérante capacité à modifier son apparence physique, est aussi l'interprète de plusieurs personnages. Tout n'est pas du meilleur goût, mais l'émission a le mérite d'essayer de renouveler le genre comique à la télé, terrain actuellement un peu trop massivement occupé par les sitcoms. - S. Ke.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

18.00 Sous le soleil.
19.00 Metropolis Place.
19.50 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Une année en or.
21.10 Football (redif.).
La finale : France - Brésil.
21.25 La Nuit en fête. Dan Ar Braz et l'héritage des Celtes.

FRANCE 2

18.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
18.25 Sabrina, l'apprentie sorcière. Téléfilm. Tibor Takacs.
19.50 et 20.45 Tirage du Loto.
19.51 Au nom du sport.
19.55 Le pire Noël est arrivé.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Le Plus Grand Cabaret du monde.
23.10 Nous c' Nous... pour Noël !
0.10 Journal, Météo.
0.30 Pape au Casino de Paris.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.30 Un livre, un jour.
18.55 et 19.20 de l'information, Météo.
20.10 Des cerises sur le gâteau.
20.35 Tout le sport.
20.50 Belle grand-mère. Téléfilm. Marion Sarraut.
22.25 Météo, l'Euro, mode d'emploi.
22.35 Soir 3.
22.50 Quatre saisons. A Lille.
0.35 Tex Avery.

CANAL +

► En clair jusqu'à 20.55
18.25 Toonsylvania.
19.00 T.V. + Best of.
20.04 Jean-Luc et Faipassa.
20.05 Les Simpson.
20.34 Samedi comédie.
20.34 H. Une promesse.
20.55 Blague à part. Homme objet.
21.00 Spin City. Tommy Dugan.
21.45 South Park. Monsieur Hankey le petit cana Noël.
22.05 Nulle part ailleurs Live.
22.30 City of Crime. Film. John Irvin.
0.35 Le Caméléon. Film. C. de Chalange.
2.10 Le Jour de la bête. Film. Alex De la Iglesia (v.o.).

ARTE

19.00 Histoire parallèle. Semaine du 26 décembre 1948 : Bilan de l'année 1948.
19.45 Météo, Arte Info.
20.05 Les Dessous des cartes. L'ouverture de la route des Indes.
20.15 Cruellement votre. (v.o.).
20.45 L'Aventure humaine. Palettes, Lascoux, préhistoire de l'art. Mompignac, Dordogne, vers 18000 avant le présent.
21.45 Metropolis.
22.45 Le Livre de la vie. Téléfilm. Hal Hartley (v.o.).
23.50 Music Planet. Michel Jonasz.
0.45 L'Appel de la forêt. Film. Ken Annakin.

M 6

18.00 Bugs.
19.00 Agence Acapulco.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi.
20.50 Le Caméléon. Les jeux sont faits.
21.45 The Sentinel. Harcèlement.
22.40 Profiler. Obsession médiatique. Téléfilm. Ben Bolt.
1.55 M 6 Music Live à Vandœuvre.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. Jeanne Housseau, de Claude-Henri Buffard.
22.05 Opus. Un du Golden Gate Quartet : Orlan Wilson.
0.05 Le Gai Savoir. Colette Mechlin.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert UER. Donne en direct de l'Opéra de Flandres, à Anvers. Œuvres de Blow, Purcell, Rostrop.
23.07 Présente la facture. Invités : Claude Ribouillault, Nicole Monetta. Instruments insolites.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Les Soirées. Concert. Albert Roussel, compositeur. Frouzi, préface, d'indy par la Symphonie Columbia, dir. T. Schippers. Œuvres de Roussel, Ravel, Martinu.
22.00 Da Capo. Œuvres de Bach, Mendelssohn, Brahms, Dvorak.

FILMS DU JOUR

15.40 Le Kid ■■ Charles Chaplin (Euros-Unité, 1921, muet, N. v.o., 55 min.) Ciné Classica

18.00 Monnaie de singe ■■ Norman MacLeod (Euros-Unité, 1991, N. v.o., 80 min.) Ciné Classica

18.00 Evasion sur commande ■■ Jack Smight (Euros-Unité, 1968, 105 min.) Ciné Cinémas

20.40 Natty Can ■■ Jeremy Kagan (Euros-Unité, 1985, 95 min.) Disney Channel

20.40 La Monnaie ■■ Jean Cronenberg (Euros-Unité, 1986, 100 min.) RTL 9

20.45 La Blonde et Moi ■■ Frank Tashlin (Euros-Unité, 1956, v.o., 95 min.) Arte

21.20 La Rivière rouge ■■ Howard Hawks (Euros-Unité, 1948, N. v.o., 75 min.) Ciné Classica

22.15 Les Yeux de la nuit ■■ Fritz Lang (Euros-Unité, 1944, N. v.o., 80 min.) 13ème Rue

22.20 Les Vagues du Kilimandjaro ■■ Henry King (Euros-Unité, 1952, 115 min.) TMC

22.45 Bondu sauvé des eaux ■■ Jean Renoir (France, 1952, N. v.o., 85 min.) Ciné Classica

23.25 L'Appel ■■ Anthony Mann (Euros-Unité, 1953, 95 min.) Ciné Classica

0.00 Sexe, mensonges et vidéo ■■ Steven Soderbergh (Euros-Unité, 1989, v.o., 115 min.) Cinéstar 2

0.10 Les Yeux de la nuit ■■ John Farrow (Euros-Unité, 1944, N. v.o., 75 min.) Ciné Classica

1.00 Le Réveil et le Noël ■■ Claude Autant-Lara (France, 1954, 180 min.) Ciné Classica

2.10 Twin Town ■■ John Ford (Grande-Bretagne, 1998, 95 min.) Canal +

GUIDE TÉLÉVISION

DEBATS

12.10 et 21.10 Le Monde des idées. Invité : Régis Debray. LCI

MAGAZINES

13.30 Rétro info 98. France 3

15.20 Les Globe-trotteurs. Invités : William Leymergie, J.-C. Bernardini, Sophie Davant, Vincent Fariot. France 2

15.30 Envoyé spécial. Les années 90. La mafia des capucins. Avec Marie-Venise Nazard-Bonucci. Des Pérou. Avec Guglielmo Romano. Histoire

16.00 Le Sens de l'histoire. La Renaissance. Invités : Jacques Lecaer, Monica Charlot. La Cinquième

18.30 Le Gai Savoir. Paris Première

19.00 1998, une année TF1. (1/2). TF 1

20.00 20h Paris Première. Années de causeries. Paris Première

20.45 De l'actualité à l'histoire. Les métamorphoses social-démocratiques. Invités : Hans Stark, John Crowley, Didier Meckbach. Histoire

20.50 Capital. Les aventuriers du tourisme. M 6

21.45 Envoyé spécial. Les années 90. Des idées. Invité : Claire Brisset. Histoire

23.00 Les Dossiers de l'histoire. Les transports. Histoire

23.50 Paris modes. Les sapes de Noël. Paris Première

DOCUMENTAIRES

17.00 Votex Olzy I. Paris Première

18.00 Jazz Collection. (4/12). John Coltrane. Planète

18.30 Volcan de glace. Odyssée

18.30 Coups légendaires. Clark Gable et Carole Lombard. La Cinquième

18.30 Les Empereurs romains. (4/6). Histoires, le voyageur. Histoire

18.30 L'Homme, mon pire ennemi. Odyssée

19.00 Qui sera ? le prochain pape ? Planète

19.30 La Magie Méhès. (2/2). Odyssée

19.30 Corpus Christi. (17/2). Planète

19.50 Pour l'amour des crocodiles. (4/10). Planète

Le monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

■ Signal dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classiques.

■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

20.00 Tambours sacrés. Mezzo

20.05 Plans de vol. Acteurs à tout faire. Odyssée

20.30 Chés et merveilleux. Madras. Téva

20.45 Seul contre Saddam. Planète

20.40 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Zanskar, les chemins de la sagesse. Madagascar, l'enfant et la prière. Canal +

21.00 Le Temps des cathédrales. Louis IX, roi chevalier et saint : la cathédrale. Odyssée

21.35 Rocomador, les Montgolfières. Planète

21.55 Kirghizistan, entre désespoir et prospérité. Odyssée

22.20 Soirée thématique. Gag 1. Arte

22.30 Chico Bourgeois. Mezzo

22.30 Grand document. Noël. NOB. KTF 1

22.45 Les Amants royaux. Odyssée

22.55 Alfonso Cabeza de Vaca, marquis de Portugal. (2/2). Planète

23.40 Un travail de chien. Odyssée

23.55 L'Albanie d'Enver Hoxha. Histoire

0.00 Diana. All You Need is Love. Téva

0.45 Elvis 56 Special. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

13.00 et 18.45 Ski. Coupe du monde. Eurosport

14.45 Equitation. Show de Noël. Grand Prix des Flandres. Eurosport

MUSIQUE

17.15 Symphonie n° 3, de Brahms, par Masur. Par l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig. Muzik

18.00 Jazz at the Maltinence. Shop Jazz. Avec Bill Evans, piano ; Marc Johnson, basse ; Joe LaBarbera, batterie. Muzik

18.30 Noël anglais. Dans la cathédrale St Edmundsbury. Mezzo

19.00 Maestro. Barbara Hendricks chante Gershwin. Arte

19.00 Puppet Opera : Rigoletto. Par l'Orchestre philharmonique slovaque. Muzik

19.30 Christmas Music from Hampton Court. Muzik

20.30 Compay Segundo. A l'Olympia 1998. Diffusé en simultané sur Radio Latina. Mezzo

20.30 Epcot. Concours international de piano Van Cliburn 97. Muzik

22.00 Nicolas Economou. Mezzo

22.45 Jazz Made in France. Michel Petrucci. Paris Première

20.40 Dans la nature avec Stéphane Peyron. Zanskar, les chemins de la sagesse. Madagascar, l'enfant et la prière. Canal +

21.00 Le Temps des cathédrales. Louis IX, roi chevalier et saint : la cathédrale. Odyssée

21.35 Rocomador, les Montgolfières. Planète

21.55 Kirghizistan, entre désespoir et prospérité. Odyssée

22.20 Soirée thématique. Gag 1. Arte

22.30 Chico Bourgeois. Mezzo

Le tour du monde en ballon de Richard Branson s'achève au large de Honolulu

Vaincus par les vents, le milliardaire-aventurier et ses deux coéquipiers ont été contraints d'amerrir

POUR qui aime faire parler de soi, amerrir au large de l'île d'Oahu (archipel des Hawaï), contraint par une dépression, alors qu'on tente de boucler un tour du monde en ballon sans escale, le jour de Noël est une aubaine. Pourtant, la perspective d'occuper l'actualité pendant quelques heures n'a pas suffi pour accrocher sur le visage de l'Anglais Richard Branson, chef d'entreprise à succès (il dirige la firme Virgin),

Courants et dépressions

Richard Branson et ses coéquipiers ont été contraints à l'abandon par une forte dépression atmosphérique, que leur aérostat n'a pu franchir à temps et qui les a éloignés, en les déportant vers le sud, des jet streams, soufflant d'ouest en est, qui portaient leur nacelle pressurisée.

L'oca Global Challenger, ballon mûrte gonflé à l'hélium et à l'air chaud, utilisait pour se déplacer les puissants courants aériens horizontaux engendrés à la surface du globe et dans l'atmosphère par les différences de température. Ces « courants-jets », longs de plusieurs milliers de kilomètres et larges de 500 à 800 km, mais épais de 3 à 5 km seulement, soufflent à des altitudes variant, selon la latitude, entre 11 000 et 14 000 m. Les vents y atteignent des vitesses de 300 à 400 km/h. Si les avions long-courriers profitent régulièrement de ces couloirs porteurs, la navigation aérienne y est beaucoup plus aléatoire pour les ballons, car la position et l'intensité de ces vents sont extrêmement fluctuantes.

aventurier malheureux, le large sourire dont il ne se départ que très rarement. L'échec n'est pas le genre de la maison.

« Nous pensions vraiment que c'était à notre portée. Nous étions à trois jours de l'arrivée », a-t-il commenté, une fois à terre, pour CNN. « C'est véritablement décevant », a renchéri son coéquipier américain, Steve Fossett, tandis que le troisième membre de l'équipage, le Suédois Per Lindstrand, expliquait l'échec « uniquement par le mauvais temps ». Quelques heures auparavant, les naufragés de l'IOC Global Challenge avaient été repérés par les gardes-côtes américains à 16 kilomètres d'Oahu, puis évacués, par hélicoptère, vers Barbours Point, près de Honolulu.

« La rencontre avec la dépression a été comme si nous heurtions un mur de briques », a raconté Richard Branson. Quasiment immobilisé au-dessus de l'océan Pacifique, le ballon a changé plusieurs fois d'altitude pour trouver des vents favorables, les fameux jet streams. Peine perdue, la vitesse stagne à 32 km/h. Alors, à 19 h 50 GMT, l'équipage de l'IOC Global Challenge se résout à amerrir après avoir parcouru en sept jours la moitié des 38 400 km au programme. « Je suis désolé de devoir laisser tomber », confiera M. Branson.

« C'est le troisième échec, ça fait mal », dira-t-il encore. En 1996, il avait dû effectuer un atterrissage forcé en Algérie moins de vingt-quatre heures après le décollage. En janvier 1998, au Maroc, c'est un accident de gonflage (l'enveloppe du ballon était partie sans la nacelle) qui l'avait cloué au sol. Pour éviter ces déconvenues, il avait choisi, cette fois, de s'allier à Steve

Fossett, milliardaire passionné par le projet, auteur de quatre tentatives infructueuses, et de s'assurer à nouveau les services de Per Lindstrand, ingénieur, fabricant de ballons.

Pour cette troisième tentative, Richard Branson pensait bien toucher au but. Part le 18 décembre de Marrakech (Maroc), son IOC Global Challenge - 14 tonnes, 40 000 m³, 45 m de haut - avait franchi, sans trop de mal, l'obstacle le plus redoutable de son parcours : la Chine, qui, après avoir interdit le survol de son territoire, puis menacé d'abattre les contrevenants, a fini par céder (Le Monde du 24 décembre). Quelques heures avant, les nouvelles frappes aériennes américaines en Irak les avaient contraints à un détour, mais rien de préjudiciable à la réalisation de leur dessein.

SEPT AUTRES PRÉTENDANTS

L'affaire semblait alors en bonne voie. C'était sans compter sur l'impertinence d'Eole. Vendredi 25 décembre, dès les premières heures de la matinée, Richard

Branson, Steve Fossett et Per Lindstrand avaient compris qu'ils ne trouveraient pas les vents favorables - « Il s'en est fallu d'une heure », regrettait-on au PC londonien. L'échec était annoncé. « Je repartirai, Steve et Per aussi », a assuré le maître d'œuvre.

Ce tour du monde en ballon, généralement présenté comme la dernière grande aventure du siècle, intéresse bon nombre de candidats. Sept autres équipages sont en lice. Parmi eux, Breitling Orbiter 3, du Suisse Bertrand Piccard (dont la famille sonde les airs et les mers de père en fils) et du Britannique Brian Jones, fait figure de favori. Mais comme les autres - Cable et Wireless, Spirit of Peace, Global Conqueror, World Quest, J. Renee et le très futuriste Re-Max -, il est désormais bloqué par la colère des autorités chinoises qui, vexées de s'être fait forcer la main, ont interdit, pour une durée indéterminée, tout survol de leur territoire par le concurrent de ce défi céleste.

Michel Dalloni (avec AFP)

Les promesses du port de Nantes-Saint-Nazaire

Le trafic croît plus vite qu'à Marseille ou au Havre

PARMI les grands ports autonomes français, Nantes-Saint-Nazaire va probablement terminer 1998 avec la palme de l'augmentation du trafic. Les dirigeants de l'ensemble portuaire de la basse Loire viennent en effet d'annoncer que le trafic global dépassera sensiblement cette année 30 millions de tonnes, enregistrant une croissance de 21,3 % par rapport à 1997. Pétrole, gaz naturel liquéfié, produits raffinés, charbon ou aliments du bétail sont en forte hausse. Les exportations et importations de marchandises en conteneurs, qui produisent le plus de valeur ajoutée, affichent une hausse de 17 %.

Nantes-Saint-Nazaire dépasse les ports de Barcelone ou de Felixstowe (Grande-Bretagne) et se situe au même niveau que Liverpool ou Zeebrugge. Depuis quinze ans, à la différence des autres grands ports français, son trafic a fortement augmenté (+ 70 % environ), dans des proportions plus importantes encore que les concurrents redoutables que sont Rotterdam ou Anvers.

Alors que Marseille va avoir à af-

fronter une baisse sensible de son trafic à cause de la chute prévisible des importations de pétrole brut et que Le Havre devra encore attendre 2003 avant de mettre en service ses nouveaux appointements dans le cadre du projet « Port 2000 », les responsables de Nantes-Saint-Nazaire affirment, dans un document dénommé « Port Atlantique 2015 », l'ambition de dépasser 40 millions de tonnes à cette date, notamment en privilégiant le site de Montoir. Un programme d'investissement de 285 millions de francs est engagé. Le port se propose non seulement d'être le débouché du Grand Ouest, mais aussi d'une partie du Massif Central grâce à l'amélioration des axes routiers vers Cholet, Poitiers et Limoges. Le préfet vient de recevoir mandat du gouvernement d'élaborer une directive territoriale d'aménagement du territoire pour « développer les atouts de la place portuaire tout en protégeant les espaces naturels, ruraux et littoraux ».

François Grosrichard

9 millions de tonnes de déchets dangereux sont rejetés chaque année

SECON l'Institut français de l'environnement, 9 millions de tonnes de déchets dangereux (hors résidus de l'industrie nucléaire) sont rejetés chaque année en France. Le Nord-Pas-de-Calais, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes sont les zones les plus polluantes, car elles produisent la moitié de ces substances appelées « déchets industriels spéciaux », indique Le Figaro dans son édition datée 26-27 décembre, qui publie la carte des sites faisant l'objet d'une surveillance particulière. Ces produits sont aussi bien l'amiante, les batteries ou piles usagées, que les huiles lourdes, les vieux téléphones contenant des contacteurs au mercure ou des résidus médicaux ou phytosanitaires.

DÉPÊCHES

■ ANGOLA : trente-cinq personnes ont péri à la suite des bombardements de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) sur la ville de Kuito (centre), durant la fête de Noël, a annoncé, samedi 26 décembre, la télévision d'Etat. Un premier bilan des victimes de ces bombardements avait fait état, jeudi, de six tués et d'une dizaine de blessés. Les bombardements, intensifs dès jeudi matin, se sont prolongés jusqu'à tard vendredi soir. L'hôpital local a admis 63 blessés dans la nuit de vendredi à samedi. Le commandant des unités de l'armée angolaise à Kuito a appelé ses hommes à « poursuivre les combats jusqu'à ce que l'ennemi soit battu ». - (AFP)

■ FRONT NATIONAL : les mégrétistes déposeront au siège du FN, à Saint-Cloud, lundi 28 décembre, les 14 000 signatures d'adhérents qu'ils disent avoir recueillies en faveur d'un congrès extraordinaire. Les lepnistes ont fait savoir, de leur côté, qu'ils mandateront un huissier de justice pour « éviter toute controverse ou manipulation », afin que « cet éventuel dépôt puisse s'effectuer de manière contradictoire ». Il se confirme, par ailleurs, que les deux camps adverses devraient présenter chacun leur liste aux élections européennes (Le Monde du 25 décembre). « Cela permettrait aux électeurs de choisir, ce serait une sorte de primaire à l'intérieur de la droite nationale entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret », a déclaré Jean-Yves Le Gallou, l'un des treize mégrétistes exclus du FN.

■ TÉLÉVISION : France 3 a réalisé la meilleure audience jeudi 24 décembre au soir. La chaîne publique a été en tête de l'audience et des parts de marché durant toute la soirée. Le dessin animé Astérix et les indiens a réalisé 33,9 % de parts de marché et Le Grand Bétisier du monde a attiré près de 6 millions de téléspectateurs.

■ VOILE : la navigatrice Isabelle Autissier, victime d'une rupture du rail de grand-voile de son navire PRB II y a une dizaine de jours, était attendu, samedi 26 décembre, à Adventure Bay, en Tasmanie, afin d'effectuer une brève escale pour réparer. Elle espère ensuite remettre assez rapidement le cap sur Auckland, terme de la deuxième étape de la course autour du monde en solitaire Around Alone, pour rattraper un autre Français, Marc Thiercelin, actuellement troisième, loin derrière l'Italien Giovanni Soldini.

■ BANQUES : les grands établissements privés japonais ont minimisé l'importance de leurs créances à risques d'au moins 5 406 milliards de yens (262 milliards de francs) a estimé, vendredi 25 décembre, leur nouvelle autorité de tutelle, l'Agence de supervision financière, qui leur a imposé d'y mettre rapidement bon ordre. « Il y a des écarts entre les estimations individuelles de chaque banque et les résultats de l'inspection menée par l'Agence de supervision financière », a admis le porte-parole du gouvernement.

Tirage du Monde daté samedi 26 décembre 1998 : 388 934 exemplaires

NOKIA
CONNECTING PEOPLE

Zapping 98
 PENDANT LES FÊTES
 TELEVISION RADIO MULTIMEDIA

مکتبہ القرآن

NOKIA

promesses du port
antes-Saint-Nazaire

Pendant les fêtes,
les huîtres sont dans votre assiette,
les perles sont pour ARTE.

Les 30 meilleures émissions

Michel Jonasz *Musée d'Art et d'Histoire*
Le 26 décembre 23.50

La Bayadère
Muscad le 30 décembre 22.45

Gershwin et la Comédie musicale
Hanna le 31 décembre 20.40

Les 30 meilleures émissions

Gag ! Hanna le 27 décembre 20.45

Les Monty Python frappent deux fois
le 28 décembre 20.45
le 1er janvier 23.40

Les 30 meilleures émissions

Astrologies et divination
Thema le 29 décembre 20.45

Marionne Jonasz avec Uridia van Ghal
la deuxièmes émissions, enchaînant
les contrastes d'ART, pour un bel hiver.



ENQUETE Zapping 98



Chaque jour, une équipe de Canal Plus traque sur les chaînes de télévision les séquences insolites, surprenantes, désopilantes ou graves. Retour sur les images qui ont marqué l'année. Pages 2-3

MULTIMEDIA Le marché aux puces de silicium

Enquête au cœur du « triangle d'or » de l'ordinateur à Paris. Bonnes affaires, mais pour acheteurs avertis. Pages 32-33

CINEMA « Un Américain à Paris »

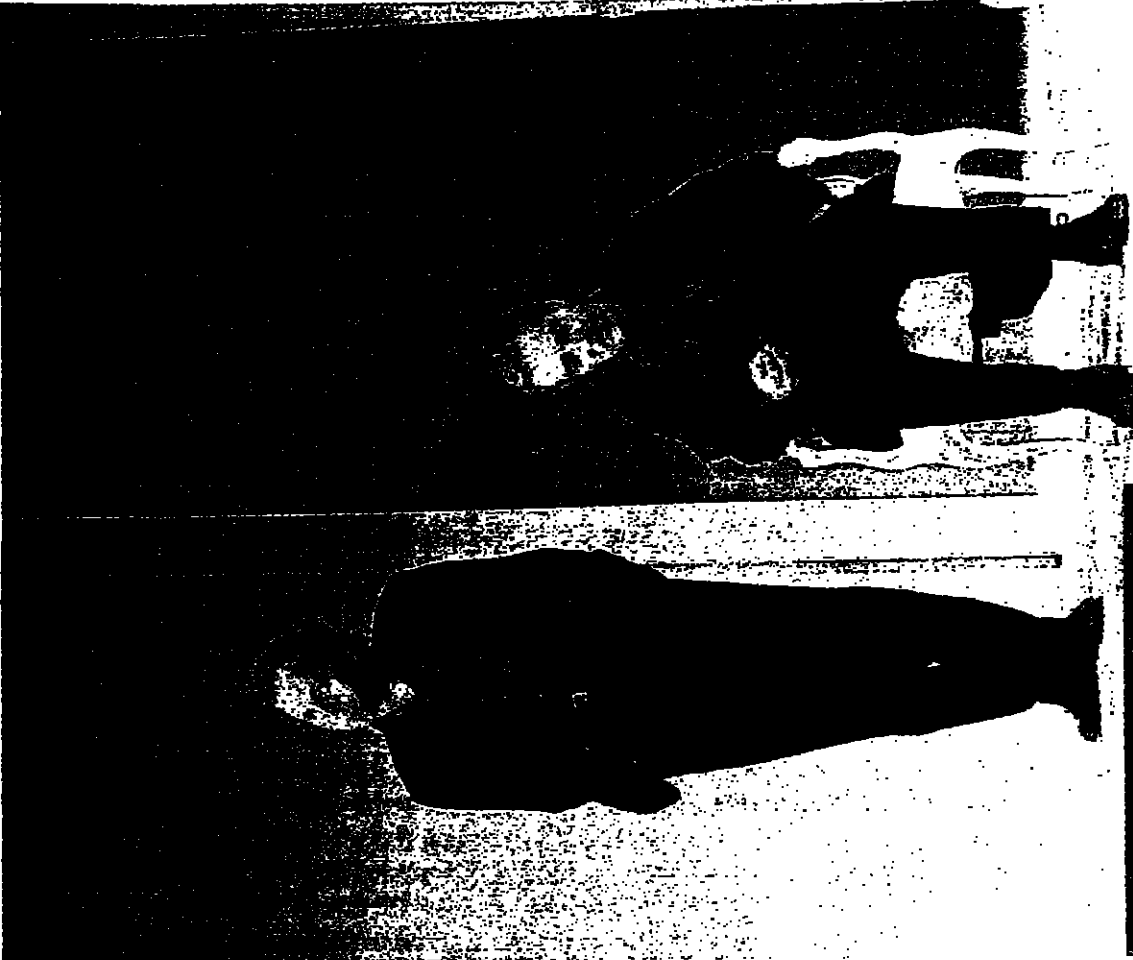
Vincente Minnelli derrière la caméra, George Gershwin à la partition, Gene Kelly qui joue, chante et danse. Un chef-d'œuvre en Technicolor de la comédie musicale. Page 22

RADIO Nagui l'espiègle

Rencontre avec l'animateur de « Malice au pays des merveilles », gros succès d'audience, le matin, sur RTL. Page 27

Le Monde TRAV

TELEVISION RADIO MULTIMEDIA



Du bel Art

France 2
lundi 28 décembre 23h05

SANS anticiper sur une éventuelle réforme de l'audiovisuel public, on peut gager que la diffusion en début de soirée d'Art, la pièce de Yasmina Reza, aurait certainement dopé les résultats d'audience de France 2. Il faudra se coucher tard pour savourer cet instantané de théâtre, filmé en public à la Comédie des Champs-Élysées, servi par Pierre Vanneck, Fabrice Luchini et Pierre Arditi, trio de comédiens ici à son affaire. Le texte de la pièce a été écrit pour eux, sur mesure, par une jeune femme auteur qui ne savait pas, alors qu'elle péchait à sa table, qu'elle écrivait la pièce française de la fin du siècle la plus populaire dans le monde.

Olivier Schmitt

SEMAINE DU 28 DÉCEMBRE 1998 AU 3 JANVIER 1999

هكذا من الأصل

Z

MERCREDI 30 DÉCEMBRE · 20.30 CANAL +

Souvenirs de cinéphiles

a demandé à des personnalités de tous horizons quel était leur film préféré. Rien de très original

A high-contrast, black and white photograph of a person's face, heavily shadowed and distorted, appearing to be in a dark, confined space. The image is grainy and has a stark, almost abstract quality. The person's features are partially visible in the highlights, but much of the face is lost in deep shadow. The background is dark and indistinct, suggesting an interior setting. The overall effect is one of mystery and intensity.

[illegible]

WAGECAL*

Le Châli : le Châli Plus (qui, pour une fois, n'apparaît pas dans l'annonce) est un restaurant à thème qui propose des plats de la cuisine traditionnelle chinoise. Le Châli Plus (qui, pour une fois, n'apparaît pas dans l'annonce) est un restaurant à thème qui propose des plats de la cuisine traditionnelle chinoise.

Cybill, l'atmosphère des choses et Les Affres de la nuit. « Je n'ai pas de souvenirs de ce que j'ai dit », dit Wim Wenders, « j'évoque les images, force anecdotes, sont autour de moi des manifestes de son inventivité. De son perfectionnisme aussi, dont il a eu tort, surtout à cause de transmettre les acméennes les moins généralisables, d'une bienveillance et d'une exceptionnelle attention. J'imagine des acteurs - Marina Vlady, Denys de la Pailletière et Pierer Utovich - entre autres, en chemin devant. Avant d'accomplir son rôle, pendant de nombreuses heures, Henri Alekan s'était fait un mannequinnet, se scannant avec son célèbre Pierer, et metteur en scène du théâtre de guignol dont il a conservé (et remisé parfois en activité) des accessoires. Qui l'en démentirait ? Par ailleurs, la tristesse de son métier, la grande Alekan, c'est cet aspect, d'enfant consommant en privé dans son proprio et son manitou, avec ses corollaires d'enthousiasme et de fraîcheur teuse. Evidemment aussi, cette tenue moulante en héritage familial (un père socialiste de la première heure, un grand-père officier d'artillerie, très grand au moment de l'arrivée, d'extrême pour s'être dressé contre l'ignominie antisémite), et cet humanisme ne démentant, vrai, d'une époque révolue et résolvant en fin de compte les horreurs stériles. En fin rouge naïf, ça se résume à l'humaine sous laquelle il n'y a plus rien. Une musique qui donne à réfléchir, et à rêver. Et à rêver. »

[illegible]

S. Ke

6 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998

La spécialiste de
CHARENTAIS la location de
demeures de Charme
propre depuis 25 ans la plus belle
collection de villas, fermes et
appartements en châteaux aux
amateurs de culture et calme, de
confort et qualité.
Prix à partir de 3500 \$/semaine
**Catalogue Italie (Gazans, Ombrin,
Vendin, Sotiz), 136 pages 30 F**
**Catalogue France (Provence, Côte
d'Azur, Bretagne, Loire), 185 pages 20 F**

Vos vacances
sont sur **Minitel**

Offres de dernière minute !!!

Spécial départs immédiats
prix exceptionnel à partir
de 1000 francs !
Vols, séjours, croisières
à prix discount !
+ de 2000 destinations, hôtels,
sites saints, croisières
et plus...

3617 AIREVASION
3617 AIRVOL
3617 INFONEIGE

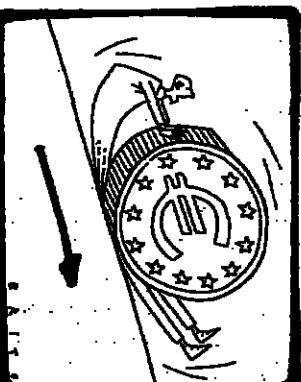
01 43 33 33 33

Y aura-t-il de la neige à Noël ?

Echecs et Net

Pour se familiariser avec l'euro

Le 1^{er} janvier 1999, l'euro deviendra la monnaie officielle de onze pays européens, dont la France. Une multitude de sites Web, dont la plupart sont répertoriés par le site officiel de la Banque centrale européenne, s'efforcent pour préparer les citoyens-consommateurs à cette échéance historique.



tales représentant la stabilité. Sa su-
division, le cent, prend un « s » au pluri
et doit être prononcé « sans », la si-
militude s'explique par le fait que
proposés également une gamme four-
nie de supports pédagogiques, des ca-
ssettes à coller sur les murs des classes,
des cassettes vidéo. Plus amusant, un si-
mulateur de conversion permet d'ob-

budés gratuitement par les banques et les grandes surfaces.

La Commission européenne a lancé sa propre campagne d'information, «L'Europe, une monnaie pour l'Europe», traduit dans les onze langues officielles de l'Union et régulièrement mis à jour, le site offre un bari de données de plus de 200 questions-réponses. L'internaute, qui peut tester ses connaissances grâce à un quiz, apprendra que l'abréviation de l'euro est «EUR», que son symbole est la lettre capital (*e*), en référence à la Grèce, barreau de la civilisation européenne, barrée de deux lignes horizontales.

Par ailleurs, les pièces et les billets qu'on seurt sont en circulation qn en 2002, seont déjà visibles sur le Web. Le site eonomique rassemble les images de futures pièces, explique où et comment elles seront fabriquées. De son côté, le site de La Poste dévoile la maquette d'un euro, qui remplacera progressivement

ment, ici à la Poste, le traditionnel timbre de 3 francs. La Poste propose également une calculatrice virtuelle, à télécharger sur le bureau du souscripteur, et va publier, à chaque mois un dossier sur les changements introduits par la normale unique dans la vie quotidienne des Français. Le premier à venir acheter une voiture dans un autre pays de l'Union européenne, sachant que le passage à l'euro rendra la compréhension des prix plus aisée ? Ou trouver les bonnes affaires ? Quels sont les droits du consommateur en la matière ? Les euro-préjudices, le rôle des institutions de qualité, les aspects juridiques : voilà les thèmes abordés dans les dossiers : la baguette de pain passe de 4 francs à 0,61 euro ; le tailleur, de 950 francs à 143,56 euros ; et le téléviseur, couleuvre de 4 650 francs à 202,69 euros.

Stéphane Mandant

- Banque centrale européenne : www.ecb.int/kyrgyz/colist.htm
- Ministère des finances : www.finances.gouv.fr/eur/
- Union européenne : europa.eu.int/eur/
- La Poste : www.laposte.fr/eur/
- Et aussi : www.lemonde-fidocsters/euro/
- Index.htm
- www.multimedia.com/urby/
- perso.infonie.fr/eucomonline

[illegible]

Le message de mon livre est simple : ne négligez pas ce qui est le plus évident. C'est la base de toutes les applications qui m'ont permis de gagner de l'argent et de me faire connaître. Je ne propose à personne des techniques secrètes, mais des idées simples et faciles à mettre en œuvre. En outre, j'ai des voyages dans le monde et j'ai écrit un livre sur ce thème. Je suis fier de ce que j'ai accompli et j'espère que cela vous aidera à atteindre vos objectifs. Je suis heureux de vous rencontrer et de vous parler de mon expérience.

[illegible]

Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998 ● **Television** ■ **Radio** ▼ **Multimedia** **Le Monde 35**



● De lundi à mercredi 16.30
France-Musique
Figures libres

« Prova d'orchestra »

L'E disque ne nous a pas seulement laissé de l'art des grands chefs du XX^e siècle, il a aussi gardé la trace de quelques séances de répétitions dont certaines sont plus connues que d'autres. Mais, maintenant, il nous fait découvrir des répertoires que nous ne connaissions pas. Ainsi, Toscanini (phono) faisait travailler de Strauss, s'emportant de plus en plus, injurant ses musiciens, s'amusant de l'absolue perfection et d'autant l'entraîner hors de lui. On peut penser qu'il s'y prenait mal, ce jour-là, car un chef n'a pas besoin de parler beaucoup, en particulier, pour être obéi : un regard, un geste sont plus efficaces qu'un long discours. Mais, maintenant, nous pouvons entendre ces répétitions enregistrées. Il faut bien que le maestro s'efforce de temps en temps « più piano, più subito, più piano, più subito » s'adresse aux instrumentalistes dans la langue du pays avec un fort accent étranger de préférence, qu'il tape sur son pupitre pour arrêter le premier violon en plein élan, qu'il donne le passage à un trompettiste, qu'il rappelle de la voki la plus fautive, qu'il martèle à un rythme enfantin « *Tanto fa* » ou indique un phrasé en l'exagérant jusqu'à l'absurde. Pour que ce soit amusant, sinon instructif, il faut que l'orchestre n'obtempère pas. L'auditeur, alors, se frotte les mains car, lui, qui ne joue ni de la harpe ni du violon, a bien compris ce qu'il faudrait faire. Par définition, le chef a toujours raison, et c'est ce qu'il faut au fond l'attrait de ces répétitions. Car les pianistes répètent énormément, eux aussi, et si l'on ne songe guère à enregistrer leur travail de Sisyphe, c'est qu'ils ne paient pas assez et n'ont à se battre qu'avec eux-mêmes.

Gérard Corbiau
FM Paris 92,7 ou 92,1

France-Culture

Informations : 7.00 ; 7.30 ; 10.00 ; 12.30 ; 16.30 ; 17.00 ; 18.00 ; 19.00 ; 20.00 ; 21.00 ; 22.00 ; 23.00 ; 24.00 ; 25.00 ; 26.00 ; 27.00 ; 28.00 ; 29.00 ; 30.00 ; 31.00 ; 32.00 ; 33.00 ; 34.00 ; 35.00 ; 36.00 ; 37.00 ; 38.00 ; 39.00 ; 40.00 ; 41.00 ; 42.00 ; 43.00 ; 44.00 ; 45.00 ; 46.00 ; 47.00 ; 48.00 ; 49.00 ; 50.00 ; 51.00 ; 52.00 ; 53.00 ; 54.00 ; 55.00 ; 56.00 ; 57.00 ; 58.00 ; 59.00 ; 60.00 ; 61.00 ; 62.00 ; 63.00 ; 64.00 ; 65.00 ; 66.00 ; 67.00 ; 68.00 ; 69.00 ; 70.00 ; 71.00 ; 72.00 ; 73.00 ; 74.00 ; 75.00 ; 76.00 ; 77.00 ; 78.00 ; 79.00 ; 80.00 ; 81.00 ; 82.00 ; 83.00 ; 84.00 ; 85.00 ; 86.00 ; 87.00 ; 88.00 ; 89.00 ; 90.00 ; 91.00 ; 92.00 ; 93.00 ; 94.00 ; 95.00 ; 96.00 ; 97.00 ; 98.00 ; 99.00 ; 100.00 ; 101.00 ; 102.00 ; 103.00 ; 104.00 ; 105.00 ; 106.00 ; 107.00 ; 108.00 ; 109.00 ; 110.00 ; 111.00 ; 112.00 ; 113.00 ; 114.00 ; 115.00 ; 116.00 ; 117.00 ; 118.00 ; 119.00 ; 120.00 ; 121.00 ; 122.00 ; 123.00 ; 124.00 ; 125.00 ; 126.00 ; 127.00 ; 128.00 ; 129.00 ; 130.00 ; 131.00 ; 132.00 ; 133.00 ; 134.00 ; 135.00 ; 136.00 ; 137.00 ; 138.00 ; 139.00 ; 140.00 ; 141.00 ; 142.00 ; 143.00 ; 144.00 ; 145.00 ; 146.00 ; 147.00 ; 148.00 ; 149.00 ; 150.00 ; 151.00 ; 152.00 ; 153.00 ; 154.00 ; 155.00 ; 156.00 ; 157.00 ; 158.00 ; 159.00 ; 160.00 ; 161.00 ; 162.00 ; 163.00 ; 164.00 ; 165.00 ; 166.00 ; 167.00 ; 168.00 ; 169.00 ; 170.00 ; 171.00 ; 172.00 ; 173.00 ; 174.00 ; 175.00 ; 176.00 ; 177.00 ; 178.00 ; 179.00 ; 180.00 ; 181.00 ; 182.00 ; 183.00 ; 184.00 ; 185.00 ; 186.00 ; 187.00 ; 188.00 ; 189.00 ; 190.00 ; 191.00 ; 192.00 ; 193.00 ; 194.00 ; 195.00 ; 196.00 ; 197.00 ; 198.00 ; 199.00 ; 200.00 ; 201.00 ; 202.00 ; 203.00 ; 204.00 ; 205.00 ; 206.00 ; 207.00 ; 208.00 ; 209.00 ; 210.00 ; 211.00 ; 212.00 ; 213.00 ; 214.00 ; 215.00 ; 216.00 ; 217.00 ; 218.00 ; 219.00 ; 220.00 ; 221.00 ; 222.00 ; 223.00 ; 224.00 ; 225.00 ; 226.00 ; 227.00 ; 228.00 ; 229.00 ; 230.00 ; 231.00 ; 232.00 ; 233.00 ; 234.00 ; 235.00 ; 236.00 ; 237.00 ; 238.00 ; 239.00 ; 240.00 ; 241.00 ; 242.00 ; 243.00 ; 244.00 ; 245.00 ; 246.00 ; 247.00 ; 248.00 ; 249.00 ; 250.00 ; 251.00 ; 252.00 ; 253.00 ; 254.00 ; 255.00 ; 256.00 ; 257.00 ; 258.00 ; 259.00 ; 260.00 ; 261.00 ; 262.00 ; 263.00 ; 264.00 ; 265.00 ; 266.00 ; 267.00 ; 268.00 ; 269.00 ; 270.00 ; 271.00 ; 272.00 ; 273.00 ; 274.00 ; 275.00 ; 276.00 ; 277.00 ; 278.00 ; 279.00 ; 280.00 ; 281.00 ; 282.00 ; 283.00 ; 284.00 ; 285.00 ; 286.00 ; 287.00 ; 288.00 ; 289.00 ; 290.00 ; 291.00 ; 292.00 ; 293.00 ; 294.00 ; 295.00 ; 296.00 ; 297.00 ; 298.00 ; 299.00 ; 300.00 ; 301.00 ; 302.00 ; 303.00 ; 304.00 ; 305.00 ; 306.00 ; 307.00 ; 308.00 ; 309.00 ; 310.00 ; 311.00 ; 312.00 ; 313.00 ; 314.00 ; 315.00 ; 316.00 ; 317.00 ; 318.00 ; 319.00 ; 320.00 ; 321.00 ; 322.00 ; 323.00 ; 324.00 ; 325.00 ; 326.00 ; 327.00 ; 328.00 ; 329.00 ; 330.00 ; 331.00 ; 332.00 ; 333.00 ; 334.00 ; 335.00 ; 336.00 ; 337.00 ; 338.00 ; 339.00 ; 340.00 ; 341.00 ; 342.00 ; 343.00 ; 344.00 ; 345.00 ; 346.00 ; 347.00 ; 348.00 ; 349.00 ; 350.00 ; 351.00 ; 352.00 ; 353.00 ; 354.00 ; 355.00 ; 356.00 ; 357.00 ; 358.00 ; 359.00 ; 360.00 ; 361.00 ; 362.00 ; 363.00 ; 364.00 ; 365.00 ; 366.00 ; 367.00 ; 368.00 ; 369.00 ; 370.00 ; 371.00 ; 372.00 ; 373.00 ; 374.00 ; 375.00 ; 376.00 ; 377.00 ; 378.00 ; 379.00 ; 380.00 ; 381.00 ; 382.00 ; 383.00 ; 384.00 ; 385.00 ; 386.00 ; 387.00 ; 388.00 ; 389.00 ; 390.00 ; 391.00 ; 392.00 ; 393.00 ; 394.00 ; 395.00 ; 396.00 ; 397.00 ; 398.00 ; 399.00 ; 400.00 ; 401.00 ; 402.00 ; 403.00 ; 404.00 ; 405.00 ; 406.00 ; 407.00 ; 408.00 ; 409.00 ; 410.00 ; 411.00 ; 412.00 ; 413.00 ; 414.00 ; 415.00 ; 416.00 ; 417.00 ; 418.00 ; 419.00 ; 420.00 ; 421.00 ; 422.00 ; 423.00 ; 424.00 ; 425.00 ; 426.00 ; 427.00 ; 428.00 ; 429.00 ; 430.00 ; 431.00 ; 432.00 ; 433.00 ; 434.00 ; 435.00 ; 436.00 ; 437.00 ; 438.00 ; 439.00 ; 440.00 ; 441.00 ; 442.00 ; 443.00 ; 444.00 ; 445.00 ; 446.00 ; 447.00 ; 448.00 ; 449.00 ; 450.00 ; 451.00 ; 452.00 ; 453.00 ; 454.00 ; 455.00 ; 456.00 ; 457.00 ; 458.00 ; 459.00 ; 460.00 ; 461.00 ; 462.00 ; 463.00 ; 464.00 ; 465.00 ; 466.00 ; 467.00 ; 468.00 ; 469.00 ; 470.00 ; 471.00 ; 472.00 ; 473.00 ; 474.00 ; 475.00 ; 476.00 ; 477.00 ; 478.00 ; 479.00 ; 480.00 ; 481.00 ; 482.00 ; 483.00 ; 484.00 ; 485.00 ; 486.00 ; 487.00 ; 488.00 ; 489.00 ; 490.00 ; 491.00 ; 492.00 ; 493.00 ; 494.00 ; 495.00 ; 496.00 ; 497.00 ; 498.00 ; 499.00 ; 500.00 ; 501.00 ; 502.00 ; 503.00 ; 504.00 ; 505.00 ; 506.00 ; 507.00 ; 508.00 ; 509.00 ; 510.00 ; 511.00 ; 512.00 ; 513.00 ; 514.00 ; 515.00 ; 516.00 ; 517.00 ; 518.00 ; 519.00 ; 520.00 ; 521.00 ; 522.00 ; 523.00 ; 524.00 ; 525.00 ; 526.00 ; 527.00 ; 528.00 ; 529.00 ; 530.00 ; 531.00 ; 532.00 ; 533.00 ; 534.00 ; 535.00 ; 536.00 ; 537.00 ; 538.00 ; 539.00 ; 540.00 ; 541.00 ; 542.00 ; 543.00 ; 544.00 ; 545.00 ; 546.00 ; 547.00 ; 548.00 ; 549.00 ; 550.00 ; 551.00 ; 552.00 ; 553.00 ; 554.00 ; 555.00 ; 556.00 ; 557.00 ; 558.00 ; 559.00 ; 560.00 ; 561.00 ; 562.00 ; 563.00 ; 564.00 ; 565.00 ; 566.00 ; 567.00 ; 568.00 ; 569.00 ; 570.00 ; 571.00 ; 572.00 ; 573.00 ; 574.00 ; 575.00 ; 576.00 ; 577.00 ; 578.00 ; 579.00 ; 580.00 ; 581.00 ; 582.00 ; 583.00 ; 584.00 ; 585.00 ; 586.00 ; 587.00 ; 588.00 ; 589.00 ; 590.00 ; 591.00 ; 592.00 ; 593.00 ; 594.00 ; 595.00 ; 596.00 ; 597.00 ; 598.00 ; 599.00 ; 600.00 ; 601.00 ; 602.00 ; 603.00 ; 604.00 ; 605.00 ; 606.00 ; 607.00 ; 608.00 ; 609.00 ; 610.00 ; 611.00 ; 612.00 ; 613.00 ; 614.00 ; 615.00 ; 616.00 ; 617.00 ; 618.00 ; 619.00 ; 620.00 ; 621.00 ; 622.00 ; 623.00 ; 624.00 ; 625.00 ; 626.00 ; 627.00 ; 628.00 ; 629.00 ; 630.00 ; 631.00 ; 632.00 ; 633.00 ; 634.00 ; 635.00 ; 636.00 ; 637.00 ; 638.00 ; 639.00 ; 640.00 ; 641.00 ; 642.00 ; 643.00 ; 644.00 ; 645.00 ; 646.00 ; 647.00 ; 648.00 ; 649.00 ; 650.00 ; 651.00 ; 652.00 ; 653.00 ; 654.00 ; 655.00 ; 656.00 ; 657.00 ; 658.00 ; 659.00 ; 660.00 ; 661.00 ; 662.00 ; 663.00 ; 664.00 ; 665.00 ; 666.00 ; 667.00 ; 668.00 ; 669.00 ; 670.00 ; 671.00 ; 672.00 ; 673.00 ; 674.00 ; 675.00 ; 676.00 ; 677.00 ; 678.00 ; 679.00 ; 680.00 ; 681.00 ; 682.00 ; 683.00 ; 684.00 ; 685.00 ; 686.00 ; 687.00 ; 688.00 ; 689.00 ; 690.00 ; 691.00 ; 692.00 ; 693.00 ; 694.00 ; 695.00 ; 696.00 ; 697.00 ; 698.00 ; 699.00 ; 700.00 ; 701.00 ; 702.00 ; 703.00 ; 704.00 ; 705.00 ; 706.00 ; 707.00 ; 708.00 ; 709.00 ; 710.00 ; 711.00 ; 712.00 ; 713.00 ; 714.00 ; 715.00 ; 716.00 ; 717.00 ; 718.00 ; 719.00 ; 720.00 ; 721.00 ; 722.00 ; 723.00 ; 724.00 ; 725.00 ; 726.00 ; 727.00 ; 728.00 ; 729.00 ; 730.00 ; 731.00 ; 732.00 ; 733.00 ; 734.00 ; 735.00 ; 736.00 ; 737.00 ; 738.00 ; 739.00 ; 740.00 ; 741.00 ; 742.00 ; 743.00 ; 744.00 ; 745.00 ; 746.00 ; 747.00 ; 748.00 ; 749.00 ; 750.00 ; 751.00 ; 752.00 ; 753.00 ; 754.00 ; 755.00 ; 756.00 ; 757.00 ; 758.00 ; 759.00 ; 760.00 ; 761.00 ; 762.00 ; 763.00 ; 764.00 ; 765.00 ; 766.00 ; 767.00 ; 768.00 ; 769.00 ; 770.00 ; 771.00 ; 772.00 ; 773.00 ; 774.00 ; 775.00 ; 776.00 ; 777.00 ; 778.00 ; 779.00 ; 780.00 ; 781.00 ; 782.00 ; 783.00 ; 784.00 ; 785.00 ; 786.00 ; 787.00 ; 788.00 ; 789.00 ; 790.00 ; 791.00 ; 792.00 ; 793.00 ; 794.00 ; 795.00 ; 796.00 ; 797.00 ; 798.00 ; 799.00 ; 800.00 ; 801.00 ; 802.00 ; 803.00 ; 804.00 ; 805.00 ; 806.00 ; 807.00 ; 808.00 ; 809.00 ; 810.00 ; 811.00 ; 812.00 ; 813.00 ; 814.00 ; 815.00 ; 816.00 ; 817.00 ; 818.00 ; 819.00 ; 820.00 ; 821.00 ; 822.00 ; 823.00 ; 824.00 ; 825.00 ; 826.00 ; 827.00 ; 828.00 ; 829.00 ; 830.00 ; 831.00 ; 832.00 ; 833.00 ; 834.00 ; 835.00 ; 836.00 ; 837.00 ; 838.00 ; 839.00 ; 840.00 ; 841.00 ; 842.00 ; 843.00 ; 844.00 ; 845.00 ; 846.00 ; 847.00 ; 848.00 ; 849.00 ; 850.00 ; 851.00 ; 852.00 ; 853.00 ; 854.00 ; 855.00 ; 856.00 ; 857.00 ; 858.00 ; 859.00 ; 860.00 ; 861.00 ; 862.00 ; 863.00 ; 864.00 ; 865.00 ; 866.00 ; 867.00 ; 868.00 ; 869.00 ; 870.00 ; 871.00 ; 872.00 ; 873.00 ; 874.00 ; 875.00 ; 876.00 ; 877.00 ; 878.00 ; 879.00 ; 880.00 ; 881.00 ; 882.00 ; 883.00 ; 884.00 ; 885.00 ; 886.00 ; 887.00 ; 888.00 ; 889.00 ; 890.00 ; 891.00 ; 892.00 ; 893.00 ; 894.00 ; 895.00 ; 896.00 ; 897.00 ; 898.00 ; 899.00 ; 900.00 ; 901.00 ; 902.00 ; 903.00 ; 904.00 ; 905.00 ; 906.00 ; 907.00 ; 908.00 ; 909.00 ; 910.00 ; 911.00 ; 912.00 ; 913.00 ; 914.00 ; 915.00 ; 916.00 ; 917.00 ; 918.00 ; 919.00 ; 920.00 ; 921.00 ; 922.00 ; 923.00 ; 924.00 ; 925.00 ; 926.00 ; 927.00 ; 928.00 ; 929.00 ; 930.00 ; 931.00 ; 932.00 ; 933.00 ; 934.00 ; 935.00 ; 936.00 ; 937.00 ; 938.00 ; 939.00 ; 940.00 ; 941.00 ; 942.00 ; 943.00 ; 944.00 ; 945.00 ; 946.00 ; 947.00 ; 948.00 ; 949.00 ; 950.00 ; 951.00 ; 952.00 ; 953.00 ; 954.00 ; 955.00 ; 956.00 ; 957.00 ; 958.00 ; 959.00 ; 960.00 ; 961.00 ; 962.00 ; 963.00 ; 964.00 ; 965.00 ; 966.00 ; 967.00 ; 968.00 ; 969.00 ; 970.00 ; 971.00 ; 972.00 ; 973.00 ; 974.00 ; 975.00 ; 976.00 ; 977.00 ; 978.00 ; 979.00 ; 980.00 ; 981.00 ; 982.00 ; 983.00 ; 984.00 ; 985.00 ; 986.00 ; 987.00 ; 988.00 ; 989.00 ; 990.00 ; 991.00 ; 992.00 ; 993.00 ; 994.00 ; 995.00 ; 996.00 ; 997.00 ; 998.00 ; 999.00 ; 1000.00 ; 1001.00 ; 1002.00 ; 1003.00 ; 1004.00 ; 1005.00 ; 1006.00 ; 1007.00 ; 1008.00 ; 1009.00 ; 1010.00 ; 1011.00 ; 1012.00 ; 1013.00 ; 1014.00 ; 1015.00 ; 1016.00 ; 1017.00 ; 1018.00 ; 1019.00 ; 1020.00 ; 1021.00 ; 1022.00 ; 1023.00 ; 1024.00 ; 1025.00 ; 1026.00 ; 1027.00 ; 1028.00 ; 1029.00 ; 1030.00 ; 1031.00 ; 1032.00 ; 1033.00 ; 1034.00 ; 1035.00 ; 1036.00 ; 1037.00 ; 1038.00 ; 1039.00 ; 1040.00 ; 1041.00 ; 1042.00 ; 1043.00 ; 1044.00 ; 1045.00 ; 1046.00 ; 1047.00 ; 1048.00 ; 1049.00 ; 1050.00 ; 1051.00 ; 1052.00 ; 1053.00 ; 1054.00 ; 1055.00 ; 1056.00 ; 1057.00 ; 1058.00 ; 1059.00 ; 1060.00 ; 1061.00 ; 1062.00 ; 1063.00 ; 1064.00 ; 1065.00 ; 1066.00 ; 1067.00 ; 1068.00 ; 1069.00 ; 1070.00 ; 1071.00 ; 1072.00 ; 1073.00 ; 1074.00 ; 1075.00 ; 1076.00 ; 1077.00 ; 1078.00 ; 1079.00 ; 1080.00 ; 1081.00 ; 1082.00 ; 1083.00 ; 1084.00 ; 1085.00 ; 1086.00 ; 1087.00 ; 1088.00 ; 1089.00 ; 1090.00 ; 1091.00 ; 1092.00 ; 1093.00 ; 1094.00 ; 1095.00 ; 1096.00 ; 1097.00 ; 1098.00 ; 1099.00 ; 1100.00 ; 1101.00 ; 1102.00 ; 1103.00 ; 1104.00 ; 1105.00 ; 1106.00 ; 1107.00 ; 1108.00 ; 1109.00 ; 1110.00 ; 1111.00 ; 1112.00 ; 1113.00 ; 1114.00 ; 1115.00 ; 1116.00 ; 1117.00 ; 1118.00 ; 1119.00 ; 1120.00 ; 1121.00 ; 1122.00 ; 1123.00 ; 1124.00 ; 1125.00 ; 1126.00 ; 1127.00 ; 1128.00 ; 1129.00 ; 1130.00 ; 1131.00 ; 1132.00 ; 1133.00 ; 1134.00 ; 1135.00 ; 1136.00 ; 1137.00 ; 1138.00 ; 1139.00 ; 1140.00 ; 1141.00 ; 1142.00 ; 1143.00 ; 1144.00 ; 1145.00 ; 1146.00 ; 1147.00 ; 1148.00 ; 1149.00 ; 1150.00 ; 1151.00 ; 1152.00 ; 1153.00 ; 1154.00 ; 1155.00 ; 1156.00 ; 1157.00 ; 1158.00 ; 1159.00 ; 1160.00 ; 1161.00 ; 1162.00 ; 1163.00 ; 1164.00 ; 1165.00 ; 1166.00 ; 1167.00 ; 1168.00 ; 1169.00 ; 1170.00 ; 1171.00 ; 1172.00 ; 1173.00 ; 1174.00 ; 1175.00 ; 1176.00 ; 1177.00 ; 1178.00 ; 1179.00 ; 1180.00 ; 1181.00 ; 1182.00 ; 1183.00 ; 1184.00 ; 1185.00 ; 1186.00 ; 1187.00 ; 1188.00 ; 1189.00 ; 1190.00 ; 1191.00 ; 1192.00 ; 1193.00 ; 1194.00 ; 1195.00 ; 1196.00 ; 1197.00 ; 1198.00 ; 1199.00 ; 1200.00 ; 1201.00 ; 1202.00 ; 1203.00 ; 1204.00 ; 1205.00 ; 1206.00 ; 1207.00 ; 1208.00 ; 1209.00 ; 1210.00 ; 1211.00 ; 1212.00 ; 1213.00 ; 1214.00 ; 1215.00 ; 1216.00 ; 1217.00 ; 1218.00 ; 1219.00 ; 1220.00 ; 1221.00 ; 1222.00 ; 1223.00 ; 1224.00 ; 1225.00 ; 1226.00 ; 1227.00 ; 1228.00 ; 1229.00 ; 1230.00 ; 1231.00 ; 1232.00 ; 1233.00 ; 1234.00 ; 1235.00 ; 1236.00 ; 1237.00 ; 1238.00 ; 1239.00 ; 1240.00 ; 1241.00 ; 1242.00 ; 1243.00 ; 1244.00 ; 1245.00 ; 1246.00 ; 1247.00 ; 1248.00 ; 1249.00 ; 1250.00 ; 1251.00 ; 1252.00 ; 1253.00 ; 1254.00 ; 1255.00 ; 1256.00 ; 1257.00 ; 1258.00 ; 1259.00 ; 1260.00 ; 1261.00 ; 1262.00 ; 1263.00 ; 1264.00 ; 1265.00 ; 1266.00 ; 1267.00 ; 1268.00 ; 1269.00 ; 1270.00 ; 1271.00 ; 1272.00 ; 1273.00 ; 1274.00 ; 1275.00 ; 1276.00 ; 1277.00 ; 1278.00 ; 1279.00 ; 1280.00 ; 1281.00 ; 1282.00 ; 1283.00 ; 1284.00 ; 1285.00 ; 1286.00 ; 1287.00 ; 1288.00 ; 1289.00 ; 1290.00 ; 1291.00 ; 1292.00 ; 1293.00 ; 1294.00 ; 1295.00 ; 1296.00 ; 1297.00 ; 1298.00 ; 1299.00 ; 1300.00 ; 1301.00 ; 1302.00 ; 1303.00 ; 1304.00 ; 1305.00 ; 1306.00 ; 1307.00 ; 1308.00 ; 1309.00 ; 1310.00 ; 1311.00 ; 1312.00 ; 1313.00 ; 1314.00 ; 1315.00 ; 1316.00 ; 1317.00 ; 1318.00 ; 1319.00 ; 1320.00 ; 1321.00 ; 1322.00 ; 1323.00 ; 1324.00 ; 1325.00 ; 1326.00 ; 1327.00 ; 1328.00 ; 1329.00 ; 1330.00 ; 1331.00 ; 1332.00 ; 1333.00 ; 1334.00 ; 1335.00 ; 1336.00 ; 1337.00 ; 1338.00 ; 1339.00 ; 1340.00 ; 1341.00 ; 1342.00 ; 1343.00 ; 1344.00 ; 1345.00 ; 1346.00 ; 1347.00 ; 1348.00 ; 1349.00 ; 1350.00 ; 1351.00 ; 1

TF 1

5.55 La Phila selon Philippe...
Série, Reine saur...
6.15 Millionnaire, jeu...
6.45 Journal...
6.55 Shopping à la une...
7.40 Télématin...
8.10 Télématin...
8.57 et 12.13, 12.55 Mélo...
9.40 TF 1 Jeunesse...
11.45 Millionnaire, jeu...
12.05 Culture comme...
un grand client...
La première au p...
12.15 Le Jour P... jeu...
12.50 A Vrai dire...
L'histoire du c...
12.55 Tric, tric...
13.30 Journal...
13.15 Reportage...
de la mer...
13.35 MacGyver...
Série, L'aventure...
14.45 Alerte à Madrid...
Série, Coup de bou...
15.35 Ellipse...
Série, Radio p...
16.30 Friche...
et les Américains...
Téléfilm, Jean Beck...
Avec Kevin Sorbo...
André Quin...
(95 min)...
18.05 Sous le soleil...
A la télé, pas du tout...
19.05 Télématin...
19.55 Bric à bric...
20.00 Journal...
Météo, Trac infos...

France 2

5.55 Saucer Dancin...
5.45 L'odyssée...
6.15 M...
6.45 M...
7.00 M...
7.45 et 14.55 L'Info...
7.50 Warner studio...
8.40 DTV Stars...
11.05 L'Info...
La voyage extra-...
ou est-ce qu'il...
11.35 et 11.45 Les 2...
12.15 et 12.20 1000...
12.50 et 13.00...
13.15 et 13.30...
13.35 et 13.50...
13.55 et 14.05...
14.15 et 14.30...
14.45 et 14.55...
15.15 et 15.30...
15.35 et 15.50...
15.55 et 16.10...
16.15 et 16.30...
16.35 et 16.50...
16.55 et 17.10...
17.15 et 17.30...
17.35 et 17.50...
17.55 et 18.10...
18.15 et 18.30...
18.35 et 18.50...
18.55 et 19.10...
19.15 et 19.30...
19.35 et 19.50...
19.55 et 20.10...
20.15 et 20.30...
20.35 et 20.50...
20.55 et 21.10...
21.15 et 21.30...
21.35 et 21.50...
21.55 et 22.10...
22.15 et 22.30...
22.35 et 22.50...
22.55 et 23.10...
23.15 et 23.30...
23.35 et 23.50...
23.55 et 24.10...
24.15 et 24.30...
24.35 et 24.50...
24.55 et 25.10...
25.15 et 25.30...
25.35 et 25.50...
25.55 et 26.10...
26.15 et 26.30...
26.35 et 26.50...
26.55 et 27.10...
27.15 et 27.30...
27.35 et 27.50...
27.55 et 28.10...
28.15 et 28.30...
28.35 et 28.50...
28.55 et 29.10...
29.15 et 29.30...
29.35 et 29.50...
29.55 et 30.10...
30.15 et 30.30...
30.35 et 30.50...
30.55 et 31.10...
31.15 et 31.30...
31.35 et 31.50...
31.55 et 32.10...
32.15 et 32.30...
32.35 et 32.50...
32.55 et 33.10...
33.15 et 33.30...
33.35 et 33.50...
33.55 et 34.10...
34.15 et 34.30...
34.35 et 34.50...
34.55 et 35.10...
35.15 et 35.30...
35.35 et 35.50...
35.55 et 36.10...
36.15 et 36.30...
36.35 et 36.50...
36.55 et 37.10...
37.15 et 37.30...
37.35 et 37.50...
37.55 et 38.10...
38.15 et 38.30...
38.35 et 38.50...
38.55 et 39.10...
39.15 et 39.30...
39.35 et 39.50...
39.55 et 40.10...
40.15 et 40.30...
40.35 et 40.50...
40.55 et 41.10...
41.15 et 41.30...
41.35 et 41.50...
41.55 et 42.10...
42.15 et 42.30...
42.35 et 42.50...
42.55 et 43.10...
43.15 et 43.30...
43.35 et 43.50...
43.55 et 44.10...
44.15 et 44.30...
44.35 et 44.50...
44.55 et 45.10...
45.15 et 45.30...
45.35 et 45.50...
45.55 et 46.10...
46.15 et 46.30...
46.35 et 46.50...
46.55 et 47.10...
47.15 et 47.30...
47.35 et 47.50...
47.55 et 48.10...
48.15 et 48.30...
48.35 et 48.50...
48.55 et 49.10...
49.15 et 49.30...
49.35 et 49.50...
49.55 et 50.10...
50.15 et 50.30...
50.35 et 50.50...
50.55 et 51.10...
51.15 et 51.30...
51.35 et 51.50...
51.55 et 52.10...
52.15 et 52.30...
52.35 et 52.50...
52.55 et 53.10...
53.15 et 53.30...
53.35 et 53.50...
53.55 et 54.10...
54.15 et 54.30...
54.35 et 54.50...
54.55 et 55.10...
55.15 et 55.30...
55.35 et 55.50...
55.55 et 56.10...
56.15 et 56.30...
56.35 et 56.50...
56.55 et 57.10...
57.15 et 57.30...
57.35 et 57.50...
57.55 et 58.10...
58.15 et 58.30...
58.35 et 58.50...
58.55 et 59.10...
59.15 et 59.30...
59.35 et 59.50...
59.55 et 60.10...
60.15 et 60.30...
60.35 et 60.50...
60.55 et 61.10...
61.15 et 61.30...
61.35 et 61.50...
61.55 et 62.10...
62.15 et 62.30...
62.35 et 62.50...
62.55 et 63.10...
63.15 et 63.30...
63.35 et 63.50...
63.55 et 64.10...
64.15 et 64.30...
64.35 et 64.50...
64.55 et 65.10...
65.15 et 65.30...
65.35 et 65.50...
65.55 et 66.10...
66.15 et 66.30...
66.35 et 66.50...
66.55 et 67.10...
67.15 et 67.30...
67.35 et 67.50...
67.55 et 68.10...
68.15 et 68.30...
68.35 et 68.50...
68.55 et 69.10...
69.15 et 69.30...
69.35 et 69.50...
69.55 et 70.10...
70.15 et 70.30...
70.35 et 70.50...
70.55 et 71.10...
71.15 et 71.30...
71.35 et 71.50...
71.55 et 72.10...
72.15 et 72.30...
72.35 et 72.50...
72.55 et 73.10...
73.15 et 73.30...
73.35 et 73.50...
73.55 et 74.10...
74.15 et 74.30...
74.35 et 74.50...
74.55 et 75.10...
75.15 et 75.30...
75.35 et 75.50...
75.55 et 76.10...
76.15 et 76.30...
76.35 et 76.50...
76.55 et 77.10...
77.15 et 77.30...
77.35 et 77.50...
77.55 et 78.10...
78.15 et 78.30...
78.35 et 78.50...
78.55 et 79.10...
79.15 et 79.30...
79.35 et 79.50...
79.55 et 80.10...
80.15 et 80.30...
80.35 et 80.50...
80.55 et 81.10...
81.15 et 81.30...
81.35 et 81.50...
81.55 et 82.10...
82.15 et 82.30...
82.35 et 82.50...
82.55 et 83.10...
83.15 et 83.30...
83.35 et 83.50...
83.55 et 84.10...
84.15 et 84.30...
84.35 et 84.50...
84.55 et 85.10...
85.15 et 85.30...
85.35 et 85.50...
85.55 et 86.10...
86.15 et 86.30...
86.35 et 86.50...
86.55 et 87.10...
87.15 et 87.30...
87.35 et 87.50...
87.55 et 88.10...
88.15 et 88.30...
88.35 et 88.50...
88.55 et 89.10...
89.15 et 89.30...
89.35 et 89.50...
89.55 et 90.10...
90.15 et 90.30...
90.35 et 90.50...
90.55 et 91.10...
91.15 et 91.30...
91.35 et 91.50...
91.55 et 92.10...
92.15 et 92.30...
92.35 et 92.50...
92.55 et 93.10...
93.15 et 93.30...
93.35 et 93.50...
93.55 et 94.10...
94.15 et 94.30...
94.35 et 94.50...
94.55 et 95.10...
95.15 et 95.30...
95.35 et 95.50...
95.55 et 96.10...
96.15 et 96.30...
96.35 et 96.50...
96.55 et 97.10...
97.15 et 97.30...
97.35 et 97.50...
97.55 et 98.10...
98.15 et 98.30...
98.35 et 98.50...
98.55 et 99.10...
99.15 et 99.30...
99.35 et 99.50...
99.55 et 100.10...
100.15 et 100.30...
100.35 et 100.50...
100.55 et 101.10...
101.15 et 101.30...
101.35 et 101.50...
101.55 et 102.10...
102.15 et 102.30...
102.35 et 102.50...
102.55 et 103.10...
103.15 et 103.30...
103.35 et 103.50...
103.55 et 104.10...
104.15 et 104.30...
104.35 et 104.50...
104.55 et 105.10...
105.15 et 105.30...
105.35 et 105.50...
105.55 et 106.10...
106.15 et 106.30...
106.35 et 106.50...
106.55 et 107.10...
107.15 et 107.30...
107.35 et 107.50...
107.55 et 108.10...
108.15 et 108.30...
108.35 et 108.50...
108.55 et 109.10...
109.15 et 109.30...
109.35 et 109.50...
109.55 et 110.10...
110.15 et 110.30...
110.35 et 110.50...
110.55 et 111.10...
111.15 et 111.30...
111.35 et 111.50...
111.55 et 112.10...
112.15 et 112.30...
112.35 et 112.50...
112.55 et 113.10...
113.15 et 113.30...
113.35 et 113.50...
113.55 et 114.10...
114.15 et 114.30...
114.35 et 114.50...
114.55 et 115.10...
115.15 et 115.30...
115.35 et 115.50...
115.55 et 116.10...
116.15 et 116.30...
116.35 et 116.50...
116.55 et 117.10...
117.15 et 117.30...
117.35 et 117.50...
117.55 et 118.10...
118.15 et 118.30...
118.35 et 118.50...
118.55 et 119.10...
119.15 et 119.30...
119.35 et 119.50...
119.55 et 120.10...
120.15 et 120.30...
120.35 et 120.50...
120.55 et 121.10...
121.15 et 121.30...
121.35 et 121.50...
121.55 et 122.10...
122.15 et 122.30...
122.35 et 122.50...
122.55 et 123.10...
123.15 et 123.30...
123.35 et 123.50...
123.55 et 124.10...
124.15 et 124.30...
124.35 et 124.50...
124.55 et 125.10...
125.15 et 125.30...
125.35 et 125.50...
125.55 et 126.10...
126.15 et 126.30...
126.35 et 126.50...
126.55 et 127.10...
127.15 et 127.30...
127.35 et 127.50...
127.55 et 128.10...
128.15 et 128.30...
128.35 et 128.50...
128.55 et 129.10...
129.15 et 129.30...
129.35 et 129.50...
129.55 et 130.10...
130.15 et 130.30...
130.35 et 130.50...
130.55 et 131.10...
131.15 et 131.30...
131.35 et 131.50...
131.55 et 132.10...
132.15 et 132.30...
132.35 et 132.50...
132.55 et 133.10...
133.15 et 133.30...
133.35 et 133.50...
133.55 et 134.10...
134.15 et 134.30...
134.35 et 134.50...
134.55 et 135.10...
135.15 et 135.30...
135.35 et 135.50...
135.55 et 136.10...
136.15 et 136.30...
136.35 et 136.50...
136.55 et 137.10...
137.15 et 137.30...
137.35 et 137.50...
137.55 et 138.10...
138.15 et 138.30...
138.35 et 138.50...
138.55 et 139.10...
139.15 et 139.30...
139.35 et 139.50...
139.55 et 140.10...
140.15 et 140.30...
140.35 et 140.50...
140.55 et 141.10...
141.15 et 141.30...
141.35 et 141.50...
141.55 et 142.10...
142.15 et 142.30...
142.35 et 142.50...
142.55 et 143.10...
143.15 et 143.30...
143.35 et 143.50...
143.55 et 144.10...
144.15 et 144.30...
144.35 et 144.50...
144.55 et 145.10...
145.15 et 145.30...
145.35 et 145.50...
145.55 et 146.10...
146.15 et 146.30...
146.35 et 146.50...
146.55 et 147.10...
147.15 et 147.30...
147.35 et 147.50...
147.55 et 148.10...
148.15 et 148.30...
148.35 et 148.50...
148.55 et 149.10...
149.15 et 149.30...
149.35 et 149.50...
149.55 et 150.10...
150.15 et 150.30...
150.35 et 150.50...
150.55 et 151.10...
151.15 et 151.30...
151.35 et 151.50...
151.55 et 152.10...
152.15 et 152.30...
152.35 et 152.50...
152.55 et 153.10...
153.15 et 153.30...
153.35 et 153.50...
153.55 et 154.10...
154.15 et 154.30...
154.35 et 154.50...
154.55 et 155.10...
155.15 et 155.30...
155.35 et 155.50...
155.55 et 156.10...
156.15 et 156.30...
156.35 et 156.50...
156.55 et 157.10...
157.15 et 157.30...
157.35 et 157.50...
157.55 et 158.10...
158.15 et 158.30...
158.35 et 158.50...
158.55 et 159.10...
159.15 et 159.30...
159.35 et 159.50...
159.55 et 160.10...
160.15 et 160.30...
160.35 et 160.50...
160.55 et 161.10...
161.15 et 161.30...
161.35 et 161.50...
161.55 et 162.10...
162.15 et 162.30...
162.35 et 162.50...
162.55 et 163.10...
163.15 et 163.30...
163.35 et 163.50...
163.55 et 164.10...
164.15 et 164.30...
164.35 et 164.50...
164.55 et 165.10...
165.15 et 165.30...
165.35 et 165.50...
165.55 et 166.10...
166.15 et 166.30...
166.35 et 166.50...
166.55 et 167.10...
167.15 et 167.30...
167.35 et 167.50...
167.55 et 168.10...
168.15 et 168.30...
168.35 et 168.50...
168.55 et 169.10...
169.15 et 169.30...
169.35 et 169.50...
169.55 et 170.10...
170.15 et 170.30...
170.35 et 170.50...
170.55 et 171.10...
171.15 et 171.30...
171.35 et 171.50...
171.55 et 172.10...
172.15 et 172.30...
172.35 et 172.50...
172.55 et 173.10...
173.15 et 173.30...
173.35 et 173.50...
173.55 et 174.10...
174.15 et 174.30...
174.35 et 174.50...
174.55 et 175.10...
175.15 et 175.30...
175.35 et 175.50...
175.55 et 176.10...
176.15 et 176.30...
176.35 et 176.50...
176.55 et 177.10...
177.15 et 177.30...
177.35 et 177.50...
177.55 et 178.10...
178.15 et 178.30...
178.35 et 178.50...
178.55 et 179.10...
179.15 et 179.30...
179.35 et 179.50...
179.55 et 180.10...
180.15 et 180.30...
180.35 et 180.50...
180.55 et 181.10...
181.15 et 181.30...
181.35 et 181.50...
181.55 et 182.10...
182.15 et 182.30...
182.35 et 182.50...
182.55 et 183.10...
183.15 et 183.30...
183.35 et 183.50...
183.55 et 184.10...
184.15 et 184.30...
184.35 et 184.50...
184.55 et 185.10...
185.15 et 185.30...
185.35 et 185.50...
185.55 et 186.10...
186.15 et 186.30...
186.35 et 186.50...
186.55 et 187.10...
187.15 et 187.30...
187.35 et 187.50...
187.55 et 188.10...
188.15 et 188.30...
188.35 et 188.50...
188.55 et 189.10...
189.15 et 189.30...
189.35 et 189.50...
189.55 et 190.10...
190.15 et 190.30...
190.35 et 190.50...
190.55 et 191.10...
191.15 et 191.30...
191.35 et 191.50...
191.55 et 192.10...
192.15 et 192.30...
192.35 et 192.50...
192.55 et 193.10...
193.15 et 193.30...
193.35 et 193.50...
193.55 et 194.10...
194.15 et 194.30...
194.35 et 194.50...
194.55 et 195.10...
195.15 et 195.30...
195.35 et 195.50...
195.55 et 196.10...
196.15 et 196.30...
196.35 et 196.50...
196.55 et 197.10...
197.15 et 197.30...
197.35 et 197.50...
197.55 et 198.10...
198.15 et 198.30...
198.35 et 198.50...
198.55 et 199.10...
199.15 et 199.30...
199.35 et 199.50...
199.55 et 200.10...
200.15 et 200.30...
200.35 et 200.50...
200.55 et 201.10...
201.15 et 201.30...
201.35 et 201.50...
201.55 et 202.10...
202.15 et 202.30...
202.35 et 202.50...
202.55 et 203.10...
203.15 et 203.30...
203.35 et 203.50...
203.55 et 204.10...
204.15 et 204.30...
204.35 et 204.50...
204.55 et 205.10...
205.15 et 205.30...
205.35 et 205.50...
205.55 et 206.10...
206.15 et 206.30...
206.35 et 206.50...
206.55 et 207.10...
207.15 et 207.30...
207.35 et 207.50...
207.55 et 208.10...
208.15 et 208.30...
208.35 et 208.50...
208.55 et 209.10...
209.15 et 209.30...
209.35 et 209.50...
209.55 et 210.10...
210.15 et 210.30...
210.35 et 210.50...
210.55 et 211.10...
211.15 et 211.30...
211.35 et 211.50...
211.55 et 212.10...
212.15 et 212.30...
212.35 et 212.50...
212.55 et 213.10...
213.15 et 213.30...
213.35 et 213.50...
213.55 et 214.10...
214.15 et 214.30...
214.35 et 214.50...
214.55 et 215.10...
215.15 et 215.30...
215.35 et 215.50...
215.55 et 216.10...
216.15 et 216.30...
216.35 et 216.50...
216.55 et 217.10...
217.15 et 217.30...
217.35 et 217.50...
217.55 et 218.10...
218.15 et 218.30...
218.35 et 218.50...
218.55 et 219.10...
219.15 et 219.30...
219.35 et 219.50...
219.55 et 220.10...
220.15 et 220.30...
220.35 et 220.50...
220.55 et 221.10...
221.15 et 221.30...
221.35 et 221.50...
221.55 et 222.10...
222.15 et 222.30...
222.35 et 222.50...
222.55 et 223.10...
223.15 et 223.30...
223.35 et 223.50...
223.55 et 224.10...
224.15 et 224.30...
224.35 et 224.50...
224.55 et 225.10...
225.15 et 225.30...
225.35 et 225.50...
225.55 et 226.10...
226.15 et 226.30...
226.35 et 226.50...

